

# Avis

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN



**" Avis du CES sur la Proposition de directive du Conseil modifiant la directive  
65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux  
autorisations pour les transports de marchandises par route entre les États membres  
- COM(88) 10 final - TRA/153 "**

## **Disclaimer**

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n°354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public.

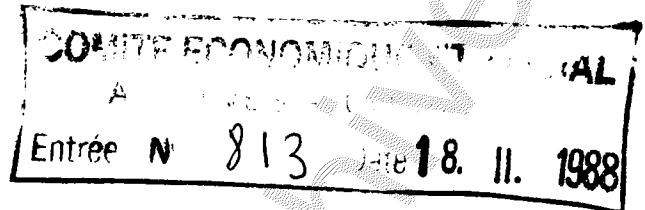
In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich.

EESC - Historical Archives

16. II. 1988  
Bruxelles, le .....

SG(88) D/ 01786



Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous remettre, pour l'information des membres du Comité économique et social, une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres.

Le Conseil est appelé à statuer avant la fin du premier semestre 1988. Dans cette perspective, le Comité économique et social devrait rendre son avis au mois d'avril.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

p.j. doc. COM(88) 10 final

D.F. WILLIAMSON  
Secrétaire général

Monsieur Jacques MOREAU  
Secrétaire général du  
Comité économique et social  
2, Rue Ravenstein  
1000 - BRUXELLES

COMMUNAUTES EUROPEENNES

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

LE SECRETAIRE GENERAL

1105

Bruxelles, le 24 II 1988

Monsieur Le Secrétaire Général,

Par lettre en date du 16 février 1988, vous m'avez adressé pour information la

"Proposition de directive du Conseil modifiant la Directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres" (doc. COM(88) 10 final).

Je vous remercie pour l'envoi de ce document qui sera transmis aux membres du Comité économique et social.

Veuillez agréer, Monsieur Le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

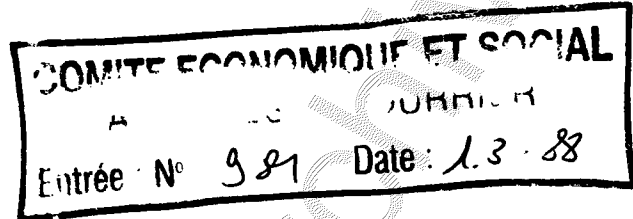
Jacques MOREAU

Monsieur D. F. WILLIAMSON  
Secrétaire Général  
de la Commission des C.E.  
200, rue de la Loi  
1049 BRUXELLES

Bruxelles, le 23 FÉV 1988

Monsieur Jacques MOREAU  
Secrétaire Général du Comité  
économique et social  
Rue Ravenstein, 2  
1000 - BRUXELLES

007906



Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que la Commission des Communautés européennes a, par lettre en date du 10 février 1988, soumis au Conseil :

- une proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres.

Le Conseil a décidé, le 26 février 1988, de consulter, conformément à l'article 75 du traité, le Comité économique et social sur cette proposition dont je vous communique ci-joint le texte [doc. COM(88) 10 final], et m'a chargé de vous transmettre cette demande de consultation.

A cette occasion, le Conseil a également décidé la consultation du Parlement européen.

Rue de la Loi, 170  
1048 BRUXELLES

Tél. (02)234.61.11 - Télégrammes : Consilium Bruxelles - Télex : 21711 Consil B


cc. Dir. / Bur.  
R. L.

La Commission ayant suggéré au Conseil de statuer sur cette proposition avant la fin du premier semestre 1988, ce dernier attacherait du prix à ce que le Comité économique et social veuille bien rendre son avis aussi rapidement que possible.

Les documents nécessaires seront mis en nombre suffisant à la disposition de vos services dans les plus brefs délais.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Secrétaire Général



W. NICOLL  
Directeur Général

Annexe

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Bruxelles, le 14. III. 1988 1384

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 25 février 1988 par laquelle vous sollicitez, au nom du Conseil des Communautés européennes, l'avis du Comité économique et social sur la

"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres"  
(doc. COM(88) 10 final).

Le Président du Comité a pris les dispositions nécessaires afin que l'avis du Comité sur cette proposition de directive puisse être rendu aussi rapidement que possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

Pour le Secrétaire Général

A. GRAZIOSI  
Directeur Général

Monsieur Niels ERSBØLL  
Secrétaire Général  
du Conseil des Communautés  
européennes  
170, rue de la Loi  
1048 BRUXELLES

COMMUNAUTES EUROPEENNES

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

N° 950/88

Bruxelles, le 19 février 1988

Messieurs les Conseillers  
Membres du Comité économique et social

---

Monsieur le Conseiller,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une :

"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres"  
(doc. COM(88) 10 final)

sur laquelle le Conseil devrait prochainement décider consulter le Comité.

Le Bureau du Comité ou le Président seront appelés à désigner la section compétente et à fixer les délais dans lesquels le Comité devra rendre son avis.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'expression de ma haute considération.

Le secrétaire général

signé : J. MOREAU

P.J. : doc. COM(88) 10 final

EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFTEN  
WIRTSCHAFTS- UND SOZIALAUSSCHUSS

Nr. 950/88 bb

Brüssel, den 19. Februar 1988

An die Mitglieder  
des Wirtschafts- und  
Sozialausschusses  
-----

Sehr geehrte Damen und Herren,

als Anlage erhalten Sie den

"Vorschlag für eine Richtlinie des Rates zur Änderung  
der Richtlinie 65/269/EWG zur Vereinheitlichung  
gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den  
Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten"  
(Dok. KOM (88) 10 endg.).

Der Ausschuß dürfte in Kürze vom Rat um Stellungnahme  
zu dieser Vorlage ersucht werden.

Das Ausschußpräsidium bzw. der Präsident werden die für  
die Ausarbeitung der diesbezüglichen Stellungnahme zuständige  
Fachgruppe und den Termin bestimmen, an dem der Ausschuß seine  
Stellungnahme verabschieden soll.

Mit vorzüglicher Hochachtung  
Der Generalsekretär

J. MOREAU

Anlage: Dok. KOM (88) 10 endg.

EUROPEAN COMMUNITY  
THE ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE

No. 950/88 as

Brussels, 19 February 1988

To the Members of the  
Economic and Social Committee

---

Dear Sir/Madam,

Please find enclosed a copy of the

Proposal for a Council Directive amending Directive  
No. 65/269/EEC concerning the standardization of  
certain rules relating to authorizations for the  
carriage of goods by road between Member States  
(COM(88) 10 final)

which the Council should shortly refer to the Committee.

The Committee Bureau or the Chairman will be responsible  
for designating the competent Section and setting the time-limit  
within which the Committee is to issue its Opinion.

Yours faithfully,

J. MOREAU  
Secretary-General

Enc. : COM(88) 10 final

COMUNITÀ EUROPEE  
COMITATO ECONOMICO E SOCIALE

N° 950/88

Bruxelles, 19 febbraio 1988

Signori Consiglieri  
Membri del Comitato economico e sociale

---

Signor Consigliere,

Le invio la:

"Proposta di direttiva del Consiglio che modifica la direttiva 65/269/CEE che rende uniformi talune norme riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri"  
(doc. COM(88) 10 def.)

in merito alla quale il Consiglio dovrebbe consultare prossimamente il Comitato.

L'Ufficio di presidenza del Comitato o il Presidente dovranno designare la Sezione competente e fissare la data entro la quale il Comitato dovrà formulare il parere.

Con i migliori saluti.

Il Segretario generale

f.to: J. MOREAU

All.: doc. COM(88) 10 def.

EUROPESE GEMEENSCHAPPEN  
ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITÉ

No. 950/88

Brussel, 19 februari 1988

Aan de leden  
van het Economisch en Sociaal Comité

Geachte heer,

Hierbij doe ik U het volgende document toekomen:

"Voorstel voor een richtlijn van de Raad tot wijziging van Richtlijn 65/269/EEG betreffende de eenmaking van bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten" (doc. COM(88) 10 def.).

Het Comité zal binnenkort door de Raad over dit onderwerp worden geraadpleegd.

Het Bureau van het Comité c.q. de voorzitter zullen worden verzocht de ten aanzien van het opstellen van het advies bevoegde Afdeling aan te wijzen en de termijn vast te leggen waarbinnen dit advies door het Comité dient te worden uitgebracht.

Met de meeste hoogachting

J. MOREAU  
secretaris-generaal

Bijlage: doc. COM(88) 10 def.

Nr. 950/88

Bruxelles, den 19. februar 1988

Til medlemmerne af  
Det Økonomiske og Sociale Udvalg

Vedlagt fremsendes Kommissionens

Forslag til Rådets direktiv om ændring af direktiv 65/269 om gennemførelse af visse regler for tilladelse til gods-transport ad landevej mellem medlemsstaterne

som Rådet forventes snart at ville anmode om ØSU's udtalelse om.

ØSU's præsidium eller formand vil blive anmodet om at træffe afgørelse om sektionskompetence og fastlægge, hvornår ØSU's udtalelse behandles på plenarforsamlingen.

Med venlig hilsen

Sign.: J. MOREAU  
Generalsekretær

Bilag: KOM(88) 10 endelig udg.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΕΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΕΣ  
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ  
ΓΕΝΙΚΟΣ ΓΡΑΜΜΑΤΕΑΣ

Αριθ. 950/88

Βρυξέλλες, 19 Φεβρουαρίου 1988.

Προς τα Μέλη της  
Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής

---

Κυρία/Κύριε,

Σας στέλνω μια :

"Πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου η οποία τροποποιεί την οδηγία 65/269/ΕΟΚ σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων κανόνων που αφορούν τις άδειες για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών"  
(έγγρ. COM(88) 10 τελικό)

για την οποία το Συμβούλιο αποφάσισε να ζητήσει τη γνωμοδότηση της ΟΚΕ.

Το Προεδρείο ή ο Πρόεδρος της ΟΚΕ θα κληθούν να ορίσουν το αρμόδιο τμήμα και να καθορίσουν την προθεσμία εντός της οποίας η ΟΚΕ πρέπει να εκδώσει τη γνωμοδότησή της.

Με εξαιρετική εκτίμηση

υπογραφή : J. MOREAU

ΣΥΝ. : έγγρ. COM(87) 10 τελικό

COMUNIDADES EUROPEAS  
COMITE ECONOMICO Y SOCIAL

Nº 950/88 JAS/AS/jb

Bruselas, 19 de febrero de 1988

Señores Consejeros  
Miembros del Comité  
Económico y Social

---

Señor Consejero :

Le remito adjunto el siguiente documento :

"Propuesta de Directiva del Consejo por la que se modifica la Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización de determinadas normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros" (doc. COM(88) 10 final)

sobre el cual el consejo deberá decidir próximamente consultar al Comité.

La Mesa del Comité o el Presidente deberán designar la Sección competente y fijar el plazo en el que el Comité deberá emitir su Dictamen.

Le saluda muy atentamente

El Secretario General

firmado : J. MOREAU

D.A. : doc. COM(88) 10 final

COMUNIDADES EUROPEIAS  
COMITÉ ECONÓMICO E SOCIAL

Nº 950/88 cf

Bruxelas, 19 de Fevereiro de 1988

Exmos. Senhores  
Membros do Comité Económico e Social

Exmo. Senhor,

Tenho a honra de enviar a V. Ex.<sup>a</sup>, em anexo, uma

"Proposta de directiva do Conselho que altera a Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros" (doc. COM(88) 10 final)

sobre a qual o Conselho decidirá em breve consultar o Comité.

A Mesa do Comité ou o seu presidente serão chamados a designar a Secção competente e a fixar o prazo dentro do qual o Comité deverá emitir o seu parecer.

Queira V. Ex.<sup>a</sup> aceitar a expressão da minha elevada consideração.

O Secretário-Geral

J. MOREAU

Anexo : doc. COM(88) 10 final

# COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(88) 10 final

Bruxelles, le 5 février 1988

Proposition de

## DIRECTIVE DU CONSEIL

modifiant la Directive 65/269/CEE

concernant l'uniformisation de certaines règles  
relatives aux autorisations pour les transports de marchandises  
par route entre les Etats membres

---

(présentée par la Commission)

EXPOSE DES MOTIFSRégime communautaire

1. Les transports de déménagements effectués entre Etats membres de la Communauté sont régis par la Directive 65/269/CEE du Conseil du 13 mai 1965 (1) concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres, telle que modifiée par la Directive 83/572/CEE du Conseil du 26 octobre 1983 (2).

En vertu de ces dispositions les déménagements par route entre Etats membres sont libérés de tout régime de contingentement mais sont soumis à autorisation. Cette autorisation est délivrée par l'Etat membre sur le territoire duquel le transporteur est établi; elle habilite celui-ci à effectuer des déménagements internationaux sur tout le territoire de la Communauté (autorisation multilatérale).

2. La même Directive 65/269/CEE (1) modifiée par la Directive 85/505/CEE du Conseil du 14 novembre 1985 (3) stipule en outre que lorsque des transports de marchandises par route entre les Etats membres sont effectués au moyen d'un ensemble de véhicules couplés dont les éléments sont immatriculés ou admis à la circulation dans un Etat membre, l'autorisation requise est délivrée au véhicule tracteur et que cette autorisation couvre l'ensemble de véhicules couplés, c'est-à-dire le véhicule tracteur et la remorque ou la semi-remorque.

Décisions de la Conférence Européenne des Ministres des Transports

3. Les 29 et 30 mai 1985 la Conférence Européenne des Ministres des Transports (CEMT) a adopté à l'unanimité la Résolution n° 53 amendant la Résolution n° 44 du Conseil des Ministres des Transports de la CEMT concernant le régime des transports routiers internationaux et la libéralisation de certains d'entre eux (CM(85)10 (Final)).

---

(1) JO n° 88 du 24.5.1965, p. 1469/65  
(2) JO n° L 332 du 28.11.1983, p. 33  
(3) JO n° L 309 du 21.11.1985, p. 27

Par cette Résolution la CEMT a aligné son régime pour les déménagements par route effectués entre les Etats de la CEMT (1) sur le régime déjà en vigueur entre les Etats membres de la Communauté et elle a décidé d'accepter comme modèle d'autorisation commune pour ces déménagements un document calqué sur le document communautaire.

Cette décision de la CEMT a été précédée d'une décision du Conseil des Communautés européennes en date du 28 mai 1985 aux termes de laquelle la Communauté, lors de la session du Conseil des Ministres de la CEMT des 29 et 30 mai 1985, s'efforcera d'obtenir l'extension du régime communautaire à tous les Etats de la CEMT.

4. Les 21 et 22 mai 1986 les Etats de la CEMT, à l'exception de la Turquie et de la Yougoslavie, ont adopté la Résolution n° 47 concernant le régime de la délivrance des autorisations pour les transports internationaux par route entre les pays membres de la CEMT (CM(86)6 (Final)).

Cette Résolution a pour effet d'instaurer entre les Etats de la CEMT sauf la Turquie et la Yougoslavie, le même régime de délivrance des autorisations aux véhicules tracteurs que celui qui existe entre les Etats membres de la Communauté.

#### Objectifs des mesures envisagées par la présente proposition

5. Afin de permettre aux transporteurs établis dans un Etat membre de bénéficier des avantages résultant de l'extension du régime communautaire à tous ou à certains des Etats de la CEMT, non membres de la Communauté, il convient d'apporter quelques modifications au texte de la Directive 65/269/CEE. Ces modifications visent à ce que
- a) l'autorisation valable pour les déménagements entre Etats membres de la CEE soit utilisable pour les déménagements internationaux également sur le territoire des Etats de la CEMT, non membres de la CEE, et
  - b) pour les transports de marchandises par route entre Etats membres effectués au moyen d'un ensemble de véhicules couplés dont le véhicule tracteur est immatriculé dans un Etat membre, l'autorisation couvre également la remorque ou la semi-remorque immatriculée ou admise à la circulation dans un Etat de la CEMT, non membre de la CEE et ayant accepté ledit régime de délivrance de l'autorisation au véhicule tracteur (exclusion de la Turquie et de la Yougoslavie).
6. En ce qui concerne les transports effectués sous le couvert d'une autorisation communautaire, la réalisation de l'objectif poursuivi en matière de délivrance des autorisations au véhicule tracteur est prévue dans la proposition de Règlement (CEE) du Conseil concernant l'accès au marché des transports de marchandises par route entre Etats membres. (2)

---

(1) République Fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie et Yougoslavie.

(2) COM (86) 595 final/2.

## PROPOSITION DE DIRECTIVE DU CONSEIL

MODIFIANT LA DIRECTIVE 65/269/CEE CONCERNANT L'UNIFORMISATION DE CERTAINES REGLES RELATIVES AUX AUTORISATIONS POUR LES TRANSPORTS DE MARCHANDISES PAR ROUTE ENTRE LES ETATS MEMBRES

-----

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 75,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen (1),

vu l'avis du Comité économique et social (2),

considérant que, en ce qui concerne le régime relatif à la délivrance des autorisations pour les transports internationaux de marchandises par route, la Conférence Européenne des Ministres des Transports (CEMT) a décidé d'aligner son régime concernant les ensembles de véhicules couplés sur celui qui est en vigueur entre les Etats membres de la Communauté; que toutefois la Turquie et la Yougoslavie ont réservé l'application de cette décision;

Considérant qu'en matière de déménagements internationaux, la CEMT a adopté à l'unanimité le même régime que celui qui est en vigueur entre les Etats membres de la Communauté et a accepté comme modèle d'autorisation commun pour ces déménagements un document calqué sur le document communautaire;

considérant qu'il convient dès lors d'apporter au texte de la directive 65/269/CEE du Conseil (3), modifiée en dernier lieu par la directive 85/505/CEE (4), les modifications qui s'imposent suite à ces décisions de la CEMT, de manière à ce que les transporteurs établis dans un Etat membre puissent bénéficier des avantages résultant de l'extension du régime communautaire à tous ou à certains des Etats de la CEMT, non membres de la Communauté, tant en ce qui concerne les transports au moyen d'ensembles de véhicules couplés que les transports de déménagements;

A ARRETE LA PRESENTE DIRECTIVE :

---

(1) JO

(2) JO

(3) JO n° 88, du 24.5.1965, p. 1469/65

(4) JO n° 309, du 21.11.1985, p. 27.

Article premier

La Directive 65/269/CEE est modifiée comme suit:

1. A l'article premier, deuxième alinéa, sont ajoutés les termes suivants :

"...ou dans un autre Etat de la Conférence Européenne des Ministres des Transports ayant accepté le régime de la délivrance de l'autorisation au véhicule tracteur."

2. Le modèle d'autorisation pour les déménagements internationaux en annexe est remplacé par le modèle d'autorisation qui figure à l'annexe de la présente directive.

Article 2

Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 31 décembre 1988. Ils en informent immédiatement la Commission.

Article 3

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le Président



Texte libellé dans la, les ou une des langues officielles de l'Etat où le véhicule est immatriculé

Etat qui attribue l'autorisation

(Signe distinctif du pays) (Organisme compétent)

Autorisation à temps

AUTORISATION N° .. POUR LES DÉMÉNAGEMENTS INTERNATIONAUX

La présente autorisation habilite : (Nom ou raison sociale du transporteur et adresse complète)

à effectuer des déménagements internationaux sur les relations de trafic entre la République Fédérale d'Allemagne (D), l'Autriche (A), la Belgique (B), le Danemark (DK), l'Espagne (E), la Finlande (SF), la France (F), la Grèce (GR), l'Irlande (IRL), l'Italie (I), le Luxembourg (L), la Norvège (N), les Pays-Bas (NL), le Portugal (P), le Royaume-Uni (GB), la Suède (S), la Suisse (CH), la Turquie (TR) et la Yougoslavie (YU) au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés, et à déplacer à vide ces véhicules sur tout le territoire de ces Etats.

La présente autorisation est valable du au

Délivrée à le

(Signature et cachet de l'organisme qui délivre l'autorisation - Etat où le véhicule est immatriculé)

EESC - HIG...

Texte libellé dans la, les ou une des langues officielles  
de l'Etat où le véhicule est immatriculé

Prescriptions générales

La présente autorisation doit se trouver à bord du véhicule et être présentée à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

Elle ne permet d'effectuer que des déménagements internationaux. Elle n'est pas valable pour des transports nationaux.

Elle ne peut pas être transférée à un tiers.

Le transporteur est tenu de respecter sur le territoire de chaque Etat membre les dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur dans cet Etat, notamment en matière de transport et de circulation.

EESC - Historique des Archives

8

1

Indications se référant à la première page de la présente autorisation,  
rédigées dans les langues officielles de tous les Etats concernés

- D** Diese Genehmigung berechtigt den auf Seite 1 bezeichneten Unternehmer, in dem angegebenen Zeitraum internationale Beförderungen von Umzugsgut auf den Verkehrsrelationen zwischen der Bundesrepublik Deutschland (D), Österreich (A), Belgien (B), Dänemark (DK), Finnland (SF), Frankreich (F), Griechenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), den Niederlanden (NL), Norwegen (N), Portugal (P), Spanien (E), Schweden (S), Schweiz (CH), Vereinigtes Königreich (GB), Türkei (TR) und Jugoslawien (YU), und zwar mit einem Einzelfahrzeug oder mehreren miteinander verbundenen Fahrzeugen sowie Leerfahrten mit diesen Fahrzeugen im gesamten Gebiet dieser Staaten durchzuführen.
- DK** Denne tilladelse giver indehaveren ret til, i den anførte periode, at udføre internationale flyttetransporter på trafikforbindelserne mellem Vesttyskland (D), Østrig (A), Belgien (B), Danmark (DK), Spanien (E), Finland (SF), Frankrig (F), Grækenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxembourg (L), Norge (N), Holland (NL), Portugal (P), Storbritannien (GB), Sverige (S), Schweiz (CH), Tyrkiet (TR) og Jugoslavien (YU), ved hjælp af sololastvogn eller vogntræk, og at føre sådanne køretøjer tomme gennem hele territoriet i disse lande.
- E** La presente autorización faculta al transportista que en ella se designa y por el periodo indicado, para efectuar mudanzas internacionales en las relaciones de tráfico entre la República Federal de Alemania (D), Austria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Bajos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suiza (CH), Turquía (TR) y Yugoslavia (YU), por medio de un vehículo aislado o de un conjunto de vehículos articulados, y para desplazar en vacío este vehículo por todo el territorio de estos Estados.
- F** La présente autorisation habilite le transporteur qui y est désigné et pour la période indiquée, à effectuer des déménagements internationaux sur les relations de trafic entre la République Fédérale d'Allemagne (D), l'Autriche (A), la Belgique (B), le Danemark (DK), l'Espagne (E), la Finlande (SF), la France (F), la Grèce (GR), l'Irlande (IRL), l'Italie (I), le Luxembourg (L), la Norvège (N), les Pays-Bas (NL), le Portugal (P), le Royaume-Uni (GB), la Suède (S), la Suisse (CH), la Turquie (TR) et la Yougoslavie (YU), au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés, et à déplacer à vide ces véhicules sur tout le territoire de ces Etats.
- GB** This licence entitles the carrier designated to carry out, for the period indicated, international removals on routes between the Federal Republic of Germany (D), Austria (A), Belgium (B), Denmark (DK), Finland (SF), France (F), Greece (GR), Ireland (IRL), Italy (I), Luxembourg (L), the Netherlands (NL), Norway (N), Portugal (P), Spain (E), Sweden (S), Switzerland (CH), the United Kingdom (GB), Turkey (TR) and Yugoslavia (YU), by means of a single vehicle or a combination of vehicles, and to run such vehicles unladen throughout these countries.
- GR** Η παρούσα άδεια δίνει το δικαίωμα στον υποδεικνυόμενο μεταφορέα και για την ενδεικνυόμενη περίοδο, να πραγματοποιεί διεθνείς μεταφορές στα οδικά δίκτυα μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας (D), της Αυστρίας (A), του Βελγίου (B), της Δανίας (DK), της Ισπανίας (E), της Φινλανδίας (SF), της Γαλλίας (F), της Ελλάδας (GR), της Ιρλανδίας (IRL), της Ιταλίας (I), του Λουξεμβούργου (L), της Νορβηγίας (N), της Ολλανδίας (NL), της Πορτογαλίας (P), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB), της Σουηδίας (S), της Σουηδίας (CH), της Τουρκίας (TR) και της Γιουγκοσλαβίας (YU), ή ένα μεμονωμένο όχημα ή ένα συνδυασμό οχημάτων και να μετακινεί κενό αυτό το όχημα σε ολόκληρη την επικράτεια αυτών των κρατών.
- I** La presente autorizza il trasportatore designato e per il periodo indicato, ad effettuare traslochi internazionali per le relazioni di traffico fra la Repubblica Federale Tedesca (D), l'Austria (A), il Belgio (B), la Danimarca (DK), la Spagna (E), la Finlandia (SF), la Francia (F), la Grecia (GR), l'Irlanda (IRL), l'Italia (I), il Lussemburgo (L), la Norvegia (N), i Paesi Bassi (NL), il Portogallo (P), l'Inghilterra (GB), la Svezia (S), la Svizzera (CH), la Turchia (TR), e la Jugoslavia (YU) a mezzo di veicoli isolati o con veicoli accoppiati ed a spostare vuoti i veicoli su tutto il territorio di questi stati.

9

NL Deze machtiging machtigt de aangegeven vervoerondernemer voor de aangegeven periode tot het verrichten van internationale verhuizingen in de vervoersrelaties tussen de Bondsrepubliek Duitsland (D), Oostenrijk (A), België (B), Denemarken (DK), Finland (SF), Frankrijk (F), Griekenland (GR), Ierland (IRL), Italië (I), Luxemburg (L), Nederland (NL), Noorwegen (N), Portugal (P), Spanje (E), Zweden (S), Zwitserland (CH), Verenigd Koninkrijk (GB), Turkije (TR) en Joegoslavië (YU) met een afzonderlijk voertuig of een samenstel van aaneengeschakelde voertuigen en tot het leeg verplaatsen van deze voertuigen over het ganse grondgebied van deze landen.

N Denne kjøretillatelsen autoriserer den transportør den er utstedt til, og for den perioden den er utstedt for, til å utføre internasjonale flytteoppdrag på trafikkrelasjonene mellom Forbundsrepublikken Tyskland (D), Østerrike (A), Belgia (B), Danmark (DK), Spania (E), Finland (SF), Frankrike (F), Hellas (GR), Irland (IRL), Italia (I), Luxembourg (L), Norge (N), Nederland (NL), Portugal (P), Storbritannia (GB), Sverige (S), Sveits (CH), Tyrkia (TR) og Jugoslavia (YU), ved hjelp av et enkelt motorkjøretøy eller ved sammenkopling av flere kjøretøyer, og til å kjøre slik vogn ulastet gjennom hele territoriet i disse land.

P A presente autorização permite ao transportador nela mencionado, e durante o período indicado, realizar transportes internacionais de mudanças nas relações do tráfico entre a República Federal da Alemanha (D), Áustria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), Espanha (E), Finlândia (SF), França (F), Grécia (GR), Irlanda (IRL), Itália (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Holanda (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suécia (S), Suíça (CH), Turquia (TR) e Jugoslávia (YU), por meio de um veículo isolado ou de um conjunto de veículos acoplados, bem como, circular em vazio pelo todo território destes Estados.

S Detta tillstånd berättigar därjämte nämnd transportör att under angiven tidsperiod utföra internationella flyttgodstransporter på väg mellan Förbundsrepubliken Tyskland (D), Österrike (A), Belgien (B), Danmark (DK), Finland (SF), Frankrike (F), Grekland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), Nederländerna (NL), Norge (N), Portugal (P), Spanien (E), Sverige (S), Schweiz (CH), Storbritannien (GB), Turkiet (TR) och Jugoslavien (YU) med enskilt fordon eller fordonskombination, och att köra sådana fordon utan last genom dessa länders territorium.

SF Tämä lupa oikeuttaa siinä mainitun liikenteenharjoittajan suorittamaan ilmoitettuna aikana kansainvälisiä muuttokuljetuksia Saksan liittotasavaltaan (D), Itävaltaan (A), Belgiaan (B), Tanskaan (DK), Espanjaan (E), Suomeen (SF), Ranskaan (F), Kreikkaan (GR), Irlantiin (IRL), Italiaan (I), Luxemburgin (L), Norjiaan (N), Alankomaalteen (NL), Portugalin (P), Yhdistyneen kuningaskunnan (GB), Ruotsiin (S), Sveitsiin (CH), Turkia (TR) ja Jugoslavian (YU) välillä käyttäen yksittäistä ajoneuvoa tai ajoneuvoyhdistelmää sekä kuljettamaan tällaisia ajoneuvoja kuormaamattomina näiden valtioiden koko alueella.

TR Bu lisans uluslararası eşya taşımacılığı yapan taşımacıyı belirtilen süre içinde Federal Almanya Cumhuriyeti (D), Avusturya (A), Belçika (B), Danimarka (DK), Finlandiya (SF), Fransa (F), Yunanistan (GR), İrlanda (IRL), İtalya (I), Lüksemburg (L), Hollanda (NL), Norveç (N), Portekiz (P), İspanya (E), İsveç (S), İsviçre (CH), İngiltere (GB), Türkiye (TR) Yugoslavya (YU) arasındaki seyrüsefer irtibatlarında tek bir araç veya araçlar kombinasyonu ile uluslararası eşya taşımacılığı yapmaya ve bu ülkelerin bütün toprakları üzerinden bu kabul araçları boş olarak geçirmeye yetkili kılar.

YU Ova dozvola daje pravo prevozniku kome je namenjena da obavlja, u navedenom periodu, medjunarodne selidbene prevoze na putevima izmedju SR Nemačke (D), Austrije (A), Belgije (B), Danske (DK), Finske (SF), Francuske (F), Grčke (GR), Irske (IRL), Italije (I), Luksemburga (L), Holandije (NL), Norveške (N), Portugalije (P), Španije (E), Švedske (S), Švajcarske (CH), Ujedinjenog Kraljevstva (GB), Turske (TR) i Jugoslavije (YU) vozilom ili kombinacijom vozila, kao i da takva vozila vozi prazna preko cele teritorije ovih zemalja.

EESS

# KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(88) 10 endg.

Brüssel, den 5. Februar 1988

## Vorschlag für eine RICHTLINIE DES RATES

zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG zur Vereinheitlichung  
gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den  
Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten

---

(Von der Kommission vorgelegt)

**BEGRÜNDUNG**  

---

**Gemeinschaftliche Regelung**

1. Für die Beförderung von Umzugsgut zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft ist die Richtlinie 65/269/EWG des Rates vom 13. Mai 1965 (1) zur Vereinheitlichung gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten, geändert durch die Richtlinie 83/572/EWG des Rates vom 26. Oktober 1983 (2), massgebend.

Nach diesen Bestimmungen unterliegt die Beförderung von Umzugsgut im Strassenverkehr zwischen den Mitgliedstaaten keiner Kontingentierung, ist aber genehmigungspflichtig. Diese Genehmigung wird von dem Mitgliedstaat erteilt, in dessen Hoheitsgebiet der Verkehrsunternehmer niedergelassen ist; sie ermächtigt diesen zur grenzüberschreitenden Beförderung von Umzugsgut im gesamten Gebiet der Gemeinschaft (multilaterale Genehmigung).

2. In der Richtlinie 65/269/EWG (1), geändert durch die Richtlinie 85/505/EWG des Rates vom 14. November 1985 (3), ist ausserdem festgelegt, dass bei Beförderungen im Güterkraftverkehr zwischen Mitgliedstaaten mit Fahrzeugkombinationen, deren aneinandergeschaltete Fahrzeuge in einem Mitgliedstaat zugelassen oder zum Betrieb freigegeben sind, die erforderliche Genehmigung für die Zugmaschine erteilt wird und diese Genehmigung jeweils für sämtliche aneinandergeschaltete Fahrzeuge, d.h. die Zugmaschine und den Anhänger oder den Sattelanhänger, gilt.

**Entschliessungen der Europäischen Konferenz der Verkehrsminister**

3. Am 29. und 30. Mai 1985 verabschiedete die Europäische Konferenz der Verkehrsminister (EKVM) die Entschliessung Nr. 53, mit der die Entschliessung Nr. 44 des Rates der Verkehrsminister der EKVM über die Regelung des grenzüberschreitenden Strassenverkehrs und die Liberalisierung bestimmter Beförderungsarten (CM(85)10 endg.) geändert wurde.

---

(1) ABl. Nr. 88 vom 24.5.1965, S. 1469.

(2) ABl. Nr. L 332 vom 28.11.1983, S. 33.

(3) ABl. Nr. L 309 vom 21.11.1985, S. 27.

Mit dieser Entschliessung hat die EKVM ihre Regelung für die Beförderung von Umzugsgut im Strassenverkehr zwischen den Mitgliedstaaten der EKVM (1) an die bereits zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft geltende Regelung angepasst und beschlossen, als Muster der Genehmigung für diese Beförderungen eine Vorlage anzunehmen, die sich an das Gemeinschaftspapier anlehnt.

Diesem Beschluss der EKVM war ein Beschluss des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 28. Mai 1985 vorausgegangen, wonach sich die Gemeinschaft auf der Tagung des Rates der Minister der EKVM am 29. und 30. Mai 1985 bemühen sollte, eine Ausdehnung der gemeinschaftlichen Regelung auf alle Mitgliedstaaten der EKVM zu erwirken.

4. Am 21. und 22. Mai 1986 verabschiedeten die Mitgliedstaaten der EKVM, ausgenommen Jugoslawien und die Türkei, die Entschliessung Nr. 47 über die Regelung der Erteilung der Genehmigungen für den grenzüberschreitenden Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten der EKVM (CM(86)6 endg.)).

Mit dieser Entschliessung wird zwischen den Mitgliedstaaten der EKVM, ausgenommen Jugoslawien und die Türkei, dieselbe Regelung für die Erteilung der Genehmigungen für Zugmaschinen eingeführt, wie sie zwischen den Mitgliedstaaten besteht.

#### Ziele der hiermit vorgeschlagenen Massnahmen

5. Damit den in einem Mitgliedstaat niedergelassenen Verkehrsunternehmen die Vorteile aus der Ausdehnung der gemeinschaftlichen Regelung auf alle oder bestimmte Mitgliedstaaten der EKVM, die nicht der Europäischen Gemeinschaft angehören, zugute kommen, ist der Wortlaut der Richtlinie 65/269/EWG in der Weise zu ändern, dass
- a) die für die Beförderung von Umzugsgut zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft gültige Genehmigung auch für grenzüberschreitende Beförderungen von Umzugsgut im Hoheitsgebiet der Länder der EKVM, die nicht der Europäischen Gemeinschaft angehören, zu verwenden ist und
  - b) bei Beförderungen im Güterkraftverkehr zwischen Mitgliedstaaten mit Fahrzeugkombinationen, deren Zugmaschine in einem Mitgliedstaat zugelassen ist, die Genehmigung auch für den Anhänger oder Sattelanhänger gilt, wenn dieser in einem Land der EKVM, das nicht der Europäischen Gemeinschaft angehört und die genannte Regelung für die Erteilung der Genehmigungen für Zugmaschinen anerkennt (ausgenommen Jugoslawien und die Türkei), zugelassen oder zum Betrieb freigegeben ist.
6. Bei Beförderungen im Rahmen einer Gemeinschaftsgenehmigung ist die Verwirklichung der angestrebten Erteilung der Genehmigungen für Zugmaschinen im Vorschlag für eine Verordnung (EWG) des Rates über den Marktzugang im Güterkraftverkehr zwischen Mitgliedstaaten (2) vorgesehen.

- 
- (1) Belgien, Dänemark, BR Deutschland, Finnland, Frankreich, Griechenland, Irland, Italien, Jugoslawien, Luxemburg, Niederlande, Norwegen, Österreich, Portugal, Schweden, Schweiz, Spanien, Türkei und Vereinigtes Königreich.
- (2) KOM(86) 595 endg./2.

4

VORSCHLAG FÜR EINE RICHTLINIE DES RATES  
ZUR ÄNDERUNG DER RICHTLINIE 65/269/EWG  
ZUR VEREINHEITLICHUNG GEWISSER REGELN  
BETREFFEND DIE GENEHMIGUNGEN FÜR DEN GÜTERKRAFTVERKEHR  
ZWISCHEN DEN MITGLIEDSTAATEN

---

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen  
Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 75,

auf Vorschlag der Kommission,

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments (1),

nach Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses (2),

in Erwägung nachstehender Gründe:

Im Hinblick auf das Verfahren für die Erteilung der Genehmigungen für den grenzüberschreitenden Güterkraftverkehr hat die Europäische Konferenz der Verkehrsminister (EKVM) beschlossen, ihr für Fahrzeugkombinationen geltendes Verfahren dem zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft geltenden Verfahren anzupassen. Jugoslawien und die Türkei haben sich die Anwendung dieser Entschliessung jedoch vorbehalten.

Für grenzüberschreitende Beförderungen von Umzugsgut hat die EKVM einstimmig dieselbe Regelung angenommen, wie sie zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft gilt, und als gemeinsames Muster für die Genehmigung dieser Beförderungen eine Vorlage akzeptiert, die sich an das Gemeinschaftspapier anlehnt.

Der Wortlaut der Richtlinie 65/269/EWG des Rates (3), zuletzt geändert durch die Richtlinie 85/505/EWG (4), ist somit aufgrund dieser Entschliessungen der EKVM in der Weise zu ändern, dass den in einem Mitgliedstaat niedergelassenen Verkehrsunternehmen die Vorteile zugute kommen, die sich aus der Ausdehnung der gemeinschaftlichen Regelung auf alle oder bestimmte Länder der EKVM, die nicht der Gemeinschaft angehören, sowohl bei Beförderungen mit Fahrzeugkombinationen als auch bei Beförderungen von Umzugsgut ergeben -

HAT FOLGENDE RICHTLINIE ERLASSEN:

- 
- (1) ABl. Nr.
  - (2) ABl. Nr.
  - (3) ABl. Nr. 88 vom 24.5.1965, S. 1469/65
  - (4) ABl. Nr. L 309 vom 21.11.1985, S. 27.

Artikel 1

Die Richtlinie 65/269/EWG wird wie folgt geändert:

1. In Artikel 1 zweiter Unterabsatz wird nach den Worten "in einem anderen Mitgliedstaat" folgendes eingefügt:  
"... oder in einem anderen Land der Europäischen Konferenz der Verkehrsminister, das das Verfahren zur Erteilung der Genehmigungen für Zugmaschinen anerkannt hat,..."
2. Das Muster der Genehmigung für grenzüberschreitende Beförderungen von Umzugsgut im Anhang wird durch das Genehmigungsmuster im Anhang dieser Richtlinie ersetzt.

Artikel 2

Die Mitgliedstaaten treffen die erforderlichen Massnahmen, um dieser Richtlinie spätestens zum 31. Dezember 1988 nachzukommen. Sie unterrichten davon unverzüglich die Kommission.

Artikel 3

Diese Richtlinie ist an alle Mitgliedstaaten gerichtet.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates  
Der Präsident

(Sigel EKVM)

(Sigel EWG)

Fassung in der/den oder einer der Amtssprachen  
des Staates, in dem das Fahrzeug zugelassen ist

Die Genehmigung erteilender Staat

(Nationalitätszeichen)	(zuständige Stelle)
------------------------	---------------------

Genehmigung auf Zeit

Genehmigung Nr. ...  
zu grenzüberschreitenden Beförderungen von Umzugsgut

Diese Genehmigung berechtigt : .....  
.....  
.....

(Name oder Firma sowie vollständige Anschrift des Verkehrsunternehmers)

zu grenzüberschreitenden Beförderungen von Umzugsgut auf den Verkehrswegen  
zwischen Belgien (B), Dänemark (DK), Deutschland (D), Finnland (SF),  
Frankreich (F), Griechenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Jugoslawien (YU),  
Luxemburg (L), Niederlande (NL), Norwegen (N), Österreich (A), Portugal (P),  
Schweden (S), Schweiz (CH), Spanien (E), Türkei (TR) und dem Vereinigten König-  
reich (GB) mit einem einzelnen Fahrzeug oder mehreren aneinandergeschlossenen  
Fahrzeugen und zu Leerfahrten dieser Fahrzeuge im gesamten Gebiet dieser Staaten.

Diese Genehmigung gilt vom .....  
bis zum .....

Ausgegeben in ..... am .....

(Unterschrift und Stempel der die  
Genehmigung ausgebenden Stelle -  
Staat, in dem das Fahrzeug zugelassen  
ist)

7  
Fassung in der/den oder einer der Amtssprachen  
des Staates, in dem das Fahrzeug zugelassen ist

### Allgemeine Vorschriften

Diese Genehmigung ist im Fahrzeug mitzuführen und den zuständigen Kontrollbeamten auf Verlangen vorzuzeigen.

Sie berechtigt nur zu grenzüberschreitenden Beförderungen von Umzugsgut.  
Sie gilt nicht für den innerstaatlichen Verkehr.

Diese Genehmigung ist nicht übertragbar.

Der Verkehrsunternehmer ist verpflichtet, im Hoheitsgebiet eines jeden Mitgliedstaats die dort geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften, insbesondere auf dem Gebiet des Beförderungswesens und des Strassenverkehrs, zu beachten.

Angaben, die sich auf die erste Seite dieser Genehmigung beziehen und in der Amtssprache aller beteiligten Staaten abgefasst sind.

- D** Diese Genehmigung berechtigt den auf Seite 1 bezeichneten Unternehmer, in dem angegebenen Zeitraum internationale Beförderungen von Umzugsgut auf den Verkehrsrelationen zwischen Deutschland (D), Österreich (A), Belgien (B), Dänemark (DK), Finnland (SF), Frankreich (F), Griechenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), den Niederlanden (NL), Norwegen (N), Portugal (P), Spanien (E), Schweden (S), Schweiz (CH), Vereinigtes Königreich (GB), Türkei (TR) und Jugoslawien (YU), und zwar mit einem Einzelfahrzeug oder mehreren miteinander verbundenen Fahrzeugen sowie Leerfahrten mit diesen Fahrzeugen im gesamten Gebiet dieser Staaten durchzuführen.
- DK** Denne tilladelse giver indehaveren ret til, i den anførte periode, at udføre internationale flyttetransporter på trafikforbindelserne mellem Vesttyskland (D), Østrig (A), Belgien (B), Danmark (DK), Spanien (E), Finland (SF), Frankrig (F), Grækenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxembourg (L), Norge (N), Holland (NL), Portugal (P), Storbritannien (GB), Sverige (S), Schweiz (CH), Tyrkiet (TR) og Jugoslavien (YU), ved hjælp af sololastvogn eller vogntog, og at føre sådanne køretøjer tomme gennem hele territoriet i disse lande.
- E** La presente autorización faculta al transportista que en ella se designa y por el periodo indicado, para efectuar mudanzas internacionales en las relaciones de tráfico entre Alemania (D), Austria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Bajos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suiza (CH), Turquía (TR) y Yugoslavia (YU), por medio de un vehículo aislado o de un conjunto de vehículos articulados, y para desplazar en vacío este vehículo por todo el territorio de estos Estados.
- F** La présente autorisation habilite le transporteur qui y est désigné et pour la période indiquée, à effectuer des déménagements internationaux sur les relations de trafic entre l'Allemagne (D), l'Autriche (A), la Belgique (B), le Danemark (DK), l'Espagne (E), la Finlande (SF), la France (F), la Grèce (GR), l'Irlande (IRL), l'Italie (I), le Luxembourg (L), la Norvège (N), les Pays-Bas (NL), le Portugal (P), le Royaume-Uni (GB), la Suède (S), la Suisse (CH), la Turquie (TR) et la Yougoslavie (YU), au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés, et à déplacer à vide ces véhicules sur tout le territoire de ces Etats.
- GB** This licence entitles the carrier designated to carry out, for the period indicated, international removals on routes between Germany (D), Austria (A), Belgium (B), Denmark (DK), Finland (SF), France (F), Greece (GR), Ireland (IRL), Italy (I), Luxembourg (L), the Netherlands (NL), Norway (N), Portugal (P), Spain (E), Sweden (S), Switzerland (CH), the United Kingdom (GB), Turkey (TR) and Yugoslavia (YU), by means of a single vehicle or a combination of vehicles, and to run such vehicles unladen throughout these countries.
- GR** Η παρούσα άδεια δίνει το δικαίωμα στον υποδεικνυόμενο μεταφορέα και για την υποδεικνυόμενη περίοδο, να πραγματοποιεί διεθνείς μεταφορές στα οδικά δίκτυα μεταξύ της Γερμανίας (D), της Αυστρίας (A), του Βελγίου (B), της Δανίας (DK), της Ισπανίας (E), της Φινλανδίας (SF), της Γαλλίας (F), της Ελλάδας (GR), της Ιρλανδίας (IRL), της Ιταλίας (I), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB), της Νορβηγίας (N), της Ολλανδίας (NL), της Πορτογαλίας (P), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB) / της Σουηδίας (S), της Ελβετίας (CH), της Τουρκίας (TR) και της Γιουγκοσλαβίας (YU), μ' ένα μεμονωμένο όχημα ή ένα συνδυασμό οχημάτων και να μετακινεί κενό αυτό το όχημα σ' ολόκληρη την επικράτεια αυτών των κρατών.
- I** La presente autorizza il trasportatore designato e per il periodo indicato, ad effettuare traslochi internazionali per le relazioni di traffico fra Germania (D), l'Austria (A), il Belgio (B), la Danimarca (DK), la Spagna (E), la Finlandia (SF), la Francia (F), la Grecia (GR), l'Irlanda (IRL), l'Italia (I), il Lussemburgo (L), la Norvegia (N), i Paesi Bassi (NL), il Portogallo (P), l'Inghilterra (GB), la Svezia (S), la Svizzera (CH), la Turchia (TR), e la Jugoslavia (YU) a mezzo di veicoli isolati o con veicoli accoppiati ed a spostare vuoti i veicoli su tutto il territorio di questi stati.

**NL** Deze machtiging machtigt de aangegeven vervoerondernemer voor de aangegeven periode tot het verrichten van internationale verhuizingen in de vervoersrelaties tussen Duitsland (D), Oostenrijk (A), België (B), Denemarken (DK), Finland (SF), Frankrijk (F), Griekenland (GR), Ierland (IRL), Italië (I), Luxemburg (L), Nederland (NL), Noorwegen (N), Portugal (P), Spanje (E), Zweden (S), Zwitserland (CH), Verenigd Koninkrijk (GB), Turkije (TR) en Joegoslavië (YU) met een afzonderlijk voertuig of een samenstel van aaneengeschakelde voertuigen en tot het leeg verplaatsen van deze voertuigen over het ganse grondgebied van deze landen.

**N** Denne kjøretillatelse autoriserer den transportør den er utstedt til, og for den perioden den er utstedt for, til å utføre internasjonale flytteoppdrag på trafikrelasjonene mellom Tyskland (D), Østerrike (A), Belgia (B), Danmark (DK), Spania (E), Finland (SF), Frankrike (F), Hellas (GR), Irland (IRL), Italia (I), Luxembourg (L), Norge (N), Nederland (NL), Portugal (P), Storbritannia (GB), Sverige (S), Sveits (CH), Tyrkia (TR) og Jugoslavia (YU), ved hjelp av et enkelt motorkjøretøy eller ved sammenkopling av flere kjøretøyer, og til å kjøre slik vogn ulastet gjennom hele territoriet i disse land.

**P** A presente autorização permite ao transportador nela mencionado, e durante o período indicado, realizar transportes internacionais de mudancas nas relacións do tráfico entre Alemaña (D), Austria (A), Bélxica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Holanda (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suíza (CH), Turquía (TR) e Jugoslavia (YU), por meio de un vehículo isolado ou de un conxunto de vehículos acoplados, bem como, circular en vazio polo todo territorio destes Estados.

**S** Detta tillstånd berättigar däri nämnd transportör att under angiven tidsperiod utföra internationella flyttgodstransporter på väg mellan Tyskland (D), Österrike (A), Belgien (B), Danmark (DK), Finland (SF), Frankrike (F), Grekland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), Nederländerna (NL), Norge (N), Portugal (P), Spanien (E), Sverige (S), Schweiz (CH), Storbritannien (GB), Turkiet (TR) och Jugoslavien (YU) med enskilt fordon eller fordonskombination, och att köra sådana fordon utan last genom dessa länders territorium.

**SF** Tämä lupa oikeuttaa siinä mainitun liikenteenharjoittajan suorittamaan ilmoitettuna aikana kansainvälisiä muuttokuljetuksia Saksan liittotasavaltaan (D), Itävallan (A), Belgian (B), Tanskan (DK), Espanjan (E), Suomen (SF), Ranskan (F), Kreikan (GR), Irlannin (IRL), Italian (I), Luxemburgin (L), Norjan (N), Alankomaiden (NL), Portugalin (P), Yhdistyneen kuningaskunnan (GB), Ruotsin (S), Sveitsin (CH), Turkin (TR) ja Jugoslavian (YU) välillä käyttäen yksittäistä ajoneuvoa tai ajoneuvoyhdistelmää sekä kuljettamaan tällaisia ajoneuvoja kuormaamattomina näiden valtioiden koko alueella.

**TR** Bu lisans uluslararası eşya taşımacılığı yapan taşımacıyı belirtilen süre içinde Almanya (D), Avusturya (A), Belçika (B), Danimarka (DK), Finlandiya (SF), Fransa (F), Yunanistan (GR), İrlanda (IRL), İtalya (I), Lüksemburg (L), Hollanda (NL), Norveç (N), Portekiz (P), İspanya (E), İsveç (S), İsviçre (CH), İngiltere (GB), Türkiye (TR) Yugoslavya (YU) arasındaki seyrüsefer itibatlarında tek bir araç veya araçlar kombinasyonu ile uluslararası ev eşyası taşımacılığı yapmaya ve bu ülkelerin bütün toprakları üzerinden bu kabii araçları boş olarak geçirmeye yetkili kılar.

**YU** Ova dozvola daje pravo prevozniku kome je namenjena da obavija, u navedenom periodu, medjunarodne seilidbene prevoze na putevima izmedju SR Nemačke (D), Austrije (A), Belgije (B), Danske (DK), Finske (SF), Francuske (F), Grčke (GR), Irske (IRL), Italije (I), Luksemburga (L), Holandije (NL), Norveške (N), Portugalije (P), Španije (E), Švedske (S), Švajcarske (CH), Ujedinjenog Kraljevstva (GB), Turske (TR) i Jugoslavije (YU) vozilom ili kombinacijom vozila, kao i da takva vozila vozi prazna preko cele teritorije ovih zemalja.

# COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(88) 10 final

Brussels, 5 February 1988

## Proposal for a COUNCIL DIRECTIVE

amending Directive 65/269/EEC concerning the standardization of  
certain rules relating to authorizations for the  
carriage of goods by road between  
Member States

---

(submitted by the Commission)

EXPLANATORY MEMORANDUMCommunity rules

1. Removals between Community Member States are governed by Council Directive 65/269/EEC of 13 May 1965 concerning the standardization of certain rules relating to authorizations for the carriage of goods by road between Member States (1), as amended by Council Directive 83/572/EEC of 26 October 1983 (2).

Pursuant to that Directive, removals by road between Member States are not subject to any quota system but are subject to authorization, to be granted by the Member State on whose territory the carrier is established. The authorization entitles the carrier to carry out international removals throughout the Community (multilateral authorization).

2. Directive 65/269/EEC (1) as amended by Council Directive 85/505/EEC of 14 November 1985 (3) also stipulates that, where goods are carried by road between Member States by means of a coupled combination of vehicles whose individual parts are registered or admitted to free circulation in a Member State, the necessary authorization shall be issued in respect of the tractor and shall cover the entire combination of coupled vehicles, i.e. the tractor and the trailer or semi-trailer.

Decisions of the European Conference of Ministers of Transport

3. At a meeting on 29 and 30 May 1985, the European Conference of Ministers of Transport (ECMT) unanimously adopted Resolution No. 53 amending Resolution No 44 of the Council of Ministers of Transport of the ECMT concerning the regulations governing international transport by road and the liberalization of certain types of such transport (CM(85)10 Final).

---

(1) OJ No 88, 24.05.1965, p. 1469/65.

(2) OJ No L 332, 28.11.1983, p. 33.

(3) OJ No L 309, 21.11.1985, p. 27.

With this resolution the ECMT aligned its rules governing removals by road between ECMT member countries (1) with the rules already in force for removals between Community Member States, and decided to accept a document based on the Community document as a common model authorization for such removals.

Prior to this decision by the ECMT, on 28 May 1985 the Council of the European Communities decided that at the meeting of the Council of Ministers of the ECMT on 29 and 30 May 1985 the Community would endeavour to obtain the extension of the Community rules to all the ECMT member countries.

4. On 21 and 22 May 1986 the ECMT member countries, except Turkey and Yugoslavia, adopted Resolution No 47 concerning the system of issuing licences for international transport operations by road between ECMT Member States (CM(86)6 final).

This Resolution introduces for the ECMT countries except Turkey and Yugoslavia the same system of issuing authorizations for tractors as that in force between Member States of the Community.

Aims of the measures in this proposal

5. In order to enable carriers established in a Member State to benefit from the advantages resulting from the extension of the Community system to all or some of the ECMT member countries which are not members of the Community, a few amendments must be made to the text of Directive 65/269/EEC. Their aim is to ensure that:
  - (a) an authorization that is valid for removals between Community Member States may also be used for international removals on the territory of the ECMT member countries which are not members of the Community, and
  - (b) for the carriage of goods by road between Member States by means of a vehicle combination of which the tractor is registered in a Member State, the authorization also covers a trailer or semi-trailer registered or admitted to free circulation in a non-EEC member country of the ECMT which has accepted the abovementioned system for issuing authorizations for tractors (excluding Turkey and Yugoslavia).
6. As regards transport operations carried out under cover of a Community authorization, the aim as regards the issue of authorizations to the tractor is met in the proposal for a Council Regulation (EEC) on access to the market for the carriage of goods by road between Member States (2).

---

(1) Austria, Belgium, Denmark, Finland, France, Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, United Kingdom and Yugoslavia.  
(2) COM(86)595 Final/2.

4

PROPOSAL FOR A COUNCIL DIRECTIVE  
AMENDING DIRECTIVE 65/269/EEC ON  
THE STANDARDIZATION OF CERTAIN RULES RELATING  
TO AUTHORIZATIONS FOR THE CARRIAGE OF GOODS  
BY ROAD BETWEEN MEMBER STATES

---

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Article 75 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament (1),

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee (2),

Whereas, as regards the system of issuing authorizations for the international carriage of goods by road, the European Conference of Ministers of Transport (ECMT) has decided to align its rules for combinations of coupled vehicles on those already in force between the Member States of the Community; whereas, however, Turkey and Yugoslavia have recorded reservations concerning application of this decision;

Whereas, as regards international removals, the ECMT has unanimously adopted the same rules as those in force between the Member States of the Community, and has accepted a document based on the Community document as a common model authorization for such removals;

Whereas, following these decisions by the ECMT the text of Council Directive 65/269/EEC (3) as last amended by Directive 85/505/EEC (4) must accordingly be amended so that carriers established in a Member State may benefit from the advantages resulting from the extension of the Community rules to all or some of the ECMT member countries which are not members of the Community, as regards both transport operations by means of combinations of coupled vehicles and removals,

HAS ADOPTED THIS DIRECTIVE:

---

(1)

(2)

(3) OJ No 88, 24.05.1965, p. 1469/65.

(4) OJ No L 309, 21.11.1985, p. 27.

Article 1

Directive 65/269/EEC is hereby amended as follows:

1. The following is added to the second paragraph of Article 1:

"...or in another member country of the European Conference of Ministers of Transport which has accepted the rules for the issuing of authorizations in respect of the tractor."

2. The model authorization for international removals in the Annex is replaced by the model authorization set out in the Annex to this Directive.

Article 2

The Member States shall take the measures necessary to comply with this Directive not later than 31 December 1988. They shall forthwith inform the Commission thereof.

Article 3

This Directive is addressed to the Member States.

Done at Brussels,

For the Council  
The President

ANNEX



Text to be in the or one of the official language(s) of the country in which the vehicle is registered

Issuing State

(Distinguishing sign of the country) (Competent agency) Period licence

LICENCE N° ... FOR INTERNATIONAL REMOVALS

This licence entitles : (Name or trade name and full address of carrier)

to carry out international removals on routes between the Federal Republic of Germany (D), Austria (A), Belgium (B), Denmark (DK), Finland (SF), France (F), Greece (GR), Ireland (IRL), Italy (I), Luxembourg (L), the Netherlands (NL), Norway (N), Portugal (P), Spain (E), Sweden (S), Switzerland (CH), the United Kingdom (GB), Turkey (TR) and Yugoslavia (YU) by means of a single vehicle or a combination of vehicles, and to run such vehicles unladen throughout these countries.

This licence is valid for the period: from to

Issued at Date

(Signature and stamp of agency issuing licence -- State in which the vehicle is registered)

EEESC - HIS

Text to be in the or one of the official language(s) of  
the country in which the vehicle is registered

General conditions

This licence must be carried on the vehicle and be produced at the request of any authorised inspecting officer.

It authorises only international removals. It is not valid for national transport.

It is not transferable.

The carrier is required to comply, in the territory of each Member country, with the laws, regulations and administrative provisions of that country, and in particular with those concerning transport and traffic.

Specifications relevant to the first page of this licence given in the official languages of all countries concerned

- D** Diese Genehmigung berechtigt den auf Seite 1 bezeichneten Unternehmer, in dem angegebenen Zeitraum internationale Beförderungen von Umzugsgut auf den Verkehrsrelationen zwischen der Bundesrepublik Deutschland (D), Österreich (A), Belgien (B), Dänemark (DK), Finnland (SF), Frankreich (F), Griechenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), den Niederlanden (NL), Norwegen (N), Portugal (P), Spanien (E), Schweden (S), Schweiz (CH), Vereinigtes Königreich (GB), Türkei (TR) und Jugoslawien (YU), und zwar mit einem Einzelfahrzeug oder mehreren miteinander verbundenen Fahrzeugen sowie Leerfahrten mit diesen Fahrzeugen im gesamten Gebiet dieser Staaten durchzuführen.
- DK** Denne tilladelse giver indehaveren ret til, i den anførte periode, at udføre internationale flyttetransporter på trafikforbindelserne mellem Vesttyskland (D), Østrig (A), Belgien (B), Danmark (DK), Spanien (E), Finland (SF), Frankrig (F), Grækenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxembourg (L), Norge (N), Holland (NL), Portugal (P), Storbritannien (GB), Sverige (S), Schweiz (CH), Tyrkiet (TR) og Jugoslavien (YU), ved hjælp af sololastvogn eller vogntog, og at føre sådanne køretøjer tomme gennem hele territoriet i disse lande.
- E** La presente autorización faculta al transportista que en ella se designa y por el período indicado, para efectuar mudanzas internacionales en las relaciones de tráfico entre la República Federal de Alemania (D), Austria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Bajos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suiza (CH), Turquía (TR) y Yugoslavia (YU), por medio de un vehículo aislado o de un conjunto de vehículos articulados, y para desplazar en vacío este vehículo por todo el territorio de estos Estados.
- F** La présente autorisation habilite le transporteur qui y est désigné et pour la période indiquée, à effectuer des déménagements internationaux sur les relations de trafic entre la République Fédérale d'Allemagne (D), l'Autriche (A), la Belgique (B), le Danemark (DK), l'Espagne (E), la Finlande (SF), la France (F), la Grèce (GR), l'Irlande (IRL), l'Italie (I), le Luxembourg (L), la Norvège (N), les Pays-Bas (NL), le Portugal (P), le Royaume-Uni (GB), la Suède (S), la Suisse (CH), la Turquie (TR) et la Yougoslavie (YU), au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés et à déplacer à vide ces véhicules sur tout le territoire de ces Etats.
- GB** This licence entitles the carrier designated to carry out, for the period indicated, international removals on routes between the Federal Republic of Germany (D), Austria (A), Belgium (B), Denmark (DK), Finland (SF), France (F), Greece (GR), Ireland (IRL), Italy (I), Luxembourg (L), the Netherlands (NL), Norway (N), Portugal (P), Spain (E), Sweden (S), Switzerland (CH), the United Kingdom (GB), Turkey (TR) and Yugoslavia (YU), by means of a single vehicle or a combination of vehicles, and to run such vehicles unladen throughout these countries.
- GR** Η παρούσα άδεια δίνει το δικαίωμα στον υποδεικνυόμενο μεταφορέα και για την ενδεικνυόμενη περίοδο, να πραγματοποιεί διεθνείς μεταφορές στα οδικά δίκτυα μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας (D), της Αυστρίας (A), του Βελγίου (B), της Δανίας (DK), της Ισπανίας (E), της Φινλανδίας (SF), της Γαλλίας (F), της Ελλάδας (GR), της Ιρλανδίας (IRL), της Ιταλίας (I), της Λουξεμβούργου (L), της Νορβηγίας (N), της Ολλανδίας (NL), της Πορτογαλίας (P), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB), της Σουηδίας (S), της Ελβετίας (CH), της Τουρκίας (TR) και της Γιουγκοσλαβίας (YU), με ένα μεμονωμένο όχημα ή ένα συνδυασμό οχημάτων και να μετακινεί κενό αυτό το όχημα σε ολόκληρη την επικράτεια αυτών των κρατών.
- I** La presente autorizza il trasportatore designato e per il periodo indicato, ad effettuare traslochi internazionali per le relazioni di traffico fra la Repubblica Federale Tedesca (D), l'Austria (A), il Belgio (B), la Danimarca (DK), la Spagna (E), la Finlandia (SF), la Francia (F), la Grecia (GR), l'Irlanda (IRL), l'Italia (I), il Lussemburgo (L), la Norvegia (N), i Paesi Bassi (NL), il Portogallo (P), l'Inghilterra (GB), la Svezia (S), la Svizzera (CH), la Turchia (TR), e la Jugoslavia (YU) a mezzo di veicoli isolati o con veicoli accoppiati ed a spostare vuoti i veicoli su tutto il territorio di questi stati.

**NL** Deze machtiging machtigt de aangegeven vervoerondernemer voor de aangegeven periode tot het verrichten van internationale verhuizingen in de vervoersrelaties tussen de Bondsrepubliek Duitsland (D), Oostenrijk (A), België (B), Denemarken (DK), Finland (SF), Frankrijk (F), Griekenland (GR), Ierland (IRL), Italië (I), Luxemburg (L), Nederland (NL), Noorwegen (N), Portugal (P), Spanje (E), Zweden (S), Zwitserland (CH), Verenigd Koninkrijk (GB), Turkije (TR) en Joegoslavië (YU) met een afzonderlijk voertuig of een samenstel van aaneenkoppelde voertuigen en tot het leeg verplaatsen van deze voertuigen over het ganse grondgebied van deze landen.

**N** Denne kjøretillatelsen autoriserer den transportør den er utstedt til, og for den perioden den er utstedt for, til å utføre internasjonale flytteoppdrag på trafikkrelasjonene mellom Forbundsrepublikken Tyskland (D), Østerrike (A), Belgia (B), Danmark (DK), Spania (E), Finland (SF), Frankrike (F), Hellas (GR), Irland (IRL), Italia (I), Luxembourg (L), Norge (N), Nederland (NL), Portugal (P), Storbritannia (GB), Sverige (S), Sveits (CH), Tyrkia (TR) og Jugoslavia (YU), ved hjelp av et enkelt motorkjøretøy eller ved sammenkopling av flere kjøretøyer, og til å kjøre slik vogn ulastet gjennom hele territoriet i disse land.

**P** A presente autorização permite ao transportador nela mencionado, e durante o período indicado, realizar transportes internacionais de mudanças nas relações do tráfico entre a República Federal da Alemanha (D), Áustria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), Espanha (E), Finlândia (SF), França (F), Grécia (GR), Irlanda (IRL), Itália (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Holanda (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suécia (S), Suíça (CH), Turquia (TR) e Jugoslávia (YU), por meio de um veículo isolado ou de um conjunto de veículos acoplados, bem como, circular em vazio pelo todo território destes Estados.

**S** Detta tillstånd berättigar däri nämnd transportör att under angivnen tidsperiod utföra internationella flyttgodstransporter på väg mellan Förbundsrepubliken Tyskland (D), Österrike (A), Belgien (B), Danmark (DK), Finland (SF), Frankrike (F), Grekland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), Nederländerna (NL), Norge (N), Portugal (P), Spanien (E), Sverige (S), Schweiz (CH), Storbritannien (GB), Turkiet (TR) och Jugoslavien (YU) med enskilt fordon eller fordonskombination, och att köra sådana fordon utan last genom dessa länders territorium.

**SF** Tämä lupa oikeuttaa siinä mainitun liikenteenharjoittajan suorittamaan luvitettuna aikana kansainvälistä muuttokuljetusta Saksan liittotasavaltaan (D), Itävaltaan (A), Belgiaan (B), Tanskaan (DK), Espanjahan (E), Suomeen (SF), Ranskaan (F), Kreikkaan (GR), Irlantiin (IRL), Italiaan (I), Luxemburgin (L), Norjahan (N), Alankomaiden (NL), Portugalin (P), Yhdistyneen kuningaskunnan (GB), Ruotsiin (S), Sveitsiin (CH), Turkin (TR) ja Jugoslavian (YU) välillä käyttäen yksittäistä ajoneuvoa tai ajoneuvoyhdistelmää sekä kuljettamaan tällaisia ajoneuvoja kuormaamattomina näiden valtioiden koko alueella.

**TR** Bu lisans uluslararası eşya taşımacılığı yapan taşımacıyı belirtilen süre içinde federal Almanya Cumhuriyeti (D), Avusturya (A), Belçika (B), Danimarka (DK), Finlandiya (SF), Fransa (F), Yunanistan (GR), İrlanda (IRL), İtalya (I), Lüksemburg (L), Hollanda (NL), Norveç (N), Portekiz (P), İspanya (E), İsveç (S), İsviçre (CH), İngiltere (GB), Türkiye (TR) Yugoslavya (YU) arasındaki seyrüsefer irtibatlarında tek bir araç veya araçlar kombinasyonu ile uluslararası eşya taşımacılığı yapmaya ve bu ülkelerin bütün toprakları üzerinden bu kabil araçları boş olarak geçirmeye yetkili kılar.

**YU** Ova dozvola daje pravo prevozniku kome je namenjena da obavlja, u navedenom periodu, medjunarodne selidbene prevoze na putevima izmedju SR Nemačke (D), Austrije (A), Belgije (B), Danske (DK), Finske (SF), Francuske (F), Grčke (GR), Irske (IRL), Italije (I), Luksemburga (L), Holandije (NL), Norvečke (N), Portugalije (P), Spanije (E), Švedske (S), Švajcarske (CH), Ujedinjenog kraljevstva (GB), Turske (TR) i Jugoslavije (YU) vozilom ili kombinacijom vozila, kao i da takva vozila vozi prazna preko cele teritorije ovih zemalja.

ELES

# COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(88)10 def.

Bruxelles, 5 febbraio 1988

Proposta di

## DIRETTIVA DEL CONSIGLIO

che modifica la direttiva 65/269/CEE che rende uniformi talune norme riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri

-----  
(presentata dalla Commissione)

RELAZIONE**Regime comunitario**

1. I trasporti di traslochi effettuati fra gli Stati membri della Comunità sono disciplinati dalla direttiva 65/269/CEE del Consiglio, del 13 maggio 1965 (1), che rende uniformi talune norme riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri, modificata dalla direttiva 83/572/CEE del Consiglio, del 26 ottobre 1983 (2).

A norma di tali disposizioni, i traslochi su strada fra Stati membri sono esenti da qualsiasi regime di contingentamento, ma sono soggetti ad autorizzazione. Questa è rilasciata dallo Stato membro sul cui territorio è stabilito il vettore; l'autorizzazione abilita il vettore ad effettuare il trasloco internazionale su tutto il territorio della Comunità (autorizzazione multilaterale).

2. La medesima direttiva 65/269/CEE (1), modificata dalla direttiva 85/505/CEE del Consiglio, del 14 novembre 1985 (3), stabilisce inoltre che quando i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri sono effettuati mediante un insieme di veicoli accoppiati i cui singoli elementi sono immatricolati o ammessi alla circolazione in uno Stato membro, l'autorizzazione necessaria è rilasciata alla motrice e tale autorizzazione si riferisce a tutto l'insieme di veicoli accoppiati, vale a dire alla motrice ed al rimorchio o al semirimorchio.

Decisioni della Conferenza europea dei Ministri dei trasporti

3. Il 29 e 30 maggio 1985 la Conferenza europea dei Ministri dei trasporti (CEMT) ha adottato all'unanimità la risoluzione n. 53 che modifica la risoluzione n. 44 del Consiglio dei Ministri dei trasporti della CEMT, riguardante il regime dei trasporti internazionali su strada e la liberalizzazione di taluni di questi (CM(85) 10 def.).

---

(1) GU n. 88 del 24.5.1965, p. 1469/65

(2) GU n. L 332 del 28.11.1983, p. 33

(3) GU n. L 309 del 21.11.1985, p. 27

Con tale risoluzione la CEMT ha allineato il proprio regime per i traslochi su strada effettuati fra gli Stati membri della CEMT (1) sul regime già in vigore fra gli Stati membri della Comunità ed ha deciso di accettare come modulo di autorizzazione comune per tali traslochi un documento recalcato sul documento comunitario.

La decisione della CEMT è stata preceduta da una decisione del Consiglio delle Comunità europee, in data 28 maggio 1985, secondo la quale la Comunità, nella seduta del Consiglio dei Ministri della CEMT del 29-30 maggio 1985, avrebbe cercato di ottenere l'estensione del regime comunitario a tutti gli Stati della CEMT.

4. Il 21 e 22 maggio 1986 gli Stati della CEMT, ad eccezione della Turchia e Jugoslavia, hanno adottato la risoluzione n. 47 concernente il regime di rilascio delle autorizzazioni per i trasporti internazionali su strada fra gli Stati membri della CEMT (CM(86) 6 def.).

Tale risoluzione ha l'effetto d'instaurare negli Stati della CEMT, ad eccezione della Turchia e Jugoslavia, un regime di rilascio delle autorizzazioni alle motrici identico a quello già esistente fra gli Stati membri della Comunità.

#### Scopo delle misure previste dall'attuale proposta

5. Per consentire ai vettori stabiliti in uno Stato membro di beneficiare dei vantaggi risultanti dall'estensione del regime comunitario a tutti o a taluni Stati della CEMT, che non sono Stati membri della Comunità, occorre apportare alcune modifiche al testo della direttiva 65/269/CEE. Tali modifiche sono volte a far sì che:

- a) l'autorizzazione valida per i traslochi fra Stati membri della CEE sia utilizzabile anche per i traslochi internazionali sul territorio degli Stati della CEMT non membri della CEE;
- b) nel caso dei trasporti di merci su strada fra Stati membri effettuati con un insieme di veicoli accoppiati la cui motrice è immatricolata in uno Stato membro, l'autorizzazione copra anche il rimorchio o il semirimorchio immatricolato o ammesso alla circolazione in uno Stato della CEMT, non membro della CEE, che abbia accettato detto regime di rilascio dell'autorizzazione alla motrice (escluse Turchia e Jugoslavia).

6. Per i trasporti effettuati in regime di autorizzazione comunitaria, la realizzazione dell'obiettivo perseguito in materia di rilascio delle autorizzazioni alla motrice è prevista nella proposta di regolamento (CEE) del Consiglio, relativo all'accesso al mercato dei trasporti di merci su strada tra gli Stati membri (2).

---

(1) Repubblica Federale di Germania, Austria, Belgio, Danimarca, Spagna, Finlandia, Francia, Grecia, Irlanda, Italia, Lussemburgo, Norvegia, Paesi Bassi, Portogallo, Regno Unito, Svezia, Svizzera, Turchia, Jugoslavia.

(2) COM(86) 595 def. 2

4

PROPOSTA DI DIRETTIVA DEL CONSIGLIO

CHE MODIFICA LA DIRETTIVA 65/269/CEE CHE RENDE UNIFORMI TALUNE NORME  
RIGUARDANTI LE AUTORIZZAZIONI PER I TRASPORTI DI MERCI SU STRADA  
FRA GLI STATI MEMBRI

-----

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE,

Visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 75,

Vista la proposta della Commissione,

Visto il parere del Parlamento europeo (1),

Visto il parere del Comitato economico e sociale (2),

Considerando che, nell'ambito del regime concernente il rilascio delle autorizzazioni per i trasporti internazionali di merci su strada, la Conferenza europea dei Ministri dei trasporti (CEMT) ha deciso di allineare il proprio regime riguardante i complessi di veicoli accoppiati su quello attualmente in vigore fra gli Stati membri della Comunità; che, tuttavia, la Turchia e la Jugoslavia hanno formulato delle riserve in merito all'applicazione di tale decisione;

Considerando che, in materia di traslochi internazionali, la CEMT ha adottato all'unanimità il medesimo regime attualmente in vigore fra gli Stati membri della Comunità e ha accettato come modulo di autorizzazione comune per tali traslochi un documento ricalcato sul documento comunitario;

Considerando che occorre pertanto modificare la direttiva 65/269/CEE del Consiglio (3), modificata da ultimo dalla direttiva 85/505/CEE (4), in seguito alle decisioni della CEMT affinché i vettori stabiliti in uno Stato membro possano beneficiare dei vantaggi derivanti dall'estensione del regime comunitario a tutti o a taluni Stati della CEMT, che non sono membri della Comunità, sia nel settore dei trasporti con complessi di veicoli accoppiati che in quello dei trasporti di traslochi,

HA ADOTTATO LA PRESENTE DIRETTIVA:

---

(1) GU

(2) GU

(3) GU n. 88 del 24.5.1965, pag.1469/65

(4) GU n. L 309 del 21.11.1985, pag.27

Articolo 1

La direttiva 65/269/CEE è modificata come segue:

1. All'articolo 1, secondo comma, è aggiunta la seguente frase:

"... oppure di un altro Stato della Conferenza europea dei Ministri dei trasporti che abbia accettato il regime di rilascio dell'autorizzazione alla motrice."

2. Il modulo di autorizzazione per i traslochi internazionali figurante in allegato è sostituito dal modulo di autorizzazione allegato alla presente direttiva.

Articolo 2

Gli Stati membri prendono le misure necessarie per adeguarsi alla presente direttiva al più tardi entro il 31 dicembre 1988. Essi ne informano immediatamente la Commissione.

Articolo 3

Gli Stati membri sono destinatari della presente direttiva.

Fatto a Bruxelles, addì

Per il Consiglio

Il Presidente

ALLEGATO

Testo redatto nella, nelle o in una delle lingue ufficiali dello Stato nel quale è immatricolato il veicolo

Stato che concede l'autorizzazione

(Segno distintivo del paese)

(Organismo competente)

Autorizzazione a tempo

AUTORIZZAZIONE N.  
PER I TRASLOCHI INTERNAZIONALI

La presente autorizzazione abilita .....  
.....  
.....  
(Nome o ragione sociale del vetore e indirizzo completo)

ad effettuare traslochi internazionali nelle relazioni di traffico tra la Repubblica Federale di Germania (D), l'Austria (A), il Belgio (B), la Danimarca (DK), la Spagna (E), la Finlandia (SF), la Francia (F), la Grecia (GR), l'Irlanda (IRL), l'Italia (I), il Lussemburgo (L), la Norvegia (N), i Paesi Bassi (NL), il Portogallo (P), il Regno Unito (GB), la Svezia (S), la Svizzera (CH), la Turchia (TR) e la Jugoslavia (YU), mediante un veicolo isolato o un insieme di veicoli accoppiati ed a spostare a vuoto detti veicoli su tutto il territorio di tali Stati.

La presente autorizzazione è valida dal .....  
al .....

Rilasciata a

il

(Firma e timbro dell'organismo che rilascia l'autorizzazione - Stato in cui il veicolo è immatricolato)

EESC - Historical Archives

Testo redatto nella, nelle o in una delle lingue ufficiali  
dello Stato nel quale è immatricolato il veicolo

Disposizioni generali

La presente autorizzazione deve trovarsi a bordo del veicolo ed essere esibita ad ogni richiesta degli agenti addetti al controllo.

Essa consente di effettuare soltanto traslochi internazionali. Non è valida per trasporti nazionali.

Non può essere trasferita a terzi.

Il vettore è tenuto all'osservanza, sul territorio di ciascuno Stato membro, delle disposizioni legislative, regolamentari e amministrative vigenti nello Stato in questione, in particolare in materia di trasporto e di circolazione.

EESC - Historical Archives

(indicazioni relative alla prima pagina della presente autorizzazione, redatte nelle lingue ufficiali di tutti gli Stati interessati).

D Diese Genehmigung berechtigt den auf Seite 1 bezeichneten Unternehmer, in dem angegebenen Zeitraum internationale Beförderungen von Umzugsgut auf den Verkehrsrelationen zwischen der Bundesrepublik Deutschland (D), Österreich (A), Belgien (B), Dänemark (DK), Finnland (SF), Frankreich (F), Griechenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), den Niederlanden (NL), Norwegen (N), Portugal (P), Spanien (E), Schweden (S), Schweiz (CH), Vereinigtes Königreich (GB), Türkei (TR) und Jugoslawien (YU), und zwar mit einem Einzelfahrzeug oder mehreren miteinander verbundenen Fahrzeugen sowie Leerfahrten mit diesen Fahrzeugen im gesamten Gebiet dieser Staaten durchzuführen.

DK Denne tilladelse giver indehavere ret til, i den anførte periode, at udføre internationale flyttetransporter på trafikforbindelserne mellem Vesttyskland (D), Østrig (A), Belgien (B), Danmark (DK), Spanien (E), Finland (SF), Frankrig (F), Grækenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxembourg (L), Norge (N), Holland (NL), Portugal (P), Storbritannien (GB), Sverige (S), Schweiz (CH), Tyrkiet (TR) og Jugoslavien (YU), ved hjælp af sololastvogn eller vogntog, og at føre sådanne køretøjer tomme gennem hele territoriet i disse lande.

E La presente autorización faculta al transportista que en ella se designa y por el periodo indicado, para efectuar mudanzas internacionales en las relaciones de tráfico entre la República Federal de Alemania (D), Austria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Bajos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suiza (CH), Turquía (TR) y Yugoslavia (YU), por medio de un vehículo aislado o de un conjunto de vehículos articulados, y para desplazar en vacío este vehículo por todo el territorio de estos Estados.

F La présente autorisation habilite le transporteur qui y est désigné et pour la période indiquée, à effectuer des déménagements internationaux sur les relations de trafic entre la République Fédérale d'Allemagne (D), l'Autriche (A), la Belgique (B), le Danemark (DK), l'Espagne (E), la Finlande (SF), la France (F), la Grèce (GR), l'Irlande (IRL), l'Italie (I), le Luxembourg (L), la Norvège (N), les Pays-Bas (NL), le Portugal (P), le Royaume-Uni (GB), la Suède (S), la Suisse (CH), la Turquie (TR) et la Yougoslavie (YU), au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés et à déplacer à vide ces véhicules sur tout le territoire de ces Etats.

GB This licence entitles the carrier designated to carry out, for the period indicated, international removals on routes between the Federal Republic of Germany (D), Austria (A), Belgium (B), Denmark (DK), Finland (SF), France (F), Greece (GR), Ireland (IRL), Italy (I), Luxembourg (L), the Netherlands (NL), Norway (N), Portugal (P), Spain (E), Sweden (S), Switzerland (CH), the United Kingdom (GB), Turkey (TR) and Yugoslavia (YU), by means of a single vehicle or a combination of vehicles, and to run such vehicles unladen throughout these countries.

GR Η παρούσα άδεια δίνει το δικαίωμα στον υποδεικνυόμενο μεταφορέα και για την υποδεικνυόμενη περίοδο, να πραγματοποιεί διεθνείς μεταφορές στα οδικά δίκτυα μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας (D), της Αυστρίας (A), του Βελγίου (B), της Δανίας (DK), της Ισπανίας (E), της Ελλάδας (GR), της Γαλλίας (F), της Γαλλίας (F), της Ελλάδας (GR), της Ιρλανδίας (IRL), της Ιταλίας (I), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB), της Νορβηγίας (N), της Ολλανδίας (NL), της Πορτογαλίας (P), του Βασιλείου της Σουηδίας (S), της Σουηδίας (S), της Ελβετίας (CH), της Τουρκίας (TR) και της Γιουγκοσλαβίας (YU), με ένα μόνιμο ή ένα σύνθετο οχημάτιο και να μετακινεί κενό αυτό το όχημα σε ολόκληρη την επικράτεια αυτών των κρατών.

I La presente autorizza il trasportatore designato e per il periodo indicato, ad effettuare traslochi internazionali per le relazioni di traffico fra la Repubblica Federale Tedesca (D), l'Austria (A), il Belgio (B), la Danimarca (DK), la Spagna (E), la Finlandia (SF), la Francia (F), la Grecia (GR), l'Irlanda (IRL), l'Italia (I), il Lussemburgo (L), la Norvegia (N), i Paesi Bassi (NL), il Portogallo (P), l'Inghilterra (GB), la Svezia (S), la Svizzera (CH), la Turchia (TR), e la Jugoslavia (YU) a mezzo di veicoli isolati o con veicoli accoppiati ed a spostare vuoti i veicoli su tutto il territorio di questi stati.

EEESC

NL Deze machtiging machtigt de aangegeven vervoerondernemer voor de aangegeven periode tot het verrichten van internationale verhuizingen in de vervoersrelaties tussen de Bondsrepubliek Duitsland (D), Oostenrijk (A), België (B), Denemarken (DK), Finland (SF), Frankrijk (F), Griekenland (GR), Ierland (IRL), Italië (I), Luxemburg (L), Nederland (NL), Noorwegen (N), Portugal (P), Spanje (E), Zweden (S), Zwitserland (CH), Verenigd Koninkrijk (GB), Turkije (TR) en Joegoslavië (YU) met een bijzonderlijk voertuig of een samenstel van aangekoppelde voertuigen en tot het leeg verplaatsen van deze voertuigen over het ganse grondgebied van deze landen.

N Denna kjøretillatelse autoriserer den transportør den er utstedt til, og for den perioden den er utstedt for, til å utføre internasjonale flytteoppdrag på trafikkrelasjonene mellom Forbundsrepublikken Tyskland (D), Østerrike (A), Belgia (B), Danmark (DK), Spania (E), Finland (SF), Frankrike (F), Hellas (GR), Irland (IRL), Italia (I), Luxembourg (L), Norge (N), Nederland (NL), Portugal (P), Storbritannia (GB), Sverige (S), Sveits (CH), Tyrkia (TR) og Jugoslavia (YU), ved hjelp av et enkelt motorkjøretøy eller ved sammenkopling av flere kjøretøyer, og til å kjøre slik vogn ulastet gjennom hele territoriet i disse land.

P A presente autorização permite ao transportador nela mencionado, e durante o período indicado, realizar transportes internacionais de mudanças nas relações de tráfico entre a República Federal da Alemanha (D), Áustria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), Espanha (E), Finlândia (SF), França (F), Grécia (GR), Irlanda (IRL), Itália (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Holanda (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suécia (S), Suíça (CH), Turquia (TR) e Jugoslávia (YU), por meio de um veículo isolado ou de um conjunto de veículos acoplados, bem como, circular em vazia pelo todo território destes Estados.

S Detta tillstånd berättigar därtill nämnd transportör att under angiven tidsperiod utföra internationella flyttgodsfransporter på väg mellan Förbundsrepubliken Tyskland (D), Österrike (A), Belgien (B), Danmark (DK), Finland (SF), Frankrike (F), Grekland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), Nederländerna (NL), Norge (N), Portugal (P), Spanien (E), Sverige (S), Schweiz (CH), Storbritannien (GB), Turkiet (TR) och Jugoslavien (YU) med enskilt fordon eller fordonskombination, och att köra sådana fordon utan last genom dessa länders territorium.

SF Tämä lupa oikeuttaa siinä mainitun liikenteenharjoittajan suorittamaan ilmoitettuna aikana kansainvälistä muuttokuljetuksia Saksan liittotasavaltaan (D), Itävallan (A), Belgiaan (B), Tanskan (DK), Espanjan (E), Suomen (SF), Ranskan (F), Kreikan (GR), Irlannin (IRL), Italian (I), Luxemburgin (L), Norjan (N), Alankomaiden (NL), Portugalin (P), Yhdistyneen kuningaskunnan (GB), Ruotsin (S), Sveitsin (CH), Turkin (TR) ja Jugoslavian (YU) välillä käyttäen yksittäistä ajoneuvoa tai ajoneuvoyhdistelmää sekä kuljettamaan tällaisia ajoneuvoja kuormattomina näiden valtioiden koko alueella.

TR Bu lisans uluslararası eşya taşımacılığı yapan taşımacılığı belirtilen süre içinde Federal Almanya Cumhuriyeti (D), Avusturya (A), Belçika (B), Danimarka (DK), Finlandiya (SF), Fransa (F), Yunanistan (GR), İrlanda (IRL), İtalya (I), Lüksemburg (L), Hollanda (NL), Norveç (N), Portekiz (P), İspanya (E), İsveç (S), İsviçre (CH), İngiltere (GB), Türkiye (TR) Yugoslavya (YU) arasındaki seyrüsefer faaliyetlerinde tek bir araç veya araçlar kombinasyonu ile uluslararası ev eşyası taşımacılığı yapmaya ve bu ülkelerin bütün toprakları üzerinden bu kabil araçları boş olarak geçirmeye yetkili kılar.

YU Ova dozvola daje pravo prevozniku kome je namenjena da obavlja, u navedenom periodu, medjunarodne selidbene prevoze na putevima izmedju SR Nemačke (D), Austrije (A), Belgije (B), Danske (DK), Finske (SF), Francuske (F), Grčke (GR), Irske (IRL), Italije (I), Luksemburga (L), Holandije (NL), Norveške (N), Portugalijske (P), Španije (E), Švedske (S), Švajcarske (CH), Ujedinjenog Kraljevstva (GB), Turske (TR) i Jugoslavije (YU) vozilom ili kombinacijom vozila, kao i da takva vozila vozi prazna preko cele teritorije ovih zemalja.

# COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(88) 10 def.

Brussel, 5 februari 1988

Voorstel voor een  
RICHTLIJN VAN DE RAAD

tot wijziging van Richtlijn 65/269/EEG betreffende de eenmaking van bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten

---

(door de Commissie ingediend)

## TOELICHTING

### Communautair stelsel

1. Verhuisvervoer tussen Lid-Staten van de Gemeenschap valt onder Richtlijn 65/269/EEG van de Raad van 13 mei 1965 (1) betreffende de eenmaking van bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de weg tussen de Lid-Staten, zoals gewijzigd bij Richtlijn 83/572/EEG van de Raad van 26 oktober 1983 (2).

Krachtens deze bepalingen mag voor verhuisvervoer tussen Lid-Staten geen contingentieringsstelsel gelden, maar is voor dergelijk vervoer wel een machtiging vereist. Deze wordt afgegeven door de Lid-Staat op wiens grondgebied de vervoerder is gevestigd. Krachtens de machtiging mag de vervoerder internationaal verhuisvervoer verrichten over het gehele grondgebied van de Gemeenschap (multilaterale machtiging).

2. In dezelfde Richtlijn 65/269/EEG (1) gewijzigd bij Richtlijn 85/505/EEG van de Raad van 14 november 1985 (3) wordt bovendien bepaald dat, indien het goederenvervoer over de weg tussen de Lid-Staten wordt verricht met een samenstel van aaneengekoppelde voertuigen waarvan de samenstellende delen in een Lid-Staat zijn ingeschreven of tot het verkeer toegelaten, de vereiste vergunning voor het trekkende voertuig wordt afgegeven en voor het samenstel van aaneengekoppelde voertuigen, te weten het trekkende voertuig en de aanhangwagen of oplegger geldt.

### Besluiten van de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer

3. Op 29 en 30 mei 1985 heeft de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer (CEMT) haar goedkeuring gehecht aan Resolutie nr. 53 tot wijziging van Resolutie nr. 44 van de Raad van Ministers van Verkeer van de Cemt betreffende het stelsel van het internationale vervoer over de weg en de liberalisatie van bepaalde soorten dergelijk vervoer (CM(85)10 def.)

---

(1) PB 88 van 24.5.1965, blz. 1469/65

(2) PB L 332 van 28.11.1983, blz. 33

(3) PB L 309 van 21.11.1985, blz. 27

Met deze resolutie heeft de CEMT haar stelsel voor verhuisvervoer tussen de CEMT-landen (1) aangepast aan de regeling die al geldt tussen de Lid-Staten van de Gemeenschap, en heeft zij besloten als model voor de gemeenschappelijke machtiging van dit vervoer een document in te voeren dat een kopie is van het communautaire document.

Dit besluit van de CEMT werd voorafgegaan door een besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 28 mei 1985, volgens welk de Gemeenschap tijdens de zitting van de Ministerraad van de CEMT op 29 en 30 mei 1985 zou proberen binnen de CEMT te bereiken dat het communautair stelsel wordt uitgebreid tot alle CEMT-landen.

4. OP 21 en 22 mei 1986 hebben de CEMT-landen met uitzondering van Turkije en Joegoslavië resolutie Nr. 47 betreffende de afgifte van machtigingen voor het internationaal vervoer over de weg tussen de Lid-Staten van de CEMT (CM(86)6 def.) goedgekeurd.

Deze resolutie heeft tot gevolg dat tussen de CEMT-landen met uitzondering van Turkije en Joegoslavië het voor de Lid-Staten van de Gemeenschap van kracht zijnde stelsel voor de afgifte van vergunningen voor trekkende voertuigen wordt ingevoerd.

#### Doel van dit voorstel

5. Ten einde het de in een Lid-Staat gevestigde vervoerondernemers mogelijk te maken te genieten van de voordelen van de uitbreiding van het communautair stelsel tot alle of tot bepaalde CEMT-landen die geen lid zijn van de Gemeenschap, moeten in de tekst van Richtlijn 65/269/EEG enkele wijzigingen worden aangebracht. Deze wijzigingen hebben tot doel :
- a) de voor verhuisvervoer tussen Lid-Staten van de EEG geldende machtiging eveneens bruikbaar te maken voor internationaal verhuisvervoer op het grondgebied van de CEMT-landen die geen lid zijn van de EEG ; en
  - b) de vergunning afgegeven voor het goederenvervoer over de weg tussen Lid-Staten met een voertuigcombinatie waarvan het trekkende voertuig in een Lid-Staat is ingeschreven, eveneens geldig te maken voor de aanhangwagen of oplegger ingeschreven of tot het verkeer toegelaten in een CEMT-land dat geen lid is van de EEG en dat de afgifte van de vergunning voor het trekkende voertuig heeft aanvaard (dus niet Turkije en Joegoslavië).
6. Met betrekking tot het met een communautaire vergunning verrichte vervoer werd in de afgifte van de vergunningen voor het trekkende voertuig voorzien in het kader van het voorstel voor een Verordening (EEG) van de Raad betreffende de toegang tot de markt van het goederenvervoer over de weg tussen de Lid-Staten (2).

---

(1) België, Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, Finland, Frankrijk, Griekenland, Ierland, Italië, Joegoslavië, Luxemburg, Nederland, Noorwegen, Oostenrijk, Portugal, Spanje, Turkije, Verenigd Koninkrijk, Zweden en Zwitserland.

(2) COM(86) 595 def./2

VOORSTEL VOOR EEN RICHTLIJN VAN DE RAAD

TOT WIJZIGING VAN RICHTLIJN 65/269/EEG  
BETREFFENDE DE EENMAKING VAN BEPAALDE REGELS  
MET BETREKKING TOT DE MACHTIGINGEN VOOR HET  
GOEDERENVERVOER OVER DE WEG TUSSEN DE LID-STATEN

---

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, inzonderheid op artikel 75,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Gezien het advies van het Europese Parlement (1),

Gezien het advies van het Economisch en Sociaal Comité (2),

Overwegende dat ten aanzien van het stelsel betreffende de afgifte van de machtigingen voor het internationaal vervoer van goederen over de weg de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer (CEMT) heeft besloten haar stelsel betreffende het samenstellen van voertuigen aan te passen aan het stelsel dat geldt tussen de Lid-Staten van de Gemeenschap ; dat niettemin Turkije en Joegoslavië de toepassing van dat besluit in beraad houden ;

Overwegende dat ten aanzien van het internationaal verhuisvervoer de CEMT unaniem het tussen de Lid-Staten van de Gemeenschap van kracht zijnde stelsel heeft goedgekeurd en als gemeenschappelijk model van machtiging voor dit vervoer een van het communautair document gekopieerd document heeft aangenomen ;

Overwegende dat het bijgevolg wenselijk is in de tekst van Richtlijn 65/269/EEG van de Raad (3) laatstelijk gewijzigd bij Richtlijn 85/505/EEG (4), de naar aanleiding deze besluiten van de CEMT nodige wijzigingen aan te brengen, zodat de in een Lid-Staat gevestigde vervoerondernemers kunnen genieten van de voordelen die het resultaat zijn van de uitbreiding van het communautaire stelsel tot alle of tot een aantal staten van de CEMT die geen lid zijn van de Gemeenschap, zowel voor wat het vervoer met het samenstellen van voertuigen als voor wat het verhuisvervoer betreft,

**HEEFT DE VOLGENDE RICHTLIJN VASTGESTELD :**

---

(1) PB nr.

(2) PB nr.

(3) PB nr. 88 van 24.5.1965, blz. 1469/65

(4) PB nr. L 309 van 21.11.1985, blz. 27

Artikel 1

Richtlijn 65/269/EEG wordt als volgt gewijzigd :

1. De tweede volzin van artikel 1, tweede alinea, wordt als volgt gelezen:

"Zij gelden voor het samenstellen van voertuigen, ook wanneer de aanhangwagen of opligger niet is ingeschreven of tot het verkeer toegelaten op naam van de houder van de vergunning, dan wel is ingeschreven of tot het verkeer toegelaten in een andere Lid-Staat of in een andere Staat van de Europese Conferentie van Ministers van Verkeer die het genoemd stelsel voor de afgifte van de vergunning voor het trekkende voertuig heeft aanvaard."

2. Het model van machtiging voor internationale verhuizingen in de bijlage wordt vervangen door het aan deze richtlijn gehechte model van machtiging.

Artikel 2

De Lid-Staten treffen de maatregelen die nodig zijn om uiterlijk op 31 december 1988 aan deze richtlijn te voldoen. Zij stellen de Commissie daarvan onverwijld in kennis.

Artikel 3

Deze richtlijn is gericht tot de Lid-Staten.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad

De Voorzitter

CEMT

E

Tekst gesteld in de officiële taal of (in één van de) officiële talen van de Staat waar het voertuig is ingeschreven

Staat die de machtiging afgeeft

(Kenteken van het land)

(Bevoegde instantie)

Termijnmachtiging

MACHTIGING NR:  
VOOR INTERNATIONAAL VERHUISVERVOER

Hierbij wordt aan : .....  
.....  
.....

(Naam of handelsnaam en volledig adres van de vervoerondernemer)

machtiging verleend tot het verrichten van internationaal verhuisvervoer tussen de Bondsrepubliek Duitsland (D), Oostenrijk (A), België (B), Denemarken (DK), Spanje (E), Finland (SF), Frankrijk (F), Griekenland (GR), Ierland (IRL), Italië (I), Luxemburg (L), Noorwegen (N), Nederland (NL), Portugal (P), het Verenigd Koninkrijk (GB), Zweden (S), Zwitserland (CH), Turkije (TR) en Joegoslavië (YU) met een afzonderlijk voertuig of een samenstel van aaneengekoppelde voertuigen en tot het leeg verplaatsen van deze voertuigen over het gehele grondgebied van deze Staten.

Deze machtiging is geldig van .....  
tot en met .....

Afgegeven te ..... op .....

(Handtekening en stempel van de instantie die de machtiging afgeeft - Staat waar het voertuig is ingeschreven)

EESC

HISCO

Archives

Tekst gesteld in de officiële taal of (in één van de ) officiële talen van de Staat waar het voertuig is ingeschreven

Algemene voorschriften

Deze machtiging moet in het voertuig aanwezig zijn en op verzoek van de met de controle belaste ambtenaren worden getoond.

Zij is slechts geldig voor internationaal verhuisvervoer en niet voor nationaal vervoer.

Zij mag niet aan derden worden overgedragen.

De vervoerondernemer is verplicht zich op het grondgebied van elke Lid-Staat te houden aan de in die Staat geldende wettelijke en bestuursrechterlijke bepalingen, met name op het gebied van vervoer en verkeer.

EESC - Historical Archives

Vermelding van de gegevens van de eerste bladzijde van deze machtiging  
in de officiële talen van alle betrokken Staten

**D** Diese Genehmigung berechtigt den auf Seite 1 bezeichneten Unternehmer, in dem angegebenen Zeitraum internationale Beförderungen von Umzugsgut auf den Verkehrsrelationen zwischen der Bundesrepublik Deutschland (D), Österreich (A), Belgien (B), Dänemark (DK), Finnland (SF), Frankreich (F), Griechenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), den Niederlanden (NL), Norwegen (N), Portugal (P), Spanien (E), Schweden (S), Schweiz (CH), Vereinigtes Königreich (GB), Türkei (TR) und Jugoslawien (YU), und zwar mit einem Einzelfahrzeug oder mehreren miteinander verbundenen Fahrzeugen sowie Leerfahrten mit diesen Fahrzeugen im gesamten Gebiet dieser Staaten durchzuführen.

**DK** Denne tilladelse giver indehaveren ret til, i den anførte periode, at udføre internationale flyttetransporter på trafikforbindelserne mellem Vesttyskland (D), Østrig (A), Belgien (B), Danmark (DK), Spanien (E), Finland (SF), Frankrig (F), Grækenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxembourg (L), Norge (N), Holland (NL), Portugal (P), Storbritannien (GB), Sverige (S), Schweiz (CH), Tyrkiet (TR) og Jugoslavien (YU), ved hjælp af sololastvogn eller vogntog, og at føre sådanne køretøjer tomme gennem hele territoriet i disse lande.

**E** La presente autorización faculta al transportista que en ella se designa y por el periodo indicado, para efectuar mudanzas internacionales en las relaciones de tráfico entre la República Federal de Alemania (D), Austria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Bajos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suiza (CH), Turquía (TR) y Yugoslavia (YU), por medio de un vehículo aislado o de un conjunto de vehículos articulados, y para desplazar en vacío este vehículo por todo el territorio de estos Estados.

**F** La présente autorisation habilite le transporteur qui y est désigné et pour la période indiquée, à effectuer des déménagements internationaux sur les relations de trafic entre la République Fédérale d'Allemagne (D), l'Autriche (A), la Belgique (B), le Danemark (DK), l'Espagne (E), la Finlande (SF), la France (F), la Grèce (GR), l'Irlande (IRL), l'Italie (I), le Luxembourg (L), la Norvège (N), les Pays-Bas (NL), le Portugal (P), le Royaume-Uni (GB), la Suède (S), la Suisse (CH), la Turquie (TR) et la Yougoslavie (YU), au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés et à déplacer à vide ces véhicules sur tout le territoire de ces Etats.

**GB** This licence entitles the carrier designated to carry out, for the period indicated, international removals on routes between the Federal Republic of Germany (D), Austria (A), Belgium (B), Denmark (DK), Finland (SF), France (F), Greece (GR), Ireland (IRL), Italy (I), Luxembourg (L), the Netherlands (NL), Norway (N), Portugal (P), Spain (E), Sweden (S), Switzerland (CH), the United Kingdom (GB), Turkey (TR) and Yugoslavia (YU), by means of a single vehicle or a combination of vehicles, and to run such vehicles unladen throughout these countries.

**GR** Η παρούσα άδεια δίνει το δικαίωμα στον υποδεικνυόμενο μεταφορέα και για την ενδεικνυόμενη περίοδο, να πραγματοποιεί διεθνείς μεταφορές στα οδικά δίκτυα μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας (D), της Αυστρίας (A), του Βελγίου (B), της Δανίας (DK), της Ισπανίας (E), της Φινλανδίας (SF), της Γαλλίας (F), της Ελλάδας (GR), της Ιρλανδίας (IRL), της Ιταλίας (I), του Λουξεμβούργου (L), της Νορβηγίας (N), της Ολλανδίας (NL), της Πορτογαλίας (P), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB), της Σουηδίας (S), της Ελβετίας (CH), της Τουρκίας (TR) και της Γιουγκοσλαβίας (YU), με ένα μεμονωμένο όχημα ή ένα συνδυασμό οχημάτων και να μετακινεί κενό αυτό το όχημα ο' αλόκληρη την επικράτεια αυτών των χωρών.

**I** La presente autorizza il trasportatore designato e per il periodo indicato, ad effettuare traslochi internazionali per le relazioni di traffico fra la Repubblica Federale Tedesca (D), l'Austria (A), il Belgio (B), la Danimarca (DK), la Spagna (E), la Finlandia (SF), la Francia (F), la Grecia (GR), l'Irlanda (IRL), l'Italia (I), il Lussemburgo (L), la Norvegia (N), i Paesi Bassi (NL), il Portogallo (P), l'Inghilterra (GB), la Svezia (S), la Svizzera (CH), la Turchia (TR), e la Jugoslavia (YU) a mezzo di veicoli isolati o con veicoli accoppiati ed a spostare vuoti i veicoli su tutto il territorio di questi stati.

9

**NL** Deze machtiging machtigt de aangegeven vervoerondernemer voor de aangegeven periode tot het verrichten van internationale verhuizingen in de vervoersrelaties tussen de Bondsrepubliek Duitsland (D), Oostenrijk (A), België (B), Denemarken (DK), Finland (SF), Frankrijk (F), Griekenland (GR), Ierland (IRL), Italië (I), Luxemburg (L), Nederland (NL), Noorwegen (N), Portugal (P), Spanje (E), Zweden (S), Zwitserland (CH), Verenigd Koninkrijk (GB), Turkije (TR) en Joegoslavië (YU) met een afzonderlijk voertuig of een samenstel van aaneengekoppelde voertuigen en tot het leeg verplaatsen van deze voertuigen over het ganze grondgebied van deze landen.

**N** Denne kjøretillatelsen autoriserer den transportør den er utstedt til, og for den perioden den er utstedt for, til å utføre internasjonale flytteoppdrag på trafikkrelasjonene mellom Forbundsrepublikken Tyskland (D), Østerrike (A), Belgia (B), Danmark (DK), Spania (E), Finland (SF), Frankrike (F), Hellas (GR), Irland (IRL), Italia (I), Luxembourg (L), Norge (N), Nederland (NL), Portugal (P), Storbritannia (GB), Sverige (S), Sveits (CH), Tyrkia (TR) og Jugoslavia (YU), ved hjelp av et enkelt motorkjøretøy eller ved sammenkopling av flere kjøretøyer, og til å kjøre slik vogn ulastet gjennom hele territoriet i disse land.

**P** A presente autorização permite ao transportador nela mencionado, e durante o período indicado, realizar transportes internacionais de mudanças nas relações do tráfico entre a República Federal da Alemanha (D), Áustria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), Espanha (E), Finlândia (SF), França (F), Grécia (GR), Irlanda (IRL), Itália (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Holanda (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suécia (S), Suíça (CH), Turquia (TR) e Jugoslávia (YU), por meio de um veículo isolado ou de um conjunto de veículos acoplados, bem como, circular em vazio pelo todo território destes Estados.

**S** Detta tillstånd berättigar däri nämnd transportör att under angiven tidsperiod utföra internationella flyttgodstransporter på väg mellan förbundsrepubliken Tyskland (D), Österrike (A), Belgien (B), Danmark (DK), Finland (SF), Frankrike (F), Grekland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), Nederländerna (NL), Norge (N), Portugal (P), Spanien (E), Sverige (S), Schweiz (CH), Storbritannien (GB), Turkiet (TR) och Jugoslavien (YU) med enskilt fordon eller fordonskombination, och att köra sådana fordon utan last genom dessa länders territorium.

**SF** Tämä lupa oikeuttaa siinä mainitun liikenteenharjoittajan suorittamaan ilmoitettuna aikana kansainvälisiä muuttokuljetuksia Saksan liittotasavaltaan (D), Itävallan (A), Belgian (B), Tanskan (DK), Espanjan (E), Suomen (SF), Ranskan (F), Kreikan (GR), Irlannin (IRL), Italian (I), Luxemburgin (L), Norjan (N), Alankomaiden (NL), Portugalin (P), Yhdistyneen kuningaskunnan (GB), Ruotsin (S), Sveitsin (CH), Turkin (TR) ja Jugoslavian (YU) välillä käyttäen yksittäistä ajoneuvoa tai ajoneuvoyhdistelmää sekä kuljettamaan tällaisia ajoneuvoja kuormaamattomina näiden valtioiden koko alueella.

**TR** Bu lisans uluslararası eşya taşımaları yapan taşımacıyı belirtilen süre içinde Federal Almanya Cumhuriyeti (D), Avusturya (A), Belçika (B), Danimarka (DK), Finlandiya (SF), Fransa (F), Yunanistan (GR), İrlanda (IRL), İtalya (I), Lüksemburg (L), Hollanda (NL), Norveç (N), Portekiz (P), İspanya (E), İsveç (S), İsviçre (CH), İngiltere (GB), Türkiye (TR) Yugoslavya (YU) arasındaki seyrüsefer irtilatlarında tek bir araç veya araçlar kombinasyonu ile uluslararası ev eşyası taşımaları yapmaya ve bu ülkelerin bütün toprakları üzerinden bu kabil araçları boş olarak geçirmeye yetkili kılar.

**YU** Ova dozvola daje pravo prevozniku kome je namenjena da obavlja, u navedenom periodu, međunarodne selidbene prevoze na putevima između SR Nemačke (D), Austrije (A), Belgije (B), Danske (DK), Finske (SF), Francuske (F), Grčke (GR), Irske (IRL), Italije (I), Luksemburga (L), Holandije (NL), Norveške (N), Portugalije (P), Španije (E), Švedske (S), Švajcarske (CH), Ujedinjenog Kraljevstva (GB), Turske (TR) i Jugoslavije (YU) vozilom ili kombinacijom vozila, kao i da takva vozila vozi prazna preko cele teritorije ovih zemalja.

EESC

# KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(88) 10 endelig udg.

Bruxelles, den 5. februar 1988

Forslag til

## RÅDETS DIREKTIV

om ændring af direktiv 65/269/EØF  
om gennemførelse af visse regler for tilladelse  
til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne

---

(forelagt af Kommissionen)

BEGRUNDELSEFællesskabsordningen

1. Transport af flyttegods mellem Fællesskabets medlemsstater foretages i henhold til Rådets direktiv 65/269/EØF af 13. maj 1965 (1) om gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne, som ændret ved Rådets direktiv 85/572/EØF af 26. oktober 1983 (2).

I henhold til disse bestemmelser er transport af flyttegods ad landevej mellem medlemsstaterne fritaget for enhver kontingentordning, men der skal foreligge en tilladelse. Denne tilladelse udstedes af den medlemsstat, hvor transportvirksomheden har sit hjemsted; den bemyndiger denne til at udføre international transport af flyttegods inden for hele Fællesskabet (multilateral tilladelse).

2. I samme direktiv 65/269/EØF (1), som ændret ved Rådets direktiv 85/505/EØF af 14. november 1985 (3), er der bl.a. fastsat bestemmelser om, at såfremt godstransporten ad landevej mellem medlemsstaterne udføres ved hjælp af et vogntog med flere sammenkoblede køretøjer, der er indregistreret eller godkendt til kørsel i en medlemsstat, udstedes den fornødne tilladelse til at gælde det trækkende køretøj, samt endvidere, at denne tilladelse gælder for hele vogntoget, dvs. det trækkende køretøj og påhængsvognen eller sættevognen.

Afgørelser truffet af Den Europæiske Transportministerkonference

3. Den 29. og 30. maj 1985 vedtog Den Europæiske Transportministerkonference (CEMT) enstemmigt resolution nr. 53 om ændring af resolution nr. 44 fra CEMT's Ministerråd om ordningen for international transport ad landevej og liberalisering af visse kategorier heraf (CM(85)10 endelig udg.).

(1) EFT nr. 88 af 24.5.1965, s. 1469/65

(2) EFT L 332 af 28.11.1983, s. 33.

(3) EFT L 309 af 21.11.1985, s. 27.

Med denne resolution har CEMT bragt sin ordning for transport af flyttegods ad landevej mellem CEMT-landene (1) på linje med den ordning, der allerede gælder for Fællesskabets medlemsstater, og den har besluttet som model til en fælles tilladelse til disse transportere af flyttegods at anvende et dokument, der er magen til fællesskabsdokumentet.

Forud for denne beslutning fra CEMT vedtog Rådet for De Europæiske Fællesskaber en beslutning af 28. marts 1985, i henhold til hvilken Fællesskabet ved mødet i CEMT's Ministerråd den 29. og 30. maj 1985 ville bestræbe sig på at opnå en udvidelse af fællesskabsordningen til at omfatte samtlige CEMT-lande.

4. Den 21. og 22. maj 1986 vedtog CEMT-landene - med undtagelse af Tyrkiet og Jugoslavien - resolution nr. 47 om ordningen for udstedelse af tilladelser til international transport ad landevej mellem CEMT-landene (CM(86)6 endelig udgave).

Formålet med denne resolution er i CEMT-landene - bortset fra Tyrkiet og Jugoslavien - at indføre den samme ordning for udstedelse for tilladelser til trækende køretøjer som den, der findes i Fællesskabets medlemsstater.

#### Formålet med de i nærværende forslag indeholdte foranstaltninger

5. For at gøre det muligt for de i en medlemsstat etablerede transportvirksomheder at nyde godt af de fordele, der vil følge af en udvidelse af fællesskabsordningen til at omfatte alle eller visse CEMT-lande, der ikke er medlemmer af Fællesskabet, bør der foretages en række ændringer i direktiv 65/269/EØF. Formålet med disse ændringer er følgende:
  - a) en tilladelse, der gælder for transport af flyttegods mellem Fællesskabets medlemsstater, skal også være gyldig til international transport af flyttegods i de CEMT-lande, der ikke er medlemmer af Fællesskabet;
  - b) for så vidt angår godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne, der udføres ved hjælp af et vogntog, hvis trækkende køretøj er indregistreret i en medlemsstat, dækker tilladelsen tillige påhængsvognen eller sættevognen, der er indregistreret eller godkendt til kørsel i et CEMT-land, der ikke er medlem af Fællesskabet, og som har godkendt ovennævnte ordning for udstedelse af tilladelser til trækkende køretøjer (med undtagelse af Tyrkiet og Jugoslavien).
6. For så vidt angår de transportere, der gennemføres på grundlag af en fællesskabstilladelse, indeholder forslaget til Rådets forordning (EØF) om adgang til markedet for vejgodstransport mellem medlemsstaterne de bestemmelser, i henhold til hvilke tilladelsen udstedes til det trækkende køretøj (2).

- (1) Belgien, Danmark, Det Forenede Kongerige, Finland, Forbundsrepublikken Tyskland, Frankrig, Grækenland, Irland, Italien, Jugoslavien, Luxembourg, Nederlandene, Norge, Portugal, Schweiz, Spanien, Sverige, Tyrkiet og Østrig.
- (2) KOM(86) 595 endelig udgave/2.

## FORSLAG TIL RÅDETS DIREKTIV

OM ÆNDRING AF DIREKTIV 65/269/EØF OM GENNEMFØRELSE AF VISSE REGLER FOR  
TILLADELSE TIL GODSTRANSPORT AD LANDEVEJ MELLEM MEDLEMSSTATERNE

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab, særlig artikel 75,

under henvisning til forslag fra Kommissionen,

under henvisning til udtalelse fra Europa-Parlamentet (1),

under henvisning til udtalelse fra Det økonomiske og Sociale Udvalg (2), og

ud fra følgende betragtninger:

For så vidt angår ordningen vedrørende udstedelse af tilladelser til international transport af gods ad landevej, har Den Europæiske Transportministerkonference (CEMT) besluttet at bringe sin ordning vedrørende vogntog på linje med den gældende ordning for Fællesskabets medlemsstater; dog har Tyrkiet og Jugoslavien givet udtryk for forbehold med hensyn til gennemførelse af denne beslutning;

hvad international transport af flyttegods angår, har CEMT enstemmigt vedtaget en ordning på linje med den gældende ordning for Fællesskabets medlemsstater og som model til en fælles tilladelse for disse transporter med flyttegods godkendt et dokument, der er mågen til fællesskabsdokumentet;

der bør derfor i Rådets direktiv 65/269/EØF (3), senest ændret ved direktiv 85/505/EØF (4), indføres de ændringer, der er nødvendige som følge af de af CEMT truffne beslutninger, således at de i en medlemsstat etablerede transportvirksomheder kan nyde godt af de fordele, der vil opstå som følge af en udvidelse af fællesskabsordningen til at omfatte samtlige eller visse af de stater, der deltager i Den Europæiske Transportministerkonference, men som ikke er medlemmer af Fællesskabet, såvel i forbindelse med transport ved hjælp af vogntog som transport af flyttegods -

UDSTEDT FØLGENDE DIREKTIV:

(1) EFT

(2) EFT

(3) EFT nr. 88 af 24.5.1965, s. 1469/65.

(4) EFT nr. L 309 af 21.11.1985, s. 27.

Artikel 1

I direktiv 65/269/EØF foretages følgende ændringer:

1) I artikel 1 indsættes i andet stk.:

"...eller i en anden stat, der deltager i Den Europæiske Transportministerkonference og som har godkendt ordningen for udstedelse af tilladelser til trækkende køretøjer".

2) Modellen til tilladelse til international transport af flyttegods i bilaget erstattes af modellen til tilladelse i bilaget til nærværende direktiv.

Artikel 2

Medlemsstaterne træffer de nødvendige foranstaltninger for senest den 31. december 1988 at efterkomme dette direktiv. De underretter straks Kommissionen herom.

Artikel 3

Dette direktiv er rettet til medlemsstaterne.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

**BILAG**

(tekst affattet på det, de eller et af de officielle sprog  
i den stat, hvor køretøjet er indregistreret)

Den stat, der meddeler tilladelsen

(Nationalitetsmærke)	(Kompetent myndighed)
----------------------	-----------------------

Tilladelse på tid

Tilladelse nr. ....  
til international transport af flyttegods

Denne tilladelse giver: .....  
.....  
.....  
(Transportvirksomhedens navn (frima) samt fuldstændig adresse)

ret til at udføre international transport af flyttegods mellem Belgien (B), Danmark (DK), Det Forenede Kongerige (GB), Finland (SF), Forbundsrepublikken Tyskland (D), Frankrig (F), Grækenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Jugoslavien (YU), Luxembourg (L), Nederlandene (NL), Norge (N), Portugal (P), Schweiz (CH), Spanien (E), Sverige (S), Tyrkiet (TR) og Østrig (A) med enkeltkøretøj eller vogntog samt til tomkørsel med disse køretøjer på disse staters område.

Denne tilladelse er gyldig fra den .....  
til den .....

Udstedt i ....., den .....

(Underskrift og stempel for den myndighed, der udsteder tilladelsen - den stat, i hvilken køretøjet er registreret)

EESC

Tekst affattet på det, de eller et af de officielle sprog i den stat, hvor køretøjet er indregistreret

#### Almindelige bestemmelser

Denne tilladelse skal medføres i køretøjet og på forlangende forevises tilsynsmyndighederne.

Den giver kun tilladelse til international transport af flyttegods. Den gælder ikke for transport inden for landets grænser.

Den må ikke overdrages.

Transportvirksomheden er pligtig til på den enkelte medlemsstats område at overholde de der gældende love og administrative bestemmelser, herunder om transport og vejfærdsel.

Bemærkninger, der henviser til første side i denne tilladelse, og som er affattet på det officielle sprog i alle de berørte stater.

D Diese Genehmigung berechtigt den auf Seite 1 bezeichneten Unternehmer, in dem angegebenen Zeitraum internationale Beförderungen von Umzugsgut auf den Verkehrsrelationen zwischen der Bundesrepublik Deutschland (D), Österreich (A), Belgien (B), Dänemark (DK), Finnland (SF), Frankreich (F), Griechenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), den Niederlanden (NL), Norwegen (N), Portugal (P), Spanien (E), Schweden (S), Schweiz (CH), Vereinigtes Königreich (GB), Türkei (TR) und Jugoslawien (YU), und zwar mit einem Einzelfahrzeug oder mehreren miteinander verbundenen Fahrzeugen sowie Looftourten mit diesen Fahrzeugen im gesamten Gebiet dieser Staaten durchzuführen.

DK Denne tilladelse giver indehaveren ret til, i den anførte periode, at udføre international transport af flyttegods mellem Belgien (B), Danmark (DK), Det Forenede Kongerige (GB), Finland (SF), Forbundsrepublikken Tyskland (D), Frankrig (F), Grækenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Jugoslavien (YU), Luxembourg (L), Nederlandene (NL), Norge (N), Portugal (P), Schweiz (CH), Spanien (E), Sverige (S), Tyrkiet (TR) og Østrig (A) med enkeltkøretøj eller vogntog samt til tomkørsel med disse køretøjer på disse staters område.

E La presente autorización faculta al transportista que en ella se designa y por el período indicado, para efectuar mudanzas internacionales en las relaciones de tráfico entre la República Federal de Alemania (D), Austria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Bajos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suiza (CH), Turquía (TR) y Yugoslavia (YU), por medio de un vehículo aislado o de un conjunto de vehículos articulados, y para desplazar en vacío este vehículo por todo el territorio de estos Estados.

F La présente autorisation habilite le transporteur qui y est désigné et pour la période indiquée, à effectuer des déménagements internationaux sur les relations de trafic entre la République Fédérale d'Allemagne (D), l'Autriche (A), la Belgique (B), le Danemark (DK), l'Espagne (E), la Finlande (SF), la France (F), la Grèce (GR), l'Irlande (IRL), l'Italie (I), le Luxembourg (L), la Norvège (N), les Pays-Bas (NL), le Portugal (P), le Royaume-Uni (GB), la Suède (S), la Suisse (CH), la Turquie (TR) et la Yougoslavie (YU), au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés, et à déplacer à vide ces véhicules sur tout le territoire de ces Etats.

GB This licence entitles the carrier designated to carry out, for the period indicated, international removals on routes between the Federal Republic of Germany (D), Austria (A), Belgium (B), Denmark (DK), Finland (SF), France (F), Greece (GR), Ireland (IRL), Italy (I), Luxembourg (L), the Netherlands (NL), Norway (N), Portugal (P), Spain (E), Sweden (S), Switzerland (CH), the United Kingdom (GB), Turkey (TR) and Yugoslavia (YU), by means of a single vehicle or a combination of vehicles, and to run such vehicles unladen throughout these countries.

GR Η παρούσα άδεια δίνει το δικαίωμα στον υποδεικνυόμενο μεταφορέα και για την ενδεικνυόμενη περίοδο, να πραγματοποιεί διεθνείς μεταφορές στα οδικά δίκτυα μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας (D), της Αυστρίας (A), του Βελγίου (B), της Δανίας (DK), της Ισπανίας (E), της Φινλανδίας (SF), της Γαλλίας (F), της Ελλάδας (GR), της Ιρλανδίας (IRL), της Ιταλίας (I), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB), της Νορβηγίας (N), της Ολλανδίας (NL), της Πορτογαλίας (P), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB), της Σουηδίας (S), της Ελβετίας (CH), της Τουρκίας (TR) και της Γιουγκοσλαβίας (YU), ή ένα μεμονωμένο όχημα ή ένα συνδυασμό οχημάτων και να μετακινεί κενό αυτό το όχημα σε ολόκληρη την επικράτεια αυτών των χωρών.

I La presente autorizza il trasportatore designato e per il periodo indicato, ad effettuare traslochi internazionali per le relazioni di traffico fra la Repubblica Federale Tedesca (D), l'Austria (A), il Belgio (B), la Danimarca (DK), la Spagna (E), la Finlandia (SF), la Francia (F), la Grecia (GR), l'Irlanda (IRL), l'Italia (I), il Lussemburgo (L), la Norvegia (N), i Paesi Bassi (NL), il Portogallo (P), l'Inghilterra (GB), la Svezia (S), la Svizzera (CH), la Turchia (TR), e la Jugoslavia (YU) a mezzo di veicoli isolati o con veicoli accoppiati ed a spostare vuoti i veicoli su tutto il territorio di questi stati.

9

**NL** Deze machtiging machtigt de aangegeven vervoerondernemer voor de aangegeven periode tot het verrichten van internationale verhuizingen in de vervoersrelaties tussen de Bondsrepubliek Duitsland (D), Oostenrijk (A), België (B), Denemarken (DK), Finland (SF), Frankrijk (F), Griekenland (GR), Ierland (IRL), Italië (I), Luxemburg (L), Nederland (NL), Noorwegen (N), Portugal (P), Spanje (E), Zweden (S), Zwitserland (CH), Verenigd Koninkrijk (GB), Turkije (TR) en Joegoslavië (YU) met een afzonderlijk voertuig of een samenstel van aangekoppelde voertuigen en tot het leeg verplaatsen van deze voertuigen over het ganse grondgebied van deze landen.

**N** Denne kjøretillatelsen autoriserer den transportør den er utstedt til, og for den perioden den er utstedt for, til å utføre internasjonale flytteoppdrag på trafikkselsjonene mellom Forbundsrepublikken Tyskland (D), Østerrike (A), Belgia (B), Danmark (DK), Spania (E), Finlandia (SF), Frankrike (F), Hellas (GR), Irland (IRL), Italia (I), Luxembourg (L), Norge (N), Nederland (NL), Portugal (P), Storbritannia (GB), Sverige (S), Sveits (CH), Tyrkia (TR) og Jugoslavia (YU), ved hjelp av et enkelt motorkjøretøy eller ved sammenkopling av flere kjøretøyer, og til å kjøre slik vogn ulastet gjennom hele territoriet i disse land.

**P** A presente autorização permite ao transportador nela mencionado, e durante o período indicado, realizar transportes internacionais de mudanças nas relações de tráfico entre a República Federal da Alemanha (D), Áustria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), Espanha (E), Finlândia (SF), França (F), Grécia (GR), Irlanda (IRL), Itália (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Holanda (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suécia (S), Suíça (CH), Turquia (TR) e Jugoslávia (YU), por meio de um veículo isolado ou de um conjunto de veículos acoplados, bem como, circular em vazio pelo todo território destes Estados.

**S** Detta tillstånd berättigar däri nämnd transportör att under angiven tidsperiod utföra internationella flyttgodstransporter på väg mellan Förbundsrepubliken Tyskland (D), Österrike (A), Belgien (B), Danmark (DK), Finland (SF), Frankrike (F), Grekland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), Nederländerna (NL), Norge (N), Portugal (P), Spanien (E), Sverige (S), Schweiz (CH), Storbritannien (GB), Turkiet (TR) och Jugoslavien (YU) med enskilt fordon eller fordonskombination, och att köra sådana fordon utan last genom dessa länders territorium.

**SF** Tämä lupa oikeuttaa siinä mainitun liikenteenharjoittajan suorittamaan ilmoitettuna aikana kansainvälisiä muuttokuljetuksia Saksan liittotasavaltaan (D), Itävallan (A), Belgian (B), Tanskan (DK), Espanjan (E), Suomen (SF), Ranskan (F), Kreikan (GR), Irlannin (IRL), Italian (I), Luxemburgin (L), Norjan (N), Alankomaiden (NL), Portugalin (P), Yhdistyneen kuningaskunnan (GB), Ruotsin (S), Sveitsin (CH), Turkin (TR) ja Jugoslavian (YU) välillä käyttäen yksittäistä ajoneuvoa tai ajoneuvoyhdistelmää sekä kuljettamaan tällaisia ajoneuvoja kuormaamattomina näiden valtioiden koko alueella.

**TR** Bu lisans uluslararası eşya taşımaları yapan taşımacıyı belirtilen süre içinde Federal Almanya Cumhuriyeti (D), Avusturya (A), Belçika (B), Danimarka (DK), Finlandiya (SF), Fransa (F), Yunanistan (GR), İrlanda (IRL), İtalya (I), Lüksemburg (L), Hollanda (NL), Norveç (N), Portekiz (P), İspanya (E), İsveç (S), İsviçre (CH), İngiltere (GB), Türkiye (TR) Yugoslavya (YU) arasındaki seyahatler için tek bir araç veya araçlar kombinasyonu ile uluslararası eşya taşımaları yapmaya ve bu ülkelerin bütün toprakları üzerinden bu kabul araçları geçirmeye yetkili kılar.

**YU** Ova dozvola daje pravo prevozniku kome je namenjena da obavlja, u navedenom periodu, medjunarodne selidbene prevoze na putevima između SR Nemačke (D), Austrije (A), Belgije (B), Danske (DK), Finske (SF), Francuske (F), Grčke (GR), Irske (IRL), Italije (I), Luksemburga (L), Holandije (NL), Norveške (N), Portugalijske (P), Španije (E), Švedske (S), Švajcarske (CH), Ujedinjenog Kraljevstva (GB), Turske (TR) i Jugoslavije (YU) vozilom ili kombinacijom vozila, kao i da takva vozila vozi prazna preko cele teritorije ovih zemalja.

# ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(88) 10, τελικό

Βρυξέλλες, 5 Φεβρουαρίου 1988

## ΠΡΟΤΑΣΗ ΟΔΗΓΙΑΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

η οποία τροποποιεί την οδηγία 65/269/ΕΟΚ σχετικά  
με την εναρμόνιση ορισμένων κανόνων που αφορούν  
τις άδειες για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων  
μεταξύ των κρατών μελών

---

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)

ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗΚοινοτικό καθεστώς

1. Οι μεταφορές για μετακομίσεις που πραγματοποιούνται μεταξύ των κρατών μελών της Κοινότητας διέπονται από την οδηγία 65/269/ΕΟΚ του Συμβουλίου της 13ης Μαΐου 1965 (1) σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων κανόνων που αφορούν τις άδειες για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών, έτσι όπως τροποποιήθηκε από την οδηγία 83/572/ΕΟΚ του Συμβουλίου, της 26ης Οκτωβρίου 1983 (2).

Βάσει των διατάξεων αυτών οι διαμετακομίσεις που πραγματοποιούνται οδικώς μεταξύ κρατών μελών ελευθερώνονται από κάθε καθεστώς ποσόστωσης, υπόκεινται όμως στην έκδοση αδείας. Η άδεια αυτή εκδίδεται από το κράτος μέλος στο έδαφος του οποίου είναι εγκατεστημένος ο μεταφορέας με αυτήν εξουσιοδοτείται ο μεταφορέας να πραγματοποιήσει διεθνείς μετακομίσεις σε όλο το έδαφος της Κοινότητας (πολυμερής άδεια).

2. Η ίδια οδηγία, 65/269/ΕΟΚ (1), όπως τροποποιήθηκε από την οδηγία 85/505/ΕΟΚ του Συμβουλίου, της 14ης Νοεμβρίου 1985 (3), ορίζει εξάλλου ότι όταν πραγματοποιούνται οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών με συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων των οποίων τα επί μέρους τμήματα είναι εγγεγραμμένα ή γίνονται δεκτά στην κυκλοφορία σε άλλο κράτος μέλος, η απαιτούμενη άδεια εκδίδεται για το όχημα έλξης και ότι η άδεια αυτή καλύπτει τον συνδυασμό των συζευγμένων οχημάτων, δηλαδή και το όχημα έλξης και το ρυμουλκό ή το ημιρυμουλκό.

Αποφάσεις της Ευρωπαϊκής Διάσκεψης των Υπουργών Μεταφορών

3. Στις 29 και 30 Μαΐου 1985 η Ευρωπαϊκή Διάσκεψη των Υπουργών Μεταφορών (CEMT) ενέκρινε ομόφωνα το ψήφισμα αριθμός 53, με το οποίο τροποποιείται το ψήφισμα αριθμός 44 του Συμβουλίου των Υπουργών Μεταφορών της CEMT σχετικά με το καθεστώς των διεθνών οδικών μεταφορών και με την ελευθέρωση ορισμένων από αυτές (CM(85) 10 (Τελικό)).

(1) ΕΕ αριθ. 88 της 24.5.1965, σελ. 1469/65

(2) ΕΕ αριθ. L 332 της 28.11.1983, σελ. 33

(3) ΕΕ αριθ. L 309 της 21.11.1985, σελ. 27

Με το ψήφισμα αυτό η CEMT εναρμόνισε το καθεστώς για τις μετακομίσεις που πραγματοποιούνται οδικώς μεταξύ των κρατών της CEMT (1) με το καθεστώς που ισχύει ήδη μεταξύ των κρατών μελών της Κοινότητας και αποφάσισε να αποδεχτεί σαν υπόδειγμα κοινής αδείας για τις μετακομίσεις αυτές ένα έγγραφο κατ'είκόνα του κοινοτικού εγγράφου.

Της συγκεκριμένης απόφασης της CEMT προηγήθηκε μία απόφαση του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων στις 28 Μαΐου 1985 σύμφωνα με την οποία η Κοινότητα, κατά τη συνεδρίαση του Συμβουλίου των Υπουργών της CEMT στις 29 και 30 Μαΐου 1985, θα προσπαθούσε να επιτύχει την επέκταση του κοινοτικού καθεστώτος σε όλα τα κράτη της CEMT.

4. Στις 21 και 22 Μαΐου 1986 τα κράτη της CEMT, εκτός από την Τουρκία και την Γιουγκοσλαβία, ενέκριναν το ψήφισμα αριθμ. 47 σχετικά με το καθεστώς της έκδοσης των αδειών για τις διεθνείς οδικές μεταφορές μεταξύ των κρατών μελών της CEMT (CM(86)6 (Τελικό)).

Το ψήφισμα αυτό έχει σαν στόχο να καθιερώσει μεταξύ των κρατών της CEMT, εκτός από την Τουρκία και τη Γιουγκοσλαβία, το ίδιο καθεστώς έκδοσης των αδειών για τα οχήματα έλξης με εκείνο που υφίσταται μεταξύ των κρατών μελών της Κοινότητας.

#### Στόχοι των μέτρων της παρούσας πρότασης

5. Για να επιτραπεί στους μεταφορείς που είναι εγκατεστημένοι σε ένα κράτος μέλος να απολαύουν των πλεονεκτημάτων που απορρέουν από την επέκταση του κοινοτικού καθεστώτος σε όλα ή σε ορισμένα από τα κράτη της CEMT, μη μέλη της Κοινότητας, πρέπει να γίνουν ορισμένες τροποποιήσεις στο κείμενο της οδηγίας 65/269/ΕΟΚ. Οι τροποποιήσεις αυτές σαν στόχο έχουν :
  - α) η άδεια που ισχύει για τις μετακομίσεις μεταξύ κρατών μελών της ΕΟΚ να μπορεί να χρησιμοποιηθεί για τις διεθνείς μετακομίσεις και στο έδαφος των κρατών της CEMT, μη μελών της ΕΟΚ, και
  - β) για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ κρατών μελών που πραγματοποιούνται με συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων των οποίων το όχημα έλξης είναι εγγεγραμμένο σε ένα κράτος μέλος η άδεια να καλύπτει επίσης το ρυμουλκό ή το ημιρυμουλκό που είναι καταχωρημένο ή γίνεται δεκτό στην κυκλοφορία σε κράτος μέλος, της CEMT, μη μέλους της ΕΟΚ, το οποίο όμως έχει αποδεχτεί το εν λόγω καθεστώς έκδοσης της αδείας για το όχημα έλξης (εκτός από την Τουρκία και τη Γιουγκοσλαβία).
6. Όσον αφορά τις μεταφορές που πραγματοποιούνται με την κάλυψη κοινοτικής αδείας, η πραγματοποίηση του επιδιωκόμενου στόχου σχετικά με την έκδοση των αδειών για το όχημα έλξης προβλέπεται στην πρόταση κανονισμού (ΕΟΚ) του Συμβουλίου σχετικά με την πρόσβαση στην αγορά των οδικών μεταφορών εμπορευμάτων μεταξύ κρατών μελών (2).

(1) Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, Αυστρία, Βέλγιο, Δανία, Ισπανία, Φινλανδία, Γαλλία, Ελλάδα, Ιρλανδία, Ιταλία, Λουξεμβούργο, Νορβηγία, Κάτω Χώρες, Πορτογαλία, Ηνωμένο Βασίλειο, Σουηδία, Ελβετία, Τουρκία και Γιουγκοσλαβία.

(2) COM (86) 595 τελικό/2.

## ΠΡΟΤΑΣΗ ΟΔΗΓΙΑΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

Η ΟΪΟΙΑ ΤΡΟΠΟΠΟΙΕΙ ΤΗΝ ΟΔΗΓΙΑ 65/269/ΕΟΚ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΗΝ ΕΝΑΡΜΟΝΙΣΗ ΟΡΙΣΜΕΝΩΝ ΚΑΝΟΝΩΝ ΠΟΥ ΑΦΟΡΟΥΝ ΤΙΣ ΑΔΕΙΕΣ ΓΙΑ ΤΙΣ ΟΔΙΚΕΣ ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΛΩΝ

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

Έχοντας υπόψη :

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και ιδίως το άρθρο 75,

την πρόταση της Επιτροπής,

τη γνώμη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου (1),

τη γνώμη της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής (2),

εκτιμώντας :

ότι όσον αφορά το καθεστώς σχετικά με την έκδοση των αδειών για τις διεθνείς οδικές μεταφορές εμπορευμάτων, η Ευρωπαϊκή Σύσκεψη των Υπουργών Μεταφορών (CEMT) αποφάσισε να προσαρμόσει το καθεστώς που αφορά τα σύνολα συζευγμένων οχημάτων με εκείνο που ισχύει στα κράτη μέλη της ΕΟΚ· ότι, ωστόσο, η Τουρκία και η Γιουγκοσλαβία επεφυλάχθησαν ως προς την εφαρμογή της εν λόγω απόφασης·

ότι, στο θέμα των διεθνών μετακομίσεων, η CEMT ενέκρινε ομόφωνα το ίδιο καθεστώς με εκείνο που ισχύει στα κράτη μέλη της Κοινότητας και δέχθηκε σαν κοινό υπόδειγμα αδείας για τις μετακομίσεις αυτές ένα έγγραφο ομοίωτο με το κοινοτικό έγγραφο·

ότι κατά συνέπεια επιβάλλεται να τροποποιηθεί το κείμενο της οδηγίας 65/269/ΕΟΚ του Συμβουλίου, όπως τροποποιήθηκε τελευταία από την οδηγία 85/505/ΕΟΚ (4), μετά τις αποφάσεις της CEMT, ούτως ώστε οι μεταφορείς που είναι εγκατεστημένοι σε ένα κράτος μέλος να μπορέσουν να απολαύουν των πλεονεκτημάτων που απορρέουν από την επέκταση του κοινοτικού καθεστώτος σε όλα ή σε ορισμένα από τα κράτη μέλη της CEMT, μη μέλη της Κοινότητας, τόσο όσον αφορά τις μεταφορές με συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων όσο και τις μεταφορές για μετακομίσεις,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΟΔΗΓΙΑ:

- (1) ΕΕ  
 (2) ΕΕ  
 (3) ΕΕ αριθ. 88, 24.5.1965, σ. 1469/65.  
 (4) ΕΕ L 309, 21.11.1985, σ. 27.

Άρθρο 1

Η οδηγία 65/269/ΕΟΚ τροποποιείται ως εξής :

1. Το άρθρο 1 εδάφιο δεύτερο συμπληρώνεται ως εξής:

"... ή σε άλλο κράτος της Ευρωπαϊκής Διάσκεψης των Υπουργών Μεταφορών που έχει αποδεχθεί το καθεστώς έκδοσης της αδείας για το όχημα έλξης."

2. Το υπόδειγμα έγκρισης για τις διεθνείς μετακομίσεις που περιέχεται στο παράρτημα αντικαθίσταται από το υπόδειγμα αδείας που περιλαμβάνεται στο παράρτημα της παρούσας οδηγίας.

Άρθρο 2

Τα κράτη μέλη λαμβάνουν τα μέτρα που είναι αναγκαία για να συμμορφωθούν στην παρούσα οδηγία το αργότερο μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1988. Ενημερώνουν αμέσως την Επιτροπή.

Άρθρο 3

Η παρούσα οδηγία απευθύνεται στα κράτη μέλη.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο

Ο Πρόεδρος

CEMT

E

Κείμενο στην, στις ή σε μία από τις επίσημες γλώσσες  
του κράτους στο οποίο είναι καταχωρημένο το όχημα

Κράτος που χορηγεί την άδεια

(Διακριτικό σήμα του κράτους)

(Αρμόδιος οργανισμός)

Έγκαιρη άδεια

ΑΔΕΙΑ ΥΠ'ΑΡΙΘ.  
ΓΙΑ ΤΙΣ ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΙΣ

Η παρούσα άδεια εξουσιοδοτεί : .....

.....

.....

(Όνομα ή εμπορική επωνυμία του μεταφορέα και πλήρης διεύθυνση)

να πραγματοποιεί διεθνείς μετακομίσεις βάσει των σχέσεων κυκλοφορίας  
μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας (D), της Αυστρίας  
(A), του Βελγίου (B), της Δανίας (DK), της Ισπανίας (E), της Φιν-  
λανδίας (SF), της Γαλλίας (F), της Ελλάδας (GR), της Ιρλανδίας (IRL),  
της Ιταλίας (I), του Λουξεμβούργου (L), της Νορβηγίας (N), των Κά-  
τω Χωρών (NL), της Πορτογαλίας (P), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB),  
της Σουηδίας (S), της Ελβετίας (CH), της Τουρκίας (TR) και της  
Γιουγκοσλαβίας (YU)

μέσω ενός μεμονωμένου οχήματος ή ενός συνόλου ζευγμένων οχημάτων, και  
να μεταφέρει κενά τα οχήματα αυτά σε όλη την επικράτεια των κρατών  
μελών.

Η παρούσα άδεια ισχύει από : .....

έως : .....

Εκδόθηκε στην ..... την .....

(Υπογραφή και σφραγίδα του  
οργανισμού που εκδίδει την  
άδεια - Κράτος όπου είναι  
εγγεγραμμένο το όχημα)

Κείμενο στην, στις ή σε μία από τις επίσημες γλώσσες  
του κράτους όπου είναι εγγεγραμμένο το όχημα

### Γενικές οδηγίες

Η παρούσα άδεια πρέπει να ευρίσκεται επί του οχήματος και πρέπει να παρουσιάζεται κάθε φορά που οι υπάλληλοι οι επιφορτισμένοι με τον έλεγχο την ζητήσουν.

Η άδεια επιτρέπει να πραγματοποιούνται μόνο διεθνείς μεταφορές. Δεν ισχύει για τις εθνικές μεταφορές.

Δεν μπορεί να μεταβιβασθεί σε τρίτο.

Ο μεταφορέας υποχρεούται να τηρεί στο έδαφος κάθε κράτους μέλους τις ισχύουσες στο κράτος αυτό νομοθετικές κανονιστικές και διοικητικές διατάξεις, ιδίως όσον αφορά τη μεταφορά και την κυκλοφορία.

Ενδείξει σχετικά με την πρώτη σελίδα της παρούσης αδείας  
δοσμένες στην επίσημη γλώσσα όλων των αφορουμένων κρατών.

**D** Diese Genehmigung berechtigt den auf Seite 1 bezeichneten Unternehmer, in dem angegebenen Zeitraum internationale Beförderungen von Umzugsgut auf den Verkehrsrelationen zwischen der Bundesrepublik Deutschland (D), Österreich (A), Belgien (B), Dänemark (DK), Finnland (SF), Frankreich (F), Griechenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), den Niederlanden (NL), Norwegen (N), Portugal (P), Spanien (E), Schweden (S), Schweiz (CH), Vereinigtes Königreich (GB), Türkei (TR) und Jugoslawien (YU), und zwar mit einem Einzelfahrzeug oder mehreren miteinander verbundenen Fahrzeugen sowie Leerfahrten mit diesen Fahrzeugen im gesamten Gebiet dieser Staaten durchzuführen.

**DK** Denne tilladelse giver indehaveren ret til, i den anførte periode, at udføre internationale flyttetransporter på trafikforbindelserne mellem Vesttyskland (D), Østrig (A), Belgien (B), Danmark (DK), Spanien (E), Finland (SF), Frankrig (F), Grækenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxembourg (L), Norge (N), Holland (NL), Portugal (P), Storbritannien (GB), Sverige (S), Schweiz (CH), Tyrkiet (TR) og Jugoslavien (YU), ved hjælp af sololastvogn eller vogntog, og at føre sådanne køretøjer tomme gennem hele territoriet i disse lande.

**E** La presente autorización faculta al transportista que en ella se designa y por el periodo indicado, para efectuar mudanzas internacionales en las relaciones de tráfico entre la República Federal de Alemania (D), Austria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Bajos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suiza (CH), Turquía (TR) y Yugoslavia (YU), por medio de un vehículo aislado o de un conjunto de vehículos articulados, y para desplazar en vacío este vehículo por todo el territorio de estos Estados.

**F** La présente autorisation habilite le transporteur qui y est désigné et pour la période indiquée, à effectuer des déménagements internationaux sur les relations de trafic entre la République Fédérale d'Allemagne (D), l'Autriche (A), la Belgique (B), le Danemark (DK), l'Espagne (E), la Finlande (SF), la France (F), la Grèce (GR), l'Irlande (IRL), l'Italie (I), le Luxembourg (L), la Norvège (N), les Pays-Bas (NL), le Portugal (P), le Royaume-Uni (GB), la Suède (S), la Suisse (CH), la Turquie (TR) et la Yougoslavie (YU), au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés, et à déplacer à vide ces véhicules sur tout le territoire de ces Etats.

**GB** This licence entitles the carrier designated to carry out, for the period indicated, international removals on routes between the Federal Republic of Germany (D), Austria (A), Belgium (B), Denmark (DK), Finland (SF), France (F), Greece (GR), Ireland (IRL), Italy (I), Luxembourg (L), the Netherlands (NL), Norway (N), Portugal (P), Spain (E), Sweden (S), Switzerland (CH), the United Kingdom (GB), Turkey (TR) and Yugoslavia (YU), by means of a single vehicle or a combination of vehicles, and to run such vehicles unladen throughout these countries.

**GR** Η παρούσα άδεια δίνει το δικαίωμα στον υποδεικνυόμενο μεταφορέα και για την ενδεικνυόμενη περίοδο, να πραγματοποιεί διεθνείς μεταφορές στα οδικά δίκτυα μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας (D), της Αυστρίας (A), του Βελγίου (B), της Δανίας (DK), της Ισπανίας (E), της Φινλανδίας (SF), της Γαλλίας (F), της Ελλάδας (GR), της Ιρλανδίας (IRL), της Ιταλίας (I), του Λουξεμβούργου (L), της Νορβηγίας (N), της Ολλανδίας (NL), της Πορτογαλίας (P), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB), της Σουηδίας (S), της Σβητίας (CH), της Τουρκίας (TR) και της Γιουγκοσλαβίας (YU), μ' ένα μεμονωμένο όχημα ή ένα συνδυασμό οχημάτων και να μετακινεί κενό αυτό το όχημα ο' αλόκληρη την επικράτεια αυτών των κρατών.

**I** La presente autorizza il trasportatore designato e per il periodo indicato, ad effettuare traslochi internazionali per le relazioni di traffico fra la Repubblica Federale Tedesca (D), l'Austria (A), il Belgio (B), la Danimarca (DK), la Spagna (E), la Finlandia (SF), la Francia (F), la Grecia (GR), l'Irlanda (IRL), l'Italia (I), il Lussemburgo (L), la Norvegia (N), i Paesi Bassi (NL), il Portogallo (P), l'Inghilterra (GB), la Svezia (S), la Svizzera (CH), la Turchia (TR), e la Jugoslavia (YU) a mezzo di veicoli isolati o con veicoli accoppiati ed a spostare vuoti i veicoli su tutto il territorio di questi stati.

**NL** Deze machtiging machtigt de aangegeven vervoerondernemer voor de aangegeven periode tot het verrichten van internationale verhuizingen in de vervoersrelaties tussen de Bondsrepubliek Duitsland (D), Oostenrijk (A), België (B), Denemarken (DK), Finland (SF), Frankrijk (F), Griekenland (GR), Ierland (IRL), Italië (I), Luxemburg (L), Nederland (NL), Noorwegen (N), Portugal (P), Spanje (E), Zweden (S), Zwitserland (CH), Verenigd Koninkrijk (GB), Turkije (TR) en Joegoslavië (YU) met een afzonderlijk voertuig of een samenstel van aaneengekoppelde voertuigen en tot het leeg verplaatsen van deze voertuigen over het ganse grondgebied van deze landen.

**N** Denne kjøretillatelsen autoriserer den transportør den er utstedt til, og for den perioden den er utstedt for, til å utføre internasjonale flytteoppdrag på trafikkrelasjonene mellom Forbundsrepublikken Tyskland (D), Østerrike (A), Belgia (B), Danmark (DK), Spania (E), Finland (SF), Frankrike (F), Hellas (GR), Irland (IRL), Italia (I), Luxembourg (L), Norge (N), Nederland (NL), Portugal (P), Storbritannia (GB), Sverige (S), Sveits (CH), Tyrkia (TR) og Jugoslavia (YU), ved hjelp av et enkelt motorkjøretøy eller ved sammenkopling av flere kjøretøyer, og til å kjøre slik vogn ulastet gjennom hele territoriet i disse land.

**P** A presente autorização permite ao transportador nela mencionado, e durante o período indicado, realizar transportes internacionais de mudanças nas relações do tráfico entre a República Federal da Alemanha (D), Áustria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), Espanha (E), Finlândia (SF), França (F), Grécia (GR), Irlanda (IRL), Itália (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Holanda (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suécia (S), Suíça (CH), Turquia (TR) e Jugoslávia (YU), por meio de um veículo isolado ou de um conjunto de veículos acoplados, bem como, circular em vazio pelo todo território destes Estados.

**S** Detta tillstånd berättigar däri nämnd transportör att under angiven tidsperiod utföra internationella flyttgodstransporter på väg mellan Förbundsrepubliken Tyskland (D), Österrike (A), Belgien (B), Danmark (DK), Finland (SF), Frankrike (F), Grekland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), Nederländerna (NL), Norge (N), Portugal (P), Spanien (E), Sverige (S), Schweiz (CH), Storbritannien (GB), Turkiet (TR) och Jugoslavien (YU) med enskilt fordon eller fordonskombination, och att köra sådana fordon utan last genom dessa länders territorium.

**SF** Tämä lupa oikeuttaa siinä mainitun liikenteenharjoittajan suorittamaan ilmoitettuna aikana kansainvälisiä muuttokuljetuksia Saksan liittotasavallan (D), Itävallan (A), Belgian (B), Tanskan (DK), Espanjan (E), Suomen (SF), Ranskan (F), Kreikan (GR), Irlannin (IRL), Italian (I), Luxemburgin (L), Norjan (N), Alankomaiden (NL), Portugalin (P), Yhdistyneen kuningaskunnan (GB), Ruotsin (S), Sveitsin (CH), Turkin (TR) ja Jugoslavian (YU) välillä käyttäen yksittäistä ajoneuvoa tai ajoneuvoyhdistelmää sekä kuljettamaan tällaisia ajoneuvoja kuormaamattomina näiden valtioiden koko alueella.

**TR** Bu lisans uluslararası eşya taşımacılığı yapan taşımacıyı belirtilen süre içinde Federal Almanya Cumhuriyeti (D), Avusturya (A), Belçika (B), Danimarka (DK), Finlandiya (SF), Fransa (F), Yunanistan (GR), İrlanda (IRL), İtalya (I), Lüksemburg (L), Hollanda (NL), Norveç (N), Portekiz (P), İspanya (E), İsveç (S), İsviçre (CH), İngiltere (GB), Türkiye (TR) Yugoslavya (YU) arasındaki seyrüsefer irtibatlarında tek bir araç veya araçlar kombinasyonu ile uluslararası ev eşyası taşımacılığı yapmaya ve bu ülkelerin bütün toprakları üzerinden bu kabil araçları boş olarak geçirmeye yetkili kılar.

**YU** Ova dozvola daje pravo prevozniku kome je namenjena da obavlja, u navedenom periodu, međunarodne selidbene prevoze na putevima između SR Nemačke (D), Austrije (A), Belgije (B), Danske (DK), Finske (SF), Francuske (F), Grčke (GR), Irske (IRL), Italije (I), Luksemburga (L), Holandije (NL), Norveške (N), Portugallije (P), Španije (E), Švedske (S), Švajcarske (CH), Ujedinjenog Kraljevstva (GB), Turske (TR) i Jugoslavije (YU) vozilom ili kombinacijom vozila, kao i da takva vozila vozi prazna preko cele teritorije ovih zemalja.

EESC

# COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(88) 10 final.

Bruselas, 5 de febrero de 1988

## Propuesta de DIRECTIVA DEL CONSEJO

por la que se modifica la Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización de determinadas normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros

---

(presentada por la Comisión)

EXPOSE DES MOTIFSRégime communautaire

1. Les transports de déménagements effectués entre Etats membres de la Communauté sont régis par la Directive 65/269/CEE du Conseil du 13 mai 1965 (1) concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres, telle que modifiée par la Directive 83/572/CEE du Conseil du 26 octobre 1983 (2).

En vertu de ces dispositions les déménagements par route entre Etats membres sont libérés de tout régime de contingentement mais sont soumis à autorisation. Cette autorisation est délivrée par l'Etat membre sur le territoire duquel le transporteur est établi; elle habilite celui-ci à effectuer des déménagements internationaux sur tout le territoire de la Communauté (autorisation multilatérale).

2. La même Directive 65/269/CEE (1) modifiée par la Directive 85/505/CEE du Conseil du 14 novembre 1985 (3) stipule en outre que lorsque des transports de marchandises par route entre les Etats membres sont effectués au moyen d'un ensemble de véhicules couplés dont les éléments sont immatriculés ou admis à la circulation dans un Etat membre, l'autorisation requise est délivrée au véhicule tracteur et que cette autorisation couvre l'ensemble de véhicules couplés, c'est-à-dire le véhicule tracteur et la remorque ou la semi-remorque.

Décisions de la Conférence Européenne des Ministres des Transports

3. Les 29 et 30 mai 1985 la Conférence Européenne des Ministres des Transports (CEMT) a adopté à l'unanimité la Résolution n° 53 amendant la Résolution n° 44 du Conseil des Ministres des Transports de la CEMT concernant le régime des transports routiers internationaux et la libéralisation de certains d'entre eux (CM(85)10 (Final)).

---

(1) JO n° 88 du 24.5.1965, p. 1469/65

(2) JO n° L 332 du 28.11.1983, p. 33

(3) JO n° L 309 du 21.11.1985, p. 27

Par cette Résolution la CEMT a aligné son régime pour les déménagements par route effectués entre les Etats de la CEMT (1) sur le régime déjà en vigueur entre les Etats membres de la Communauté et elle a décidé d'accepter comme modèle d'autorisation commune pour ces déménagements un document calqué sur le document communautaire.

Cette décision de la CEMT a été précédée d'une décision du Conseil des Communautés européennes en date du 28 mai 1985 aux termes de laquelle la Communauté, lors de la session du Conseil des Ministres de la CEMT des 29 et 30 mai 1985, s'efforcera d'obtenir l'extension du régime communautaire à tous les Etats de la CEMT.

4. Les 21 et 22 mai 1986 les Etats de la CEMT, à l'exception de la Turquie et de la Yougoslavie, ont adopté la Résolution n° 47 concernant le régime de la délivrance des autorisations pour les transports internationaux par route entre les pays membres de la CEMT (CM(86)6 (Final)).

Cette Résolution a pour effet d'instaurer entre les Etats de la CEMT sauf la Turquie et la Yougoslavie, le même régime de délivrance des autorisations aux véhicules tracteurs que celui qui existe entre les Etats membres de la Communauté.

Objectifs des mesures envisagées par la présente proposition

5. Afin de permettre aux transporteurs établis dans un Etat membre de bénéficier des avantages résultant de l'extension du régime communautaire à tous ou à certains des Etats de la CEMT, non membres de la Communauté, il convient d'apporter quelques modifications au texte de la Directive 65/269/CEE. Ces modifications visent à ce que
- a) l'autorisation valable pour les déménagements entre Etats membres de la CEE soit utilisable pour les déménagements internationaux également sur le territoire des Etats de la CEMT, non membres de la CEE, et
  - b) pour les transports de marchandises par route entre Etats membres effectués au moyen d'un ensemble de véhicules couplés dont le véhicule tracteur est immatriculé dans un Etat membre, l'autorisation couvre également la remorque ou la semi-remorque immatriculée ou admise à la circulation dans un Etat de la CEMT, non membre de la CEE et ayant accepté ledit régime de délivrance de l'autorisation au véhicule tracteur (exclusion de la Turquie et de la Yougoslavie).
6. En ce qui concerne les transports effectués sous le couvert d'une autorisation communautaire, la réalisation de l'objectif poursuivi en matière de délivrance des autorisations au véhicule tracteur est prévue dans la proposition de Règlement (CEE) du Conseil concernant l'accès au marché des transports de marchandises par route entre Etats membres. (2)

---

(1) République Fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie et Yougoslavie.

(2) COM (86) 595 final/2.

## PROPUESTA DE DIRECTIVA DEL CONSEJO

POR LA QUE SE MODIFICA LA DIRECTIVA 65/269/CEE RELATIVA A LA UNIFORMIZACIÓN DE DETERMINADAS NORMAS SOBRE LAS AUTORIZACIONES PARA LOS TRANSPORTES DE MERCANCÍAS POR CARRETERA ENTRE LOS ESTADOS MIEMBROS

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 75,

Vista la propuesta de la Comisión,

Visto el dictamen del Parlamento Europeo (1),

Visto el dictamen del Comité Económico y Social (2),

Considerando que respecto al régimen sobre la expedición de autorizaciones para los transportes internacionales de mercancías por carretera, la Conferencia Europea de Ministros de Transportes (CEMT) ha decidido adaptarse su régimen relativo a los conjuntos de vehículos articulados al régimen vigente entre los Estados miembros de la Comunidad; que, no obstante Turquía y Yugoslavia se reservan la aplicación de dicha decisión;

Considerando que, en materia de mudanzas internacionales, la CEMT ha adoptado por unanimidad el régimen vigente entre los Estados miembros de la Comunidad y ha aceptado como modelo de autorización común para estas mudanzas un documento copiado del documento comunitario;

Considerando que, por consiguiente, es conveniente introducir en el texto de la Directiva 65/269/CEE del Consejo (3), cuya última modificación la constituye la Directiva 85/505/CEE (4), las modificaciones que se imponen como consecuencia de las decisiones de la CEMT, de forma que los transportistas establecidos en un Estado miembro puedan beneficiarse de las ventajas derivadas de la ampliación del régimen comunitario a todos o a algunos de los Estados de la CEMT, no miembros de la Comunidad, tanto en lo que se refiere a los transportes por medio de conjuntos de vehículos articulados como a los transportes de mudanzas;

HA ADOPTADO LA PRESENTE DIRECTIVA:

- 
- (1) DO  
(2) DO  
(3) DO n<sup>o</sup> 88, de 24.5.1965 p. 1469/65  
(4) DO n<sup>o</sup> L 309, de 21.11.1985, p. 27

Artículo 1

La Directiva 65/269/CEE quedará modificada como sigue:

1. En el segundo párrafo del artículo 1 se añadirá el texto siguiente:  
"... o en otro Estado de la Conferencia Europea de Ministros de Transportes que haya aceptado el régimen de expedición de la autorización para el vehículo tractor."
2. El modelo de autorización para las mudanzas internacionales, que figura en el Anexo, se sustituirá por el modelo de autorización que figura en el Anexo de la presente Directiva.

Artículo 2

Los Estados miembros adoptarán las medidas necesarias para cumplir la presente Directiva a más tardar el 31 de diciembre de 1988. Informarán de ello inmediatamente a la Comisión.

Artículo 3

Los destinatarios de la presente Directiva serán los Estados miembros.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo  
El Presidente

ANEXO

CEMT



Texto redactado en la, las o una de las lenguas oficiales del Estado donde esté matriculado el vehículo

Estado que otorga la autorización

(Signo distintivo del país ) (Organismo competente)

Autorización temporal

AUTORIZACIÓN Nº  
PARA LAS MUDANZAS INTERNACIONALES

La presente autorización faculta a: .....  
.....  
.....  
(Nombre o razón social del transportista y dirección completa)

para efectuar mudanzas internacionales en las relaciones de tráfico entre la República Federal de Alemania (D), Bélgica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Bajos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suiza (CH), Turquía (TR) y Yugoslavia (YU) por medio de un vehículo aislado o de un conjunto de vehículos articulados y para desplazar en vacío tales vehículos por todo el territorio de los Estados miembros.

La presente autorización será válida del .....  
al .....

Expedida en ....., el .....

(Firma y sello del organismo que expide la autorización - Estado en el que está matriculado el vehículo)

EESC - HIS 2014

Texto redactado en la, las o una de las lenguas oficiales  
del estado donde esté matriculado el vehículo

Prescripciones generales

La presente autorización deberá encontrarse a bordo del vehículo y deberá presentarse siempre que lo requieran los agentes encargados del control.

Sólo autoriza para efectuar mudanzas internacionales. No es válida para transportes nacionales.

No podrá ser transferida a terceros

El transportista deberá cumplir en el territorio de cada Estado miembro las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas en vigor en ese Estado, en particular en materia de transporte y de circulación.

EESC - Historico Archives

Indicaciones que se refieren a la primera página de la presente autorización, redactadas en las lenguas oficiales de todos los Estados afectados

D Diese Genehmigung berechtigt den auf Seite 1 bezeichneten Unternehmer, in dem angegebenen Zeitraum internationale Beförderungen von Umzugsgut auf den Verkehrsrelationen zwischen der Bundesrepublik Deutschland (D), Österreich (A), Belgien (B), Dänemark (DK), Finnland (SF), Frankreich (F), Griechenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), den Niederlanden (NL), Norwegen (N), Portugal (P), Spanien (E), Schweden (S), Schweiz (CH), Vereinigtes Königreich (GB), Türkei (TR) und Jugoslawien (YU), und zwar mit einem Einzelfahrzeug oder mehreren miteinander verbundenen Fahrzeugen sowie Learfahrten mit diesen Fahrzeugen im gesamten Gebiet dieser Staaten durchzuführen.

DK Denne tilladelse giver indehaveren ret til, i den anførte periode, at udføre internationale flyttetransporter på trafikforbindelserne mellem Vesttyskland (D), Østrig (A), Belgien (B), Danmark (DK), Spanien (E), Finland (SF), Frankrig (F), Grækenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxembourg (L), Norge (N), Holland (NL), Portugal (P), Storbritannien (GB), Sverige (S), Schweiz (CH), Tyrkiet (TR) og Jugoslavien (YU), ved hjælp af sololastvogn eller vogntog, og at føre sådanne køretøjer tomme gennem hele territoriet i disse lande.

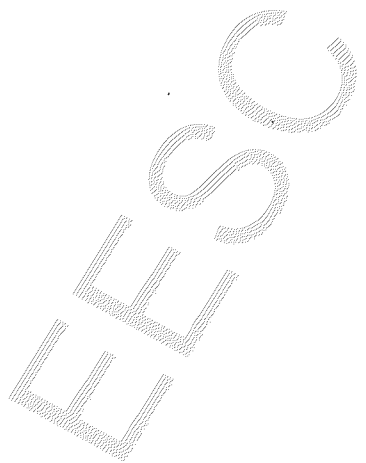
E La presente autorización faculta al transportista que en ella se designa y por el periodo indicado, para efectuar mudanzas internacionales en las relaciones de tráfico entre la República Federal de Alemania (D), Austria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Bajos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suiza (CH), Turquía (TR) y Yugoslavia (YU), por medio de un vehículo aislado o de un conjunto de vehículos articulados, y para desplazar en vacío este vehículo por todo el territorio de estos Estados.

F La présente autorisation habilite le transporteur qui y est désigné et pour la période indiquée, à effectuer des déménagements internationaux sur les relations de trafic entre la République Fédérale d'Allemagne (D), l'Autriche (A), la Belgique (B), le Danemark (DK), l'Espagne (E), la Finlande (SF), la France (F), la Grèce (GR), l'Irlande (IRL), l'Italie (I), le Luxembourg (L), la Norvège (N), les Pays-Bas (NL), le Portugal (P), le Royaume-Uni (GB), la Suède (S), la Suisse (CH), la Turquie (TR) et la Yougoslavie (YU), au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés, et à déplacer à vide ces véhicules sur tout le territoire de ces Etats.

GB This licence entitles the carrier designated to carry out, for the period indicated, international removals on routes between the Federal Republic of Germany (D), Austria (A), Belgium (B), Denmark (DK), Finland (SF), France (F), Greece (GR), Ireland (IRL), Italy (I), Luxembourg (L), the Netherlands (NL), Norway (N), Portugal (P), Spain (E), Sweden (S), Switzerland (CH), the United Kingdom (GB), Turkey (TR) and Yugoslavia (YU), by means of a single vehicle or a combination of vehicles, and to run such vehicles unladen throughout these countries.

GR Η παρούσα άδεια δίνει το δικαίωμα στον υποδεικνυόμενο μεταφορέα και για την ενδεικνυόμενη περίοδο, να πραγματοποιεί διεθνείς μεταφορές στα οδικά δίκτυα μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας (D), της Αυστρίας (A), του Βελγίου (B), της Δανίας (DK), της Ισπανίας (E), της Φινλανδίας (SF), της Γαλλίας (F), της Ελλάδας (GR), της Ιρλανδίας (IRL), της Ιταλίας (I), του Λουξεμβούργου (L), της Νορβηγίας (N), της Ολλανδίας (NL), της Πορτογαλίας (P), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB), της Σουηδίας (S), της Ελβετίας (CH), της Τουρκίας (TR) και της Γιουγκοσλαβίας (YU), με ένα μεικτωμένο όχημα ή ένα συνδυασμό οχημάτων και να μετακινεί κενό αυτό το όχημα ο' αλόκληρη την επικράτεια αυτών των κρατών.

I La presente autorizza il trasportatore designato e per il periodo indicato, ad effettuare traslochi internazionali per le relazioni di traffico fra la Repubblica Federale Tedesca (D), l'Austria (A), il Belgio (B), la Danimarca (DK), la Spagna (E), la Finlandia (SF), la Francia (F), la Grecia (GR), l'Irlanda (IRL), l'Italia (I), il Lussemburgo (L), la Norvegia (N), i Paesi Bassi (NL), il Portogallo (P), l'Inghilterra (GB), la Svezia (S), la Svizzera (CH), la Turchia (TR), e la Jugoslavia (YU) a mezzo di veicoli isolati o con veicoli accoppiati ed a spostare vuoti i veicoli su tutto il territorio di questi stati.



**NL** Deze machtiging machtigt de aangegeven vervoerondernemer voor de aangegeven periode tot het verrichten van internationale verhuizingen in de vervoersrelaties tussen de Bondsrepubliek Duitsland (D), Oostenrijk (A), België (B), Denemarken (DK), Finland (SF), Frankrijk (F), Griekenland (GR), Ierland (IRL), Italië (I), Luxemburg (L), Nederland (NL), Noorwegen (N), Portugal (P), Spanje (E), Zweden (S), Zwitserland (CH), Verenigd Koninkrijk (GB), Turkije (TR) en Joegoslavië (YU) met een afzonderlijk voertuig of een samenstel van aaneengeschakelde voertuigen en tot het leeg vervoeren van deze voertuigen over het ganze grondgebied van deze landen.

**N** Denne kjøretillatelsen autoriserer den transportør den er utstedt til, og for den periode den er utstedt for, til å utføre internasjonale flytteoppdrag på trafikkrelasjonene mellom Forbundsrepublikken Tyskland (D), Østerrike (A), Belgia (B), Danmark (DK), Spania (E), Finland (SF), Frankrike (F), Hellas (GR), Irland (IRL), Italia (I), Luxembourg (L), Norge (N), Nederland (NL), Portugal (P), Storbritannia (GB), Sverige (S), Sveits (CH), Tyrkia (TR) og Jugoslavia (YU), ved hjelp av et enkelt motorkjøretøy eller ved sammenkopling av flere kjøretøyer, og til å kjøre slik vogn ulastet gjennom hele territoriet i disse land.

**P** A presente autorização permite ao transportador nela mencionado, e durante o período indicado, realizar transportes internacionais de mudanças nas relações do tráfico entre a República Federal da Alemanha (D), Áustria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), Espanha (E), Finlândia (SF), França (F), Grécia (GR), Irlanda (IRL), Itália (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Holanda (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suécia (S), Suíça (CH), Turquia (TR) e Jugoslávia (YU), por meio de um veículo isolado ou de um conjunto de veículos acoplados, bem como, circular em vazia pelo todo território destes Estados.

**S** Detta tillstånd berättigar däri nämnd transportör att under angiven tidsperiod utföra internationella flyttgodstransporter på väg mellan Förbundsrepubliken Tyskland (D), Österrike (A), Belgien (B), Danmark (DK), Finland (SF), Frankrike (F), Grekland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), Nederländerna (NL), Norge (N), Portugal (P), Spanien (E), Sverige (S), Schweiz (CH), Storbritannien (GB), Turkiet (TR) och Jugoslavien (YU) med enskilt fordon eller fordonskombination, och att köra sådana fordon utan last genom dessa länders territorium.

**SF** Tämä lupa oikeuttaa siinä mainitun liikenteenharjoittajan suorittamaan ilmoitettuna aikana kansainvälistä muuttokuljetuksia Saksan liittotasavaltaan (D), Itävallan (A), Belgiaan (B), Tanskan (DK), Espanjan (E), Suomen (SF), Ranskan (F), Kreikan (GR), Irlannin (IRL), Italian (I), Luxemburgin (L), Norjan (N), Alankomaiden (NL), Portugalin (P), Yhdistyneen kuningaskunnan (GB), Ruotsin (S), Sveitsin (CH), Turkin (TR) ja Jugoslavian (YU) välillä käyttäen yksittäistä ajoneuvoa tai ajoneuvoyhdistelmää sekä kuljettamaan tällaisia ajoneuvoja kuormaamattomina näiden valtioiden koko alueella.

**TR** Bu lisans uluslararası eşya taşımacılığı yapan taşımacıyı belirtilen süre içinde Federal Almanya Cumhuriyeti (D), Avusturya (A), Belçika (B), Danimarka (DK), Finlandiya (SF), Fransa (F), Yunanistan (GR), İrlanda (IRL), İtalya (I), Lüksemburg (L), Hollanda (NL), Norveç (N), Portakiz (P), İspanya (E), İsveç (S), İsviçre (CH), İngiltere (GB), Türkiye (TR) Yugoslavya (YU) arasındaki seyrüsefer irtibatlarında tek bir araç veya araçlar kombinasyonu ile uluslararası eşya taşımacılığı yapmaya ve bu ülkelerin bütün toprakları üzerinden bu tür taşımacılığı yapılabilecek şekilde geçirmeye yetkili kılar.

**YU** Ova dozvola daje pravo prevozniku kome je namenjena da obavlja, u navedenom periodu, međunarodne selidbene prevoze na putevima između SR Nemačke (D), Austrije (A), Belgije (B), Danske (DK), Finske (SF), Francuske (F), Grčke (GR), Irske (IRL), Italije (I), Luksemburga (L), Holandije (NL), Norveške (N), Portugalije (P), Španije (E), Švedske (S), Švajcarske (CH), Ujedinjenog Kraljevstva (GB), Turske (TR) i Jugoslavije (YU) vozilom ili kombinacijom vozila, kao i da takva vozila vozi prazna preko cele teritorije ovih zemalja.

# COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(88) 10 final

Bruxelas, 5 de fevereiro de 1988

Proposta de

## DIRECTIVA DO CONSELHO

que altera a Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros

---

(Apresentada pela Comissão)

EXPOSE DES MOTIFS

Régime communautaire

- 1. Les transports de déménagements effectués entre Etats membres de la Communauté sont régis par la Directive 65/269/CEE du Conseil du 13 mai 1965 (1) concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres, telle que modifiée par la Directive 83/572/CEE du Conseil du 26 octobre 1983 (2).

En vertu de ces dispositions les déménagements par route entre Etats membres sont libérés de tout régime de contingentement mais sont soumis à autorisation. Cette autorisation est délivrée par l'Etat membre sur le territoire duquel le transporteur est établi; elle habilite celui-ci à effectuer des déménagements internationaux sur tout le territoire de la Communauté (autorisation multilatérale).

- 2. La même Directive 65/269/CEE (1) modifiée par la Directive 85/505/CEE du Conseil du 14 novembre 1985 (3) stipule en outre que lorsque des transports de marchandises par route entre les Etats membres sont effectués au moyen d'un ensemble de véhicules couplés dont les éléments sont immatriculés ou admis à la circulation dans un Etat membre, l'autorisation requise est délivrée au véhicule tracteur et que cette autorisation couvre l'ensemble de véhicules couplés, c'est-à-dire le véhicule tracteur et la remorque ou la semi-remorque.

Décisions de la Conférence Européenne des Ministres des Transports

- 3. Les 29 et 30 mai 1985 la Conférence Européenne des Ministres des Transports (CEMT) a adopté à l'unanimité la Résolution n° 53 amendant la Résolution n° 44 du Conseil des Ministres des Transports de la CEMT concernant le régime des transports routiers internationaux et la libéralisation de certains d'entre eux (CM(85)10 (Final).

---

(1) JO n° 88 du 24.5.1965, p. 1469/65  
 (2) JO n° L 332 du 28.11.1983, p. 33  
 (3) JO n° L 309 du 21.11.1985, p. 27

Par cette Résolution la CEMT a aligné son régime pour les déménagements par route effectués entre les Etats de la CEMT (1) sur le régime déjà en vigueur entre les Etats membres de la Communauté et elle a décidé d'accepter comme modèle d'autorisation commune pour ces déménagements un document calqué sur le document communautaire.

Cette décision de la CEMT a été précédée d'une décision du Conseil des Communautés européennes en date du 28 mai 1985 aux termes de laquelle la Communauté, lors de la session du Conseil des Ministres de la CEMT des 29 et 30 mai 1985, s'efforcera d'obtenir l'extension du régime communautaire à tous les Etats de la CEMT.

4. Les 21 et 22 mai 1986 les Etats de la CEMT, à l'exception de la Turquie et de la Yougoslavie, ont adopté la Résolution n° 47 concernant le régime de la délivrance des autorisations pour les transports internationaux par route entre les pays membres de la CEMT (CM(86)6 (Final)).

Cette Résolution a pour effet d'instaurer entre les Etats de la CEMT sauf la Turquie et la Yougoslavie, le même régime de délivrance des autorisations aux véhicules tracteurs que celui qui existe entre les Etats membres de la Communauté.

#### Objectifs des mesures envisagées par la présente proposition

5. Afin de permettre aux transporteurs établis dans un Etat membre de bénéficier des avantages résultant de l'extension du régime communautaire à tous ou à certains des Etats de la CEMT, non membres de la Communauté, il convient d'apporter quelques modifications au texte de la Directive 65/269/CEE. Ces modifications visent à ce que
- a) l'autorisation valable pour les déménagements entre Etats membres de la CEE soit utilisable pour les déménagements internationaux également sur le territoire des Etats de la CEMT, non membres de la CEE, et
  - b) pour les transports de marchandises par route entre Etats membres effectués au moyen d'un ensemble de véhicules couplés dont le véhicule tracteur est immatriculé dans un Etat membre, l'autorisation couvre également la remorque ou la semi-remorque immatriculée ou admise à la circulation dans un Etat de la CEMT, non membre de la CEE et ayant accepté ledit régime de délivrance de l'autorisation au véhicule tracteur (exclusion de la Turquie et de la Yougoslavie).
6. En ce qui concerne les transports effectués sous le couvert d'une autorisation communautaire, la réalisation de l'objectif poursuivi en matière de délivrance des autorisations au véhicule tracteur est prévue dans la proposition de Règlement (CEE) du Conseil concernant l'accès au marché des transports de marchandises par route entre Etats membres. (2)

---

(1) République Fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie et Yougoslavie.

(2) COM (86) 595 final/2.

Proposta de  
DIRECTIVA DO CONSELHO

que altera a Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros

---

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia e, nomeadamente, o seu artigo 75º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Tendo em conta o parecer do Parlamento Europeu (1),

Tendo em conta o parecer do Comité Económico e Social (2),

Considerando que, no que se refere ao regime relativo à concessão de autorizações para os transportes rodoviários internacionais de mercadorias, a Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes (CEMT) decidiu harmonizar o seu regime relativo aos conjuntos de veículos acoplados com o regime em vigor entre os Estados-membros da Comunidade; que, no entanto, a Turquia e a Jugoslávia formularam reservas quanto à aplicação desta decisão;

Considerando que, em matéria de mudanças internacionais, a CEMT adoptou, por unanimidade, um regime idêntico ao regime em vigor entre os Estados-membros da Comunidade e aceitou como modelo de autorização comum para essas mudanças um documento semelhante ao documento comunitário;

Considerando que convém, por conseguinte, introduzir no texto da Directiva 65/269/CEE do Conselho (3), com a última redacção que lhe foi dada pela Directiva 85/505/CEE (4), as alterações que se impõem na sequência dessas decisões da CEMT, de modo a que os

---

(1) JO

(2) JO

(3) JO nº 88 de 24.5.1985, p. 1469/65.

(4) JO nº L 309 de 21.11.1985, p. 27.

transportadores estabelecidos num Estado-membro possam beneficiar das vantagens resultantes da extensão do regime comunitário a todos ou a certos Estados da CEMT não membros da Comunidade no que se refere quer aos transportes por meio de conjuntos de veículos acoplados quer aos transportes de mudanças,

ADOPTOU A PRESENTE DIRECTIVA :

Artigo 1º

A Directiva 65/269/CEE é alterada do seguinte modo :

1. Ao artigo 1º, segundo parágrafo, é aditado o seguinte texto :  
"... ou num outro Estado da Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes que tenham aceite o regime da concessão da autorização ao veículo tractor".
2. O modelo de autorização para as mudanças internacionais, em anexo à Directiva 65/269/CEE, é substituído pelo modelo de autorização que consta do Anexo da presente directiva.

Artigo 2º

Os Estados-membros tomarão as medidas necessárias para dar cumprimento à presente directiva o mais tardar em 31 de Dezembro de 1988. Desse facto informarão imediatamente a Comissão.

Artigo 3º

Os Estados-membros são destinatários da presente decisão.

Feito em Bruxelas

Pelo Conselho  
O Presidente

CEM

(Sigla CEE)

Estado que concede a autorização

(Sinal distintivo do País)	(Organismo competente)
----------------------------	------------------------

Autorização a prazo

**AUTORIZAÇÃO Nº  
PARA MUDANÇAS INTERNACIONAIS**

A presente autorização habilita .....

(Nome ou firma do transportador e morada completa)

a efectuar transportes de mudanças internacionais nas relações de tráfego entre a República da Alemanha (D), Áustria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), Espanha (E), Finlândia (SF), França (F), Grécia (GR), Irlanda (IRL), Itália (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Baixos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suécia (S), Suíça (CH), Turquia (TR) e Jugoslávia (YU) por meio de um veículo isolado ou de um conjunto de veículos acoplados, e a deslocar em vazio estes veículos através do território destes Estados.

A presente autorização é válida de .....  
a .....

Emitida em ..... a .....

(Assinatura e carimbo do organismo  
que emite a autorização - Estado  
onde o veículo está matriculado)

EEESC

#### Disposições gerais

A presente autorização deve encontrar-se a bordo do veículo e ser apresentada sempre que os agentes encarregados do controlo o solicitarem.

Esta autorização permite apenas a realização de mudanças internacionais. Não é válida para transportes nacionais.

Não é transmissível a terceiros.

O transportador é obrigado a respeitar, no território de cada Estado-membro, as disposições legislativas, regulamentares e administrativas em vigor nesse Estado, nomeadamente em matéria de transporte e de circulação.

(Indicações respeitantes à primeira página da presente autorização, redigidas nas línguas oficiais de todos os Estados em causa)

D Diese Genehmigung berechtigt den auf Seite 1 bezeichneten Unternehmer, in dem angegebenen Zeitraum internationale Beförderungen von Umzugsgut auf den Verkehrsrelationen zwischen der Bundesrepublik Deutschland (D), Österreich (A), Belgien (B), Dänemark (DK), Finnland (SF), Frankreich (F), Griechenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), den Niederlanden (NL), Norwegen (N), Portugal (P), Spanien (E), Schweden (S), Schweiz (CH), Vereinigtes Königreich (GB), Türkei (TR) und Jugoslawien (YU), und zwar mit einem Einzelfahrzeug oder mehreren miteinander verbundenen Fahrzeugen sowie Leerfahrten mit diesen Fahrzeugen im gesamten Gebiet dieser Staaten durchzuführen.

DK Denne tilladelse giver indehaveren ret til, i den anførte periode, at udføre internationale flytte transporter på trafikforbindelserne mellem Vesttyskland (D), Østtyskland (D), Østirig (A), Belgien (B), Danmark (DK), Spanien (E), Finland (SF), Frankrig (F), Grækenland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxembourg (L), Norge (N), Holland (NL), Portugal (P), Storbritannien (GB), Sverige (S), Schweiz (CH), Tyrkiet (TR) og Jugoslavien (YU), ved hjælp af sololastvogn eller vogntog, og at føre sådanne køretøjer tomme gennem hele territoriet i disse lande.

E La presente autorización faculta al transportista que en ella se designa y por el periodo indicado, para efectuar mudanzas internacionales en las relaciones de tráfico entre la República Federal de Alemania (D), Austria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), España (E), Finlandia (SF), Francia (F), Grecia (GR), Irlanda (IRL), Italia (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Países Bajos (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suecia (S), Suiza (CH), Turquía (TR) y Yugoslavia (YU), por medio de un vehículo aislado o de un conjunto de vehículos articulados, y para desplazar en vacío este vehículo por todo el territorio de estos Estados.

F La présente autorisation habilite le transporteur qui y est désigné et pour la période indiquée, à effectuer des déménagements internationaux sur les relations de trafic entre la République Fédérale d'Allemagne (D), l'Autriche (A), la Belgique (B), le Danemark (DK), l'Espagne (E), la Finlande (SF), la France (F), la Grèce (GR), l'Irlande (IRL), l'Italie (I), le Luxembourg (L), la Norvège (N), les Pays-Bas (NL), le Portugal (P), le Royaume-Uni (GB), la Suède (S), la Suisse (CH), la Turquie (TR) et la Yougoslavie (YU), au moyen d'un véhicule isolé ou d'un ensemble de véhicules couplés, et à déplacer à vide ces véhicules sur tout le territoire de ces Etats.

GB This licence entitles the carrier designated to carry out, for the period indicated, international removals on routes between the Federal Republic of Germany (D), Austria (A), Belgium (B), Denmark (DK), Finland (SF), France (F), Greece (GR), Ireland (IRL), Italy (I), Luxembourg (L), the Netherlands (NL), Norway (N), Portugal (P), Spain (E), Sweden (S), Switzerland (CH), the United Kingdom (GB), Turkey (TR) and Yugoslavia (YU), by means of a single vehicle or a combination of vehicles, and to run such vehicles unladen throughout these countries.

GR Η παρούσα άδεια δίνει το δικαίωμα στον υποδεικνυόμενο μεταφορέα και για την ενδεικνυόμενη περίοδο, να πραγματοποιεί διεθνείς μεταφορές στα οδικά δίκτυα μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας (D), της Αυστρίας (A), του Βελγίου (B), της Δανίας (DK), της Ισπανίας (E), της Φινλανδίας (SF), της Γαλλίας (F), της Ελλάδας (GR), της Ιρλανδίας (IRL), της Ιταλίας (I), του Λουξεμβούργου (L), της Νορβηγίας (N), της Ολλανδίας (NL), της Πορτογαλίας (P), του Ηνωμένου Βασιλείου (GB), της Σουηδίας (S), της Ελβετίας (CH), της Τουρκίας (TR) και της Γιουγκοσλαβίας (YU), μ' ένα μεμονωμένο όχημα ή ένα συνδυασμό οχημάτων και να μετακινεί κενό αυτό το όχημα σ' ολόκληρη την επικράτεια αυτών των κρατών.

I La presente autorizza il trasportatore designato e per il periodo indicato, ad effettuare traslochi internazionali per le relazioni di traffico fra la Repubblica Federale Tedesca (D), l'Austria (A), il Belgio (B), la Danimarca (DK), la Spagna (E), la Finlandia (SF), la Francia (F), la Grecia (GR), l'Irlanda (IRL), l'Italia (I), il Lussemburgo (L), la Norvegia (N), i Paesi Bassi (NL), il Portogallo (P), l'Inghilterra (GB), la Svezia (S), la Svizzera (CH), la Turchia (TR), e la Jugoslavia (YU) a mezzo di veicoli isolati o con veicoli accoppiati ed a spostare vuoti i veicoli su tutto il territorio di questi stati.

EEES

NL Deze machtiging machtigt de aangegeven vervoerondernemer voor de aangegeven periode tot het verrichten van internationale verhuizingen in de vervoersrelaties tussen de Bondsrepubliek Duitsland (D), Oostenrijk (A), België (B), Denemarken (DK), Finland (SF), Frankrijk (F), Griekenland (GR), Ierland (IRL), Italië (I), Luxemburg (L), Nederland (NL), Noorwegen (N), Portugal (P), Spanje (E), Zweden (S), Zwitserland (CH), Verenigd Koninkrijk (GB), Turkije (TR) en Joegoslavië (YU) met een afzonderlijk voertuig of een samenstel van aangekoppelde voertuigen en tot het leeg verplaatsen van deze voertuigen over het ganse grondgebied van deze landen.

M Denne kjøretillatelsen autoriserer den transportør den er utstedt til, og for den perioden den er utstedt for, til å utføre internasjonale flytteoppdrag på trafikkrelasjonene mellom Forbundsrepublikken Tyskland (D), Østerrike (A), Belgia (B), Danmark (DK), Spania (E), Finland (SF), Frankrike (F), Hellas (GR), Irland (IRL), Italia (I), Luxembourg (L), Norge (N), Nederland (NL), Portugal (P), Storbritannia (GB), Sverige (S), Sveits (CH), Tyrkia (TR) og Jugoslavia (YU), ved hjelp av et enkelt motorkjøretøy eller ved sammenkopling av flere kjøretøyer, og til å kjøre slik vogn ulastet gjennom hele territoriet i disse land.

P A presente autorização permite ao transportador nela mencionado, e durante o período indicado, realizar transportes internacionais de mudanças nas relações do tráfico entre a República Federal da Alemanha (D), Áustria (A), Bélgica (B), Dinamarca (DK), Espanha (E), Finlândia (SF), França (F), Grécia (GR), Irlanda (IRL), Itália (I), Luxemburgo (L), Noruega (N), Holanda (NL), Portugal (P), Reino Unido (GB), Suécia (S), Suíça (CH), Turquia (TR) e Jugoslávia (YU), por meio de um veículo isolado ou de um conjunto de veículos acoplados, bem como, circular em vazio pelo todo território destes Estados.

S Detta tillstånd berättigar däri nämnd transportör att under angivnen tidsperiod utföra internationella flyttgodstransporter på väg mellan Förbundsrepubliken Tyskland (D), Österrike (A), Belgien (B), Danmark (DK), Finland (SF), Frankrike (F), Grekland (GR), Irland (IRL), Italien (I), Luxemburg (L), Nederländerna (NL), Norge (N), Portugal (P), Spanien (E), Sverige (S), Schweiz (CH), Storbritannien (GB), Turkiet (TR) och Jugoslavien (YU) med enskilt fordon eller fordonskombination, och att köra sådana fordon utan last genom dessa länders territorium.

SF Tämä lupa oikeuttaa siinä mainitun liikenteenharjoittajan suorittamaan ilmoitettuna aikana kansainvälistä muuttokuljetusta Saksan liittotasavaltaan (D), Itävaltaan (A), Belgiaan (B), Tanskaan (DK), Espanjaan (E), Suomeen (SF), Ranskaan (F), Kreikkaan (GR), Irlantiin (IRL), Italiaan (I), Luxemburgin (L), Norjiaan (N), Alankomaiden (NL), Portugalin (P), Yhdistyneen kuningaskunnan (GB), Ruotsiin (S), Sveitsiin (CH), Turkin (TR) ja Jugoslavian (YU) välillä käyttäen yksittäistä ajoneuvoa tai ajoneuvoyhdistelmää sekä kuljettamaan tällaisia ajoneuvoja kuormaamattomina näiden valtioiden koko alueella.

TR Bu lisans uluslararası eşya taşımacılığı yapan taşımacıyı belirtilen süre içinde Federal Almanya Cumhuriyeti (D), Avusturya (A), Belçika (B), Danimarka (DK), Finlandiya (SF), Fransa (F), Yunanistan (GR), İrlanda (IRL), İtalya (I), Lüksemburg (L), Hollanda (NL), Norveç (N), Portekiz (P), İspanya (E), İsveç (S), İsviçre (CH), İngiltere (GB), Türkiye (TR) Yugoslavya (YU) arasındaki seyahatler için araç veya araçlar kombinasyonu ile uluslararası eşya taşımacılığı yapmaya ve bu ülkelerin bütün toprakları üzerinden bu kabul araçları taşıyarak geçirmeye yetkili kılar.

YU Ova dozvola daje pravo prevozniku kome je namenjena da obavlja, u navedenom periodu, medjunarodne selidbene prevoze na putevima izmedju SR Nemačke (D), Austrije (A), Belgije (B), Danske (DK), Finske (SF), Francuske (F), Grčke (GR), Irske (IRL), Italije (I), Luksemburga (L), Nolandije (NL), Norveške (N), Portugalije (P), Spanije (E), Švedske (S), Švajcarske (CH), Ujedinjenog Kraljevstva (GB), Turske (TR) i Jugoslavije (YU) vozilom ili kombinacijom vozila, kao i da takva vozila vozi prazna preko cele teritorije ovih zemalja.

SAISINE DE LA SECTION DES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS  
à titre principal

EESC - Historical Archives

(R/CES 207/88)

- d) Section des transports
6. Transports de marchandises par route (\*)  
(doc. COM(88) 10 final)  
- session de juillet
7. ~~Application civile vert~~ Télécommunications (\*)  
- session d'avril

(\*) Ces saisines sont décidées afin de permettre aux sections d'organiser les travaux en prévision de l'élaboration des avis correspondants.

EUROPEAN COMMUNITY  
THE ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE  
THE SECRETARY-GENERAL

Brussels, 14 III. 1988

1385

Dear Sir,

On 26 February 1988 the Council of the European Communities decided to consult the Economic and Social Committee on the

"Proposal for a Council Directive amending Directive 65/269/EEC concerning the standardization of certain rules relating to authorizations for the carriage of goods by road between Member States"  
(doc. COM(88) 10 final).

Since this matter falls within the remit of the Section for Transport and Communications, the Committee Bureau has decided, in accordance with Article 22 of the Rules of Procedure, to instruct this Section to draw up the relevant Opinion.

The Committee Chairman requests you to make arrangements for the Section's work so as to enable the Committee to deliver its Opinion as soon as possible.

Yours faithfully,  
For the Secretary-General

A. GRAZIOSI  
Director-General

Mr Lawrence J. SMITH  
69, Bevington Close  
Patchway  
UK - BRISTOL B512 5NP

EESC - Historical Archives

| "AUTORISATION TRANSPORTS  
| MARCHANDISES PAR ROUTE  
| (DEMEMAGEMENTS  
| INTERNATIONAUX)"  
(Nouvelle saisine)

/TRA/153/

Dir. B

Bruxelles, le 7 mars 1988  
2, rue Ravenstein

Note d'information

Objet : "Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres"

Réf. : doc. COM(88) 10 final

---

A. Procédure

Saisine du Conseil : le 26 février 1988

Décision du Bureau : le 23 février 1988 (en prévision de la saisine du Conseil)

Compétence : section des transports et communications

Organisation des travaux de la section :

Président : M. L.J. SMITH

Groupe de rédaction : Rapporteur : M. EULEN

Membres : MM. CORELL AYORA  
MORELAND

Messieurs les Conseillers

Membres du Comité économique et social

---

## B. Contenu essentiel de la proposition de la Commission

Les transports de déménagements effectués entre Etats membres de la Communauté sont régis par la directive 65/269/CEE du Conseil du 13 mai 1965 concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres. En vertu de ces dispositions les déménagements par route entre Etats membres sont libérés de tout régime de contingentement mais sont soumis à autorisation. Cette autorisation est délivrée par l'Etat membre sur le territoire duquel le transporteur est établi; elle habilite celui-ci à effectuer des déménagements internationaux sur tout le territoire de la Communauté.

La même directive stipule en outre que lorsque des transports de marchandises par route entre les Etats membres sont effectués au moyen d'un ensemble de véhicules couplés dont les éléments sont immatriculés ou admis à la circulation dans un Etat membre, l'autorisation requise est délivrée au véhicule tracteur et que cette autorisation couvre l'ensemble de véhicules couplés, c'est-à-dire le véhicule tracteur et la remorque ou la semi-remorque.

Les 21 et 22 mai 1986 les Etats de la CEMT, à l'exception de la Turquie et de la Yougoslavie, ont adopté la résolution n° 47 concernant le régime de la délivrance des autorisations pour les transports internationaux par route entre les pays membres de la CEMT.

Cette résolution a pour effet d'instaurer entre les Etats de la CEMT sauf la Turquie et la Yougoslavie, le même régime de délivrance des autorisations aux véhicules tracteurs que celui qui existe entre les Etats membres de la Communauté.

La présente proposition vise donc à ce que l'autorisation valable pour les déménagements entre Etats membres de la CEE soit utilisable pour les déménagements internationaux également sur le territoire des Etats de la CEMT, non membres de la CEE; pour les transports de marchandises par route entre Etats membres effectués au moyen d'un ensemble de véhicules couplés dont le véhicule tracteur est immatriculé dans un Etat membre, l'autorisation couvre également la remorque ou la semi-remorque immatriculée ou admise à la circulation dans un Etat de la CEMT, non membre de la CEE et ayant accepté ledit régime de délivrance de l'autorisation au véhicule tracteur (exclusion de la Turquie et de la Yougoslavie).

"GENEHMIGUNGEN GÜTER-  
KRAFTVERKEHR (UMZUGSGUT)"  
(Neue Befassung)

VERK/153/

Dir. B

Brüssel, den 7. März 1988  
2, rue Ravenstein

**Informationsvermerk**

**Betrifft:** "Vorschlag für eine Richtlinie des Rates zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG zur Vereinheitlichung gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten" (Dok. KOM (88) 10 endg.)

---

**A. Verfahren**

**Befassung des Ausschusses:** am 26. Februar 1988

**Beschluß des Präsidiums:** am 23. Februar 1988 (im Vorgriff auf die Befassung durch den Rat)

**Zuständig:** Fachgruppe Verkehr und Kommunikationsmittel

**Regelung der Arbeiten der Fachgruppe:**

**Vorsitzender:** Herr L.J. SMITH

**Redaktionsgruppe:** **Berichterstatter:** Herr EULEN

**Mitglieder:** die Herren CORELL AYORA  
MORELAND

An die Mitglieder  
des Wirtschafts- und  
Sozialausschusses

---

## **B. Wesentlicher Inhalt des Kommissionsvorschlags**

Für die Beförderung von Umzugsgut zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft ist die Richtlinie 65/269/EWG des Rates vom 13. Mai 1965 zur Vereinheitlichung gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten maßgebend. Nach diesen Bestimmungen unterliegt die Beförderung von Umzugsgut im Straßenverkehr zwischen den Mitgliedstaaten keiner Kontingentierung, ist aber genehmigungspflichtig. Diese Genehmigung wird von dem Mitgliedstaat erteilt, in dessen Hoheitsgebiet der Verkehrsunternehmer niedergelassen ist; sie ermächtigt diesen zur grenzüberschreitenden Beförderung von Umzugsgut im gesamten Gebiet der Gemeinschaft.

In der Richtlinie ist außerdem festgelegt, daß bei Beförderungen im Güterkraftverkehr zwischen Mitgliedstaaten mit Fahrzeugkombinationen, deren aneinandergeschaltete Fahrzeuge in einem Mitgliedstaat zugelassen oder zum Betrieb freigegeben sind, die erforderliche Genehmigung für die Zugmaschine erteilt wird und diese Genehmigung jeweils für sämtliche aneinandergeschaltete Fahrzeuge, d.h. die Zugmaschine und den Anhänger oder den Sattelanhänger, gilt.

Am 21. und 22. Mai 1986 verabschiedeten die Mitgliedstaaten der EKVM, ausgenommen Jugoslawien und die Türkei, die Entschließung Nr. 47 über die Regelung der Erteilung der Genehmigungen für den grenzüberschreitenden Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten der EKVM.

Mit dieser Entschließung wird zwischen den Mitgliedstaaten der EKVM, ausgenommen Jugoslawien und die Türkei, dieselbe Regelung für die Erteilung der Genehmigungen für Zugmaschinen eingeführt, wie sie zwischen den Mitgliedstaaten besteht.

Der Zweck der nun vorgeschlagenen Maßnahmen besteht folglich darin, daß die für die Beförderung von Umzugsgut zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft gültige Genehmigung auch für grenzüberschreitende Beförderungen von Umzugsgut im Hoheitsgebiet der Länder der EKVM, die nicht der Europäischen Gemeinschaft angehören, verwendet werden kann; bei Beförderungen im Güterkraftverkehr zwischen Mitgliedstaaten mit Fahrzeugkombinationen, deren Zugmaschine in einem Mitgliedstaat zugelassen ist, soll die Genehmigung auch für den Anhänger oder Sattelanhänger gelten, wenn dieser in einem Land der EKVM, das nicht der Europäischen Gemeinschaft angehört und die genannte Regelung für die Erteilung der Genehmigungen für Zugmaschinen anerkennt (ausgenommen Jugoslawien und die Türkei), zugelassen oder zum Betrieb freigegeben ist.

GOODS TRANSPORT BY ROAD  
- INTERNATIONAL REMOVALS  
(New request for an Opinion)

TRA/153/

Dir. B.

2, rue Ravenstein,  
Brussels, 7 March 1988

Information Memo

**Subject :** Proposal for a Council Directive amending Directive 65/269/EEC concerning the Standardization of Certain Rules relating to Authorizations for the Carriage of Goods by Road between Member States

**Ref. :** COM(88) 10 final

---

**A. Procedure**

**Council's request :** 26 February 1988

**ESC Bureau's decision :** 23 February 1988 (in anticipation of the Council's request)

**Referred to :** Section for Transport and Communications

**Organization of Section work :**

**Chairman :** Mr L.J. SMITH

**Drafting Group :** **Rapporteur :** Mr EULEN

**Members :** Mr CORELL AYORA  
Mr MORELAND

To the Members of the  
Economic and Social Committee

---

B. Gist of the Commission's proposal

Removals between Community Member States are governed by Council Directive 65/269/EEC of 13 May 1965 concerning the standardization of certain rules relating to authorizations for the carriage of goods by road between Member States. Pursuant to that Directive, removals by road between Member States are not subject to any quota system but are subject to authorization, to be granted by the Member State on whose territory the carrier is established. The authorization entitled the carrier to carry out international removals throughout the Community.

The same Directive also stipulates that, where goods are carried by road between Member States by means of a coupled combination of vehicles whose individual parts are registered or admitted to free circulation in a Member State, the necessary authorization shall be issued in respect of the tractor and shall cover the entire combination of coupled vehicles, i.e. the tractor and the trailer or semi-trailer.

On 21 and 22 May 1986 the ECMT member countries, except Turkey and Yugoslavia, adopted Resolution No. 47 concerning the system of issuing licences for international transport operations by road between ECMT Member States.

This Resolution introduces for the ECMT countries except Turkey and Yugoslavia the same system of issuing authorizations for tractors as that in force between Member States of the Community.

The aim of the present proposal is therefore to ensure that an authorization that is valid for removals between Community Member States may also be used for international removals on the territory of the ECMT member countries which are not members of the Community; for the carriage of goods by road between Member States by means of a vehicle combination of which the tractor is registered in a Member State, the authorization also covers a trailer or semi-trailer registered or admitted to free circulation in a non-EEC member country of the ECMT which has accepted the above-mentioned system for issuing authorizations for tractors (excluding Turkey and Yugoslavia).

-----

AUTORIZZAZIONE TRASPORTI  
MERCİ SU STRADA  
(TRASLOCHI INTERNAZIONALI)  
(Nuova consultazione)

---

TRA/153/

Dir. B

Bruxelles, 7 marzo 1988  
2, rue Ravenstein

Nota d'informazione

Oggetto: "Proposta di direttiva del Consiglio che modifica la Direttiva 65/269/CEE che rende uniformi talune norme riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri"

Rif. : doc. COM(88) 10 def.

---

A. Procedura

Consultazione da parte del Consiglio: 26 febbraio 1988

Decisione dell'Ufficio di presidenza del Comitato: 23 febbraio 1988 (in previsione della consultazione da parte del Consiglio)

Organo competente: Sezione "Trasporti e comunicazioni"

Organizzazione dei lavori della Sezione:

Presidente: L.J. SMITH

Gruppo di redazione: Relatore : EULEN

Membri : CORELL AYORA  
MORELAND

Signori Consiglieri

Membri del Comitato economico e  
sociale

---

## Sintesi della proposta della Commissione

I trasporti di traslochi effettuati fra gli Stati membri sono disciplinati dalla Direttiva 65/269/CEE del Consiglio, del 13 maggio 1965, che rende uniformi talune norme riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri. A norma di tali disposizioni, i traslochi su strada fra Stati membri sono esenti da qualsiasi regime di contingentamento, ma sono soggetti ad autorizzazione. Questa è rilasciata dallo Stato membro sul cui territorio è stabilito il vettore; l'autorizzazione abilita il vettore ad effettuare traslochi internazionali su tutto il territorio della Comunità.

La medesima direttiva stabilisce inoltre che quando i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri sono effettuati mediante un insieme di veicoli accoppiati i cui singoli elementi sono immatricolati o ammessi alla circolazione in uno Stato membro, l'autorizzazione necessaria è rilasciata alla motrice e tale autorizzazione si riferisce a tutto l'insieme di veicoli accoppiati, vale a dire alla motrice ed al rimorchio o al semirimorchio.

Il 21 e 22 maggio 1986 gli Stati della CEMT, ad eccezione della Turchia e della Jugoslavia, hanno adottato la risoluzione n° 47 concernente il regime di rilascio delle autorizzazioni per i trasporti internazionali su strada fra i paesi membri della CEMT.

Tale risoluzione ha l'effetto d'instaurare negli Stati della CEMT, ad eccezione della Turchia e della Jugoslavia, un regime di rilascio delle autorizzazioni alle motrici identico a quello già esistente fra gli Stati membri della Comunità.

La proposta è dunque volta a far sì che l'autorizzazione valida per i traslochi fra Stati membri della CEE sia utilizzabile anche per i traslochi internazionali sul territorio degli Stati della CEMT non membri della CEE; nel caso dei trasporti di merci su strada fra Stati membri effettuati con un insieme di veicoli accoppiati la cui motrice è immatricolata in uno Stato membro, l'autorizzazione copra anche il rimorchio o il semirimorchio immatricolato o ammesso alla circolazione in uno Stato della CEMT, non membro della CEE, che abbia accettato detto regime di rilascio dell'autorizzazione alla motrice (escluse Turchia e Jugoslavia).

-----

| "MACHTIGINGEN GOEDEREN-  
| VERVOER OVER DE WEG  
| (INTERNATIONALE  
| VERHUISTRANSPORTEN)"  
| (Nieuwe raadpleging)  
|

TRA/153/

Dir. B

Brussel, 7 maart 1988  
Ravensteinstraat 2

Informatieve nota

Betreft: "Voorstel voor een richtlijn van de Raad tot wijziging van Richtlijn 65/269/EEG betreffende de eenmaking van bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten"

Ref. : (doc. COM(88) 10 def.)

A. Procedure

Raadpleging door de Raad: 26 februari 1988

Besluit van het Bureau: 23 februari 1988 (vooruitlopend op de raadpleging door de Raad)

Bevoegde Afdeling: Afdeling voor vervoer en communicatie

Organisatie van de werkzaamheden van de Afdeling:

Voorzitter: L.J. SMITH

Redactiegroep

Rapporteur: EULEN

Leden : CORELL AYORA  
MORELAND

Aan de leden  
van het Economisch en Sociaal Comité

## B. Essentie van het voorstel van de Commissie

Verhuistransporten tussen lid-staten van de Gemeenschap vallen onder Richtlijn 65/269/EEG van de Raad van 13 mei 1965 betreffende de eenmaking van bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten. Krachtens deze bepalingen mag voor verhuistransporten tussen lid-staten geen contingentenstelsel gelden, maar is voor dergelijk vervoer wel een machtiging vereist. Deze wordt afgegeven door de lid-staat waarin de vervoerder is gevestigd. Krachtens de machtiging mag de vervoerder overal in de Gemeenschap internationale verhuistransporten verrichten.

In dezelfde Richtlijn 65/269/EEG wordt bovendien bepaald dat, indien het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten wordt verricht met een samenstel van aaneengekoppelde voertuigen waarvan de samenstellende delen in een lid-staat zijn ingeschreven of tot het verkeer toegelaten, de vereiste vergunning voor het trekkende voertuig wordt afgegeven en voor het samenstel van aaneengekoppelde voertuigen, d.w.z. het trekkende voertuig en de aanhangwagen of oplegger, geldt.

Op 21 en 22 mei 1986 hebben de CEMT-landen met uitzondering van Turkije en Joegoslavië Resolutie no. 47 betreffende de afgifte van machtigingen voor het internationaal vervoer over de weg tussen de CEMT-landen goedgekeurd.

Deze resolutie heeft tot gevolg dat tussen de CEMT-landen met uitzondering van Turkije en Joegoslavië het voor de lid-staten van de Gemeenschap van kracht zijnde stelsel voor de afgifte van vergunningen voor trekkende voertuigen wordt ingevoerd.

Doel van dit voorstel is, de voor verhuistransporten tussen lid-staten van de EEG geldende machtiging eveneens bruikbaar te maken voor internationaal verhuisvervoer op het grondgebied van de CEMT-landen die geen lid zijn van de EEG; en de afgegeven vergunning voor het goederenvervoer over de weg tussen lid-staten met een voertuigcombinatie waarvan het trekkende voertuig in een lid-staat is ingeschreven, eveneens geldig te maken voor de aanhangwagen of oplegger ingeschreven of tot het verkeer toegelaten in een CEMT-land dat geen lid is van de EEG en dat de afgifte van de vergunning voor het trekkende voertuig heeft aanvaard (met uitzondering van Turkije en Joegoslavië).

"FLYTTEGODSTILLADELSE"  
(Ny høring)

/TRA/153/

Dir. B

Bruxelles, den 7. marts 1988  
Rue Ravenstein 2

Informationsnote

Ang.: Forslag til Rådets direktiv om ændring af direktiv 65/269/EØF om gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne

Ref.: KOM(88) 10 endelig udg.

A. Procedure

Forelæggelse ved Rådet: 26. februar 1988

Udvalgspræsidiets beslutning: 23. februar 1988 (i forventning om høring)

Kompetence: sektionen for transport og kommunikation

Tilrettelæggelse af sektionens arbejde:

Formand: L.J. SMITH

Redaktionsgruppe: Ordfører: EULEN

Medlemmer: CORELL AYORA  
MORELAND

Til medlemmerne af  
Det Økonomiske og Sociale Udvalg

## B. Resumé af Kommissionens forslag

Transport af flyttegods mellem Fællesskabets medlemsstater foretages i henhold til Rådets direktiv 65/269/EØF af 13. maj 1965 om gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne. I henhold til disse bestemmelser er transport af flyttegods ad landevej mellem medlemsstaterne fritaget for enhver kontingentordning, men der skal foreligge en tilladelse. Denne tilladelse udstedes af den medlemsstat, hvor transportvirksomheden har sit hjemsted; den bemyndiger denne til at udføre international transport af flyttegods inden for hele Fællesskabet.

I samme direktiv er der også fastsat bestemmelser om, at såfremt godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne udføres ved hjælp af et vogntog med flere sammenkoblede køretøjer, der er indregistreret eller godkendt til kørsel i en medlemsstat, udstedes den fornødne tilladelse til det trækkende køretøj, men gælder for hele vogntoget, dvs. det trækkende køretøj og påhængsvognen eller sættevognen.

Den 21. og 22. maj 1986 vedtog CEMT-landene - med undtagelse af Tyrkiet og Jugoslavien - resolution nr. 47 om ordningen for udstedelse af tilladelser til international transport ad landevej mellem CEMT-landene.

Formålet med denne resolution er i CEMT-landene - bortset fra Tyrkiet og Jugoslavien - at indføre den samme ordning for udstedelse af tilladelser til trækkende køretøjer som den, der findes i Fællesskabets medlemsstater.

Det foreliggende forslag har således følgende formål: En tilladelse, der gælder for transport af flyttegods mellem Fællesskabets medlemsstater, skal også være gyldig til international transport af flyttegods i de CEMT-lande, der ikke er medlemmer af Fællesskabet; og: for så vidt angår godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne, der udføres ved hjælp af et vogntog, hvis trækkende køretøj er indregistreret i en medlemsstat, dækker tilladelsen tillige påhængsvognen eller sættevognen, der er indregistreret eller godkendt til kørsel i et CEMT-land, der ikke er medlem af Fællesskabet, og som har godkendt ovennævnte ordning for udstedelse af tilladelser til trækkende køretøjer (altså ikke Tyrkiet og Jugoslavien).

-----

Ι "ΑΔΕΙΕΣ ΓΙΑ ΤΙΣ ΟΔΙΚΕΣ  
Ι ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ  
Ι (ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΙΣ)"  
Ι (Νέα αίτηση γνωμοδότησης)

/ΜΕΤ/153/

Διευθ. Β

Βρυξέλλες, 7 Μαρτίου 1988.  
2, rue RAVENSTEIN

Ενημερωτικό σημείωμα

**Θέμα :** "Πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου η οποία τροποποιεί την οδηγία 65/269/ΕΟΚ σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων κανόνων που αφορούν τις άδειες για οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών"

**Σχετ. :** έγγρ. COM(88) 10 τελικό

**A. Διαδικασία**

**Αίτηση γνωμοδότησης του Συμβουλίου :** της 26ης Φεβρουαρίου 1988

**Απόφαση του Προεδρείου :** της 23ης Φεβρουαρίου 1988 (ενόψει της αίτησης γνωμοδότησης του Συμβουλίου)

**Αρμοδιότητα :** του τμήματος μεταφορών και επικοινωνιών

**Οργάνωση των εργασιών του τμήματος :**

**Πρόεδρος :** ο κ. L.J. SMITH

**Συντακτική ομάδα :**

**Εισηγητής :** ο κ. EULEN

**Μέλη :** οι κ.κ. CORELL AYORA MORELAND

Προς τα μέλη της  
Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής

## B. Κύρια σημεία της πρότασης της Επιτροπής

Οι μεταφορές για μετακομίσεις που πραγματοποιούνται μεταξύ των κρατών μελών της Κοινότητας διέπονται από την οδηγία 65/269/ΕΟΚ του Συμβουλίου της 13ης Μαΐου 1965 σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων κανόνων που αφορούν τις άδειες για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών. Βάσει των διατάξεων αυτών οι διαμετακομίσεις που πραγματοποιούνται οδικώς μεταξύ κρατών μελών ελευθερώνονται από κάθε καθεστώς ποσόστωσης, υπόκεινται όμως στην έκδοση άδειας. Η άδεια αυτή εκδίδεται από το κράτος μέλος στο έδαφος του οποίου είναι εγκατεστημένος ο μεταφορέας· με αυτήν εξουσιοδοτείται ο μεταφορέας να πραγματοποιήσει διεθνείς μετακομίσεις σε όλο το έδαφος της Κοινότητας.

Η ίδια οδηγία ορίζει εξάλλου ότι όταν πραγματοποιούνται οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών με συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων των οποίων τα επί μέρους τμήματα είναι εγγεγραμμένα ή γίνονται δεκτά στην κυκλοφορία σε άλλο κράτος μέλος, η απαιτούμενη άδεια εκδίδεται για το όχημα έλξης και ότι η άδεια αυτή καλύπτει το συνδυασμό των συζευγμένων οχημάτων, δηλαδή και το όχημα έλξης και το ρυμουλκό ή το ημιρυμουλκό.

Στις 21 και 22 Μαΐου 1986 τα κράτη της CEMT, εκτός από την Τουρκία και την Γιουγκοσλαβία, ενέκριναν το ψήφισμα αριθ. 47 σχετικά με το καθεστώς της έκδοσης των αδειών για τις διεθνείς οδικές μεταφορές μεταξύ των κρατών μελών της CEMT.

Το ψήφισμα αυτό έχει ως στόχο να καθιερώσει μεταξύ των κρατών της CEMT, εκτός από την Τουρκία και τη Γιουγκοσλαβία, το ίδιο καθεστώς έκδοσης των αδειών για τα οχήματα έλξης με εκείνο που υφίσταται μεταξύ των κρατών μελών της Κοινότητας.

Στόχος λοιπόν της παρούσας πρότασης είναι η άδεια που ισχύει για τις μετακομίσεις μεταξύ κρατών μελών της ΕΟΚ να μπορεί να χρησιμοποιηθεί για τις διεθνείς μετακομίσεις και στο έδαφος των κρατών της CEMT, μη μελών της ΕΟΚ, και για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ κρατών μελών που πραγματοποιούνται με συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων των οποίων το όχημα έλξης είναι εγγεγραμμένο σε ένα κράτος μέλος, η άδεια να καλύπτει επίσης το ρυμουλκό ή το ημιρυμουλκό που είναι καταχωρημένο ή γίνεται δεκτό στην κυκλοφορία σε κράτος μέλος, της CEMT, μη μέλους της ΕΟΚ, το οποίο όμως έχει αποδεχτεί το εν λόγω καθεστώς έκδοσης της άδειας για το όχημα έλξης (εκτός από την Τουρκία και τη Γιουγκοσλαβία).

| "AUTORIZACION TRANSPORTES  
| MERCANCIAS POR CARRETERA  
| (MUDANZAS  
| INTERNACIONALES)  
|  
(nueva consulta)

        
        
/IRA/153/

Dir. B

Bruselas, 7 de marzo de 1988  
2, rue Ravenstein

Nota\_informativa

**Asunto :** "Propuesta de Directiva del Consejo por la que se modifica la Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización de determinadas normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros"

**Ref. :** doc. COM(88) 10 final  
-----

**1. Consulta del Consejo :** 26 de febrero de 1988

**Decisión de la Mesa :** 23 de febrero de 1988

**Competencia :** Sección de Transportes y Comunicaciones

**Organización de los trabajos de la Sección**

**Presidente :** Sr. L.J. SMITH

**Grupo de redacción**

**Ponente :** Sr. EULEN

**Miembros :** Sres. CORELL AYORA  
MORELAND

**Señores Consejeros  
Miembros del Comité Económico y Social**  
-----

## 2. Contenido esencial de la propuesta de la Comisión

Los transportes de mudanzas realizados entre Estados miembros de la Comunidad están regulados por la Directiva 65/269/CEE del Consejo del 13 de mayo de 1965 relativa a la uniformización de determinadas normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros. En virtud de sus disposiciones, las mudanzas por carretera entre Estados miembros no están sometidas a ningún régimen de contingentación pero sí a autorización, que debe ser expedida por el Estado miembro en cuyo territorio esté establecido el transportista; dicha autorización permite al transportista realizar mudanzas internacionales por todo el territorio de la Comunidad.

Además, la misma Directiva estipula que cuando se realizan transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros mediante un conjunto de vehículos articulados cuyos elementos estén matriculados o tengan permiso de circulación en un Estado miembro, la autorización requerida se concede al vehículo tractor y que esta autorización cubre al conjunto de vehículos articulados, es decir, el vehículo tractor y el remolque o semiremolque.

Los días 21 y 22 de mayo de 1986, los Estados de la CEMPT, excepto Turquía y Yugoslavia, adoptaron la Resolución nº 47 relativa al régimen de expedición de autorizaciones para transportes internacionales por carretera entre los países miembros de la CEMT.

Esta Resolución tiene por efecto la instauración entre los Estados de la CEMPT, excepto Turquía y Yugoslavia, del mismo régimen de expedición de autorizaciones para vehículos tractores que el existente entre los Estados miembros de la Comunidad.

La presente propuesta pretende que la autorización que sirve para mudanzas entre Estados miembros de la CEE se pueda utilizar también para mudanzas internacionales en territorio de los Estados de la CEMT no miembros de la CEE; para transportes de mercancías por carretera entre Estados miembros realizados mediante un conjunto de vehículos articulados cuyo vehículo tractor esté matriculado en un Estado miembro, la autorización cubre también al remolque o semiremolque matriculado o con permiso de circulación en un Estado de la CEMT no miembro de la CEE que haya adoptado dicho régimen de expedición de autorizaciones para los vehículos tractores (exclusión de Turquía y Yugoslavia).

-----

"AUTORIZAÇÃO TRANSPORTES  
RODOVIÁRIOS DE MERCADORIAS  
(MUDANÇAS INTERNACIONAIS)"

(Nova consulta)

/TRA/153/

Dir. B

Bruxelas, 7 de Março de 1988  
2, rue Ravenstein

Nota informativa

Assunto: "Proposta de directiva do Conselho que altera a Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros"

Ref.: doc. COM(88) 10 final

A. Processo

Consulta do Conselho: 26 de Fevereiro de 1988

Decisão da Mesa: 23 de Fevereiro de 1988 (na expectativa da consulta do Conselho)

Competência: Secção dos Transportes e Comunicações

Organização dos trabalhos da Secção:

Presidente: Sr. L.J. SMITH

Grupo de redacção: Relator : Sr. EULEN

Membros : Srs. CORELL AYORA  
MORELAND

Exmos. Senhores

Membros do Comité Económico e Social

B. Conteúdo essencial da proposta da Comissão

Os transportes de mudanças efectuados entre Estados-membros da Comunidade são regulados pela Directiva 65/269/CEE do Conselho, de 13 de Maio de 1965, relativa à uniformização de certas regras referentes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros. Em virtude destas disposições, as mudanças rodoviárias entre Estados-membros não estão sujeitas a qualquer regime de contingentamento, carecendo contudo de autorização. Esta autorização é concedida pelo Estado-membro em cujo território o transportador está estabelecido, habilitando-o a efectuar mudanças internacionais em todo o território da Comunidade.

A mesma directiva estipula ainda que, nos casos em que os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros são efectuados por meio de um conjunto de veículos acoplados, cujos elementos sejam registados ou autorizados a circular num Estado-membro, a autorização necessária é concedida ao veículo tractor, e que esta autorização abrange o conjunto de veículos acoplados, isto é, o veículo tractor e o reboque ou o semi-reboque.

Em 21 e 22 de Maio de 1986, os Estados da CEMT, à excepção da Turquia e da Jugoslávia, adoptaram a resolução nº 47 relativa ao regime de concessão da autorizações para os transportes rodoviários internacionais entre os países membros da CEMT.

Esta Resolução instaure entre os Estados da CEMT, excepto a Turquia e a Jugoslávia, um regime de concessão de autorizações para os veículos tractores idêntico ao que vigora entre os Estados-membros da Comunidade.

A presente proposta tem, pois, por objectivo que a autorização válida para as mudanças entre Estados-membros da CEE, possa igualmente ser utilizada para as mudanças internacionais no território dos Estados da CEMT não integrados na CEE; para os transportes rodoviários de mercadorias entre Estados-membros efectuados por meio de um conjunto de veículos acoplados, cujo veículo tractor esteja registado num Estado-membro, a autorização abrange igualmente o reboque ou o semi-reboque registado ou autorizado a circular num Estado da CEMT, não integrado na CEE, que tenha aceite o dito regime de concessão da autorização ao veículo tractor (excepto a Turquia e a Jugoslávia).

EESC - Historical Archives

Bruxelles, le 30 mars 1988

**PROJET D'AVIS**  
**de la section des transports et communications**  
**sur la**  
**"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive**  
**65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives**  
**aux autorisations pour les transports de marchandises par route**  
**entre les Etats membres"**  
**(doc. COM (88) 10 final)**

---

**Rapporteur: M. EULEN**

---

Transmission le 30 mars 1988

Membres de la section  
des transports et communications

N.B.: Ce document sera examiné lors de la réunion du 13 avril 1988.

Le 26 février 1988, le Conseil a décidé, conformément à l'article 75 du Traité, de consulter le Comité économique et social sur la

*"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres"*

*(doc. COM (88) 10 final)<sup>(1)</sup>*

La section des transports et communications, chargée de préparer les travaux en la matière, a élaboré son avis le ... (rapporteur: M....).

Le Comité économique et social a adopté l'avis suivant au cours de sa... session plénière, (séance du ...) par .....

\*  
\* \* \*

1. La section approuve la proposition de la Commission visant à étendre le régime communautaire relatif aux transports par véhicules couplés et aux déménagements par route à tous les pays adhérant à la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) (à l'exception de la Turquie et de la Yougoslavie dans le cas des transports par véhicules couplés). La directive concernée est la directive 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, modifiée par les directives 83/572/CEE<sup>(3)</sup> et 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

Il n'est pas nécessaire de revenir ici sur les avis du Comité<sup>(5)</sup> relatifs à ces directives. Il est cependant regrettable qu'il n'ait pas été tenu compte de la demande du Comité d'introduire une autorisation multilatérale pour les déménagements non pas dans le cadre de la première directive, mais au moyen d'une directive séparée. A juste titre, le Comité a attiré l'attention sur le danger résidant dans le fait qu'une multilatéralisation sélective des déménagements par route par le biais de la première directive pourrait également porter préjudice à la multilatéralisation d'autres catégories de transport touchées par cette directive.

3. En outre, la présente proposition peut donner lieu à une certaine confusion. En raison des décisions de la CEMT relatives à l'alignement de son régime au régime communautaire, la délivrance d'autorisations multilatérales pour les transports de

(1) JO n° C 59 du 3 mars 1988, page 5.

(2) JO n° 88 du 24 mai 1965, pages 1469/65.

(3) JO n° L 332 du 28 novembre 1983, page 33.

(4) JO n° L 309 du 21 novembre 1985, page 27.

(5) Avis du 28 novembre 1963: JO n° 168 du 27 octobre 1964, page 2631/64; avis du 23 février 1983: JO n° C 90 du 5 avril 1983, page 1; avis du 26 février 1981: JO n° C 138 du 9 juin 1981, page 54.

déménagements est valable dans tous les Etats adhérant à la CEMT alors que la validité des autorisations pour les véhicules couplés (véhicule tracteur et remorque) reste limitée aux Etats de la CEMT à l'exception de la Yougoslavie et de la Turquie.

4. Compte tenu de ces réserves, la section accueille favorablement la proposition de la Commission. Elle part cependant du principe que les abus en matière d'autorisations pour les transports de déménagements, qui ne sont soumis à aucun contingentement, sont exclus. La section espère que l'élargissement de la législation communautaire entraînera de nouveaux allègements dans le domaine des transports. En ce qui concerne l'exception que constituent la Yougoslavie et la Turquie, la section invite la Commission et le Conseil à mettre tous leurs moyens en oeuvre afin que ces pays abandonnent leur réserve.

---

Brüssel, den 30. März 1988

**ENTWURF EINER STELLUNGNAHME**  
**der Fachgruppe Verkehr und Kommunikationsmittel**  
**zu dem**  
**"Vorschlag für eine Richtlinie des Rates**  
**zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG**  
**zur Vereinheitlichung gewisser Regeln**  
**betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr**  
**zwischen den Mitgliedstaaten"**  
**(Dok. KOM (88) 10 endg.)**

---

**Berichterstatter: Herr EULEN**

---

**Versand: 30. März 1988**

**Mitglieder der Fachgruppe**  
**Verkehr und Kommunikationsmittel**

**NB: Dieses Dokument wird in der Fachgruppensitzung am 13. April 1988 erörtert.**

Der Rat beschloß am 26. Februar 1988, den Wirtschafts- und Sozialausschuß gemäß Artikel 75 des EWG-Vertrags um Stellungnahme zu folgender Vorlage zu ersuchen:

*"Vorschlag für eine Richtlinie des Rates zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG zur Vereinheitlichung gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten"*

(Dok. KOM (88) 10 endg.)<sup>(1)</sup>

Die mit der Vorbereitung der Arbeiten beauftragte Fachgruppe Verkehr und Kommunikationsmittel nahm ihre Stellungnahme am ... an. Berichterstatter war Herr EULEN.

Der Ausschuß verabschiedete auf seiner ... Plenartagung (Sitzung vom ...) ... folgende Stellungnahme:

1. Die Fachgruppe befürwortet den Kommissionsvorschlag, der darauf abzielt, die gemeinschaftlichen Regelungen hinsichtlich der Beförderungen mit Fahrzeugkombinationen als auch derjenigen von Umzugsgut auf alle Länder der Europäischen Konferenz der Verkehrsminister (EKVM) (mit Ausnahme Jugoslawiens und der Türkei im Falle der Beförderungen mit Fahrzeugkombinationen) auszudehnen. Dabei handelt es sich um die Richtlinie 65/269/EWG<sup>(2)</sup>, geändert durch die Richtlinien 83/572/EWG<sup>(3)</sup> bzw. 85/505/EWG<sup>(4)</sup>.

2. Die Stellungnahmen des Ausschusses<sup>(5)</sup> hinsichtlich dieser Richtlinien brauchen hier nicht wiederholt zu werden. Bedauerlich ist allerdings die Tatsache, daß die Anregung des Ausschusses, die Einführung einer multilateralen Genehmigung für den Umzugsverkehr nicht im Rahmen der ersten Richtlinie, sondern mit Hilfe einer separaten Richtlinie vorzunehmen, keine Berücksichtigung gefunden hat. Der Ausschuß hatte mit Recht auf die Gefahr hingewiesen, daß eine selektive Multilateralisierung des Umzugsverkehrs über den Weg der ersten Richtlinie auch eine Präjudizwirkung für die Multilateralisierung weiterer von dieser Richtlinie erfaßten Beförderungskategorien zur Folge haben könnte.

3. In bezug auf den vorliegenden Vorschlag kann sich darüber hinaus eine gewisse Konfusion aus der Tatsache ergeben, daß aufgrund der EKVM-Beschlüsse zur Angleichung an die EG-Regeln die Erteilung multilateraler Genehmigungen für die Beförderung

(1) ABl. Nr. C 59 vom 3.3.1988, S. 5

(2) ABl. Nr. 88 vom 24.5.1965, S. 1469/65

(3) ABl. Nr. L 332 vom 28.11.1983, S. 33

(4) ABl. Nr. L 309 vom 21.11.1985, S. 27

(5) Stellungnahme vom 28.11.1963 in: ABl. Nr. 168 vom 27.10.1964, S. 2631/64; Stellungnahme vom 23.2.1983 in: ABl. Nr. C 90 vom 5.4.1983, S. 1; Stellungnahme vom 26.2.1981 in: ABl. Nr. C 138 vom 9.6.1981, S. 54

von Umzugsgut in allen EKVM-Mitgliedstaaten gelten soll, während die Gültigkeit der Genehmigungen für Fahrzeugkombinationen (Zugmaschine und Anhänger) auf die EKVM-Staaten ohne Jugoslawien und die Türkei beschränkt bleibt.

4. Vorbehaltlich dieser Bedenken begrüßt die Fachgruppe den Kommissionsvorschlag. Sie geht allerdings davon aus, daß Mißbräuche der Genehmigungen für die Beförderung von Umzugsgut, die keiner Kontingentierung unterliegen, ausgeschlossen bleiben. Die Fachgruppe erwartet durch die Ausweitung des EG-Rechts weitere Erleichterungen für den Verkehr. Was die Ausnahme Jugoslawiens und der Türkei betrifft, fordert die Fachgruppe die Kommission und den Rat auf, alles daranzusetzen, daß diese Länder ihre Vorbehalte aufgeben.

---

TRA/153

Brussels, 30 March 1988

**DRAFT OPINION**  
**of the Section for Transport and Communications**  
**on the**  
**Proposal for a Council Directive 65/269/EEC concerning the**  
**standardization of certain rules relating to authorizations for the**  
**carriage of goods by road between Member States**  
**(COM(88) 10 final)**

---

**Rapporteur: Mr EULEN**

---

**Sent on: 30 March 1988**

**To the Members of the**  
**Section for Transport and Communications**

**N.B.: This document will be discussed at the meeting on 13 April 1988.**

**CES 294/88 D/AG/JKB/ss**

On 26 February 1988 the Council decided to consult the Economic and Social Committee, under Article 75 of the Treaty establishing the European Economic Community, on the

*Proposal for a Council Directive amending Directive 65/269/EEC concerning the standardization of certain rules relating to authorizations for the carriage of goods by road between Member States*

*(COM(88) 10 final)<sup>(1)</sup>.*

The Section for Transport and Communications, which was responsible for preparing the Committee's work on the subject, adopted its Opinion on .... The Rapporteur was Mr EULEN.

At its .... Plenary Session (meeting of ....) the Economic and Social Committee adopted the following Opinion by ....

1. The Section approves the Commission proposal for extending Community rules on removals and on vehicle combinations to all countries of the European Conference of Ministers of Transport (ECMT) (With the exception of Yugoslavia and Turkey in the case of vehicle combinations). The proposal involves Directive 65/269/EEC<sup>(2)</sup>, as amended by Directives 83/572/EEC<sup>(3)</sup> and 85/505/EEC<sup>(4)</sup>.

2. There is no need to repeat here what the Committee has already said about these Directives<sup>(5)</sup>. It is nevertheless regrettable that no action has been taken in response to the Committee's proposal that multilateral authorizations for removals be introduced under a separate Directive rather than by amending the initial Directive 65/269/EEC. At the time the Committee had rightly drawn attention to the danger that amending the initial Directive for the purpose of introducing multilateral provisions covering only removals might have an adverse effect on the introduction of multilateral provisions for other transport operations covered by the same Directive.

3. The present proposal may cause a certain amount of confusion since, in accordance with ECMT resolutions aligning on EC rules, multilateral authorizations for removals are to be valid in all ECMT countries whereas authorizations for the

(1) OJ No. C 59 of 3 March 1988, page 5

(2) OJ No. 88 of 24 May 1965, page 1469/65

(3) OJ No. L 332 of 28 November 1983, page 33

(4) OJ No. L 309 of 21 November 1985, page 27

(5) Opinion of 28 November 1963 in OJ No. 168 of 27 October 1964, page 2631/64; Opinion of 23 February 1983 in OJ No. C 90 of 5 April 1983, page 1; Opinion of 26 February 1981 in OJ No. C 138 of 9 June 1981, page 54.

carriage of goods by means of vehicle combinations (tractor and trailer) are to be valid in all ECMT countries with the exceptions of Yugoslavia and Turkey.

4. Subject to these reservations, the Section welcomes the Commission proposal. In doing so however, it assumes that there are no loopholes for misusing the quota-free authorizations for removals. The Section expects the extension of EC rules to lead to a further easing of restrictions on the carriage of goods. As far as the exceptions are concerned (Yugoslavia and Turkey), the Section calls upon the Commission and Council to do all in their power to ensure that the objections of these two countries are dropped.

---

Bruxelles, 30 marzo 1988

**Sezione "Trasporti e comunicazioni"**  
**PROGETTO DI PARERE**  
in merito alla  
"Proposta di direttiva del Consiglio che modifica la Direttiva  
65/269/CEE che rende uniformi talune norme riguardanti le  
autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri"  
(doc. COM (88) 10 def.)

---

Relatore: EULEN

---

Trasmissione: 30 marzo 1988

Membri della Sezione  
"Trasporti e comunicazioni"

N.B.: Il presente documento sarà esaminato nel corso della riunione della Sezione del 13 aprile 1988.

Il Consiglio, in data 26 febbraio 1988, ha deciso, conformemente all'art. 75 del Trattato che istituisce la Comunità economica europea, di consultare il Comitato economico e sociale in merito alla

*"Proposta di direttiva del Consiglio che modifica la Direttiva 65/269/CEE che rende uniformi talune norme riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri"*

(doc. COM(88) 10 def.)<sup>(1)</sup>

La Sezione "Trasporti e comunicazioni", incaricata di preparare i lavori in materia, ha formulato il parere sulla base della relazione EULEN in data .....

Il Comitato economico e sociale ha adottato il ....., nel corso della ..... sessione plenaria, il seguente parere:

1. La Sezione approva la proposta della Commissione, che mira ad estendere il regime comunitario concernente i trasporti mediante veicoli accoppiati e quelli relativi ai traslochi a tutti i paesi della Conferenza Europea dei Ministri dei Trasporti (CEMT), ad eccezione della Jugoslavia e della Turchia, nel caso dei trasporti mediante veicoli accoppiati. Si tratta della Direttiva 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, modificata dalle Direttive 83/572/CEE<sup>(3)</sup> e 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. Non occorre in questa sede riassumere i pareri del Comitato su tali direttive<sup>(5)</sup>. Si constata tuttavia con rammarico che le esortazioni del Comitato affinché venga introdotta un'autorizzazione multilaterale per i traslochi non nel quadro della prima direttiva, bensì mediante una direttiva distinta, non abbiano trovato riscontro. Giustamente il Comitato aveva messo in guardia dal rendere multilaterale selettivamente il settore dei traslochi mediante la prima direttiva, cosa che potrebbe risultare pregiudizievole qualora si volesse conferire carattere di multilateralità ad altre categorie di trasporti previste dalla medesima direttiva.

3. Inoltre, la presente proposta può dare adito a confusione in quanto, in base alle decisioni della CEMT concernenti l'allineamento al regime comunitario, il rilascio delle autorizzazioni multilaterali per i traslochi dovrebbe

(1) G.U. n° C 59 del 3 marzo 1988, pag. 5

(2) G.U. n° 88 del 24 maggio 1965, pagg. 1469

(3) G.U. n° L 332 del 28 novembre 1983, pag. 33

(4) G.U. n° L 309 del 21 novembre 1985, pag. 27

(5) Parere del 28 novembre 1963, G.U. n° 168 del 27 ottobre 1964, pag. 2631/64; parere del 23 febbraio 1983, G.U. n° C 90 del 5 aprile 1983, pag. 1; parere del 26 febbraio 1981, G.U. n° C 138 del 9 giugno 1981, pag. 54

valere per tutti i paesi della CEMT, mentre la validità delle autorizzazioni per i trasporti mediante veicoli accoppiati (motrice più rimorchi) resta limitata ai paesi della CEMT ad eccezione di Turchia e Jugoslavia.

4. A parte tali considerazioni, la Sezione approva la proposta della Commissione. Essa tuttavia dà per scontato che siano evitati abusi delle autorizzazioni per i traslochi esenti da regime di contingentamento. La Sezione auspica che l'estensione del regime comunitario contribuisca ad agevolare ulteriormente i trasporti. Per quanto riguarda l'eccezione rappresentata dalla Jugoslavia e dalla Turchia, la Sezione sollecita la Commissione e il Consiglio a fare di tutto affinché tali paesi tolgano le loro riserve.

---

Brussel, 30 maart 1988

**ONTWERP-ADVIES**  
van de Afdeling voor vervoer en communicatie  
over het

"Voorstel voor een richtlijn van de Raad tot wijziging van Richtlijn  
65/269/EEG betreffende de eenmaking van bepaalde regels met  
betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de  
weg tussen de lid-staten"  
(doc. COM (87) 10 def.)

---

Rapporteur: de heer EULEN

---

Toezending: 30 maart 1988

Leden van de Afdeling voor  
vervoer en communicatie

N.B.: Dit document zal worden behandeld tijdens de vergadering van 13 april 1988.

De Commissie heeft op 26 februari besloten, overeenkomstig de bepalingen van art. 75 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap het Economisch en Sociaal Comité te raadplegen over het

*"Voorstel voor een richtlijn van de Raad tot wijziging van Richtlijn 65/269/EEG betreffende de eenmaking van bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten"*

*(doc. COM (87) 10 def.)<sup>(1)</sup>.*

De Afdeling voor vervoer en communicatie, die met de voorbereiding van de desbetreffende werkzaamheden was belast, heeft haar advies op ... 1988 goedgekeurd. Rapporteur was de heer EULEN.

Het Economisch en Sociaal Comité heeft tijdens zijn ... Zitting (vergadering van ...) het volgende advies uitgebracht, dat met ... is goedgekeurd:

1. De Afdeling staat achter het voorstel van de Commissie dat ten doel heeft de Gemeenschapsbepalingen inzake het verhuisvervoer en het goederenvervoer over de weg met een voertuigcombinatie uit te breiden tot alle landen van de Europese conferentie van ministers van verkeer (CEMT), met uitzondering van Turkije en Joegoslavië voor het onderdeel goederenvervoer over de weg met een voertuigcombinatie. Het betreft hier Richtlijn 65/269/EEG<sup>(2)</sup>, gewijzigd bij de Richtlijnen 83/572/EEG<sup>(3)</sup> en 85/505/EEG<sup>(4)</sup>.

2. De adviezen van het Comité<sup>(5)</sup> over bovengenoemde richtlijnen behoeven hier niet herhaald te worden. Wel is het jammer dat geen rekening is gehouden met het voorstel van het Comité om de invoering van een internationale machtiging voor het verhuisvervoer niet in het kader van de eerste richtlijn, maar in een afzonderlijke richtlijn te regelen. Het Comité heeft er destijds terecht op gewezen dat een multilaterale regeling die alleen geldt voor het in de eerste richtlijn opgenomen internationale verhuisvervoer over de weg prejudiciële gevolgen zou hebben voor de overige in deze richtlijn opgenomen categorieën van het goederenvervoer.

3. Bovendien kan het onderhavige richtlijnvoorstel aanleiding geven tot verwarring, omdat de invoering van een internationale machtiging voor het verhuisvervoer krachtens de CEMT-besluiten inzake de aanpassing aan het communautaire stelsel

(1) PB C 59 van 3-3-1988, blz. 5

(2) PB 88 van 24-5-1965, blz. 1469/65

(3) PB L 332 van 28-11-1983, blz. 33

(4) PB L 309 van 21-11-1985, blz. 27

(5) Advies van 28-11-1963 in PB 168 van 27-10-1964 (blz. 2631/64); advies van 23-2-1983 in PB C 90 van 5-4-1983, blz. 1; advies van 26-2-1981 in PB C 138 van 9-6-1981, blz. 54.

in alle CEMT-landen van toepassing is, terwijl de nieuwe vergunningen voor voertuigcombinaties (trekker en oplegger) niet voor alle CEMT-landen zullen gelden omdat Turkije en Joegoslavië erbuiten vallen.

4. Onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen gaat de Afdeling met het Commissievoorstel akkoord. Wel gaat zij er hierbij van uit dat misbruik van de machtigingen voor het verhuisvervoer over de weg, dat niet gecontingenteerd is, uitgesloten blijft. De Afdeling verwacht dat het vervoer door de uitbreiding van het communautaire recht verder zal worden vergemakkelijkt. Voorts dringt zij er bij de Raad op aan, alles in het werk te stellen om Joegoslavië en Turkije ertoe over te halen, zich bij de nieuwe regeling aan te sluiten.

---

Bruxelles, den 30. marts 1988

Sektionen for transport og kommunikation

---

**FORSLAG TIL UDTALELSE**

om

forslag til Rådets direktiv om ændring af direktiv 65/269/EØF om gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne  
(KOM (88) 10 endelig udg.)

---

Ordfører: Eike EULEN

---

Fremsendt den 30. marts 1988

Til medlemmerne af  
sektionen for transport og kommunikation

N.B.: Dette dokument drøftes på mødet den 13. april 1988.

Rådet for De Europæiske Fællesskaber besluttede den 26. februar 1988 under henvisning til EØF-traktatens artikel 75 at anmode om Det Økonomiske og Sociale Udvalgs udtalelse om

*forslag til Rådets direktiv om ændring af direktiv 65/269/EØF om gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne*

*(KOM(88) 10 endelig udg.)<sup>(1)</sup>.*

Det forberedende arbejde henvistes til ØSU's sektion for transport og kommunikation, som udpegede Eike EULEN til ordfører. Sektionen vedtog sin udtalelse den ...

Det Økonomiske og Sociale Udvalg vedtog på sin ... plenarforsamling den ... følgende udtalelse:

1. Sektionen godkender Kommissionens forslag, som tilsigter, at EF's regler om transport med vogntog, herunder transport af flyttegods, skal udvides til at omfatte alle lande, som deltager i Den Europæiske Transportministerkonference (CEMT) (med undtagelse af Jugoslavien og Tyrkiet med hensyn til transport med vogntog). Der er i denne forbindelse tale om direktiv 65/269/EØF<sup>(2)</sup>, som ændret ved direktiv 83/572/EØF<sup>(3)</sup> og 85/505/EØF<sup>(4)</sup>.

2. Det er ikke nødvendigt her at komme ind på ØSU's udtalelser<sup>(5)</sup> om disse direktiver. Det er imidlertid beklageligt, at ØSU's opfordring til at indføre en multilateral aftale om transport af flyttegods ikke blev taget til følge i det første direktiv, men i stedet i et separat direktiv. ØSU gjorde med rette opmærksom på, at en selektiv multilateralisering af transport af flyttegods med det første direktiv indebar fare for en præjudicerende virkning for multilateraliseringen af andre af de transportkategorier, som er omfattet af dette direktiv.

3. Det foreliggende forslag kan endvidere give anledning til nogen forvirring, eftersom tildelingen af multilaterale tilladelser til transport af flyttegods som følge af CEMT-beslutningerne om tilpasning til EF's regler skal være

(1) EFT nr. C 59 af 3. marts 1988, side 5.

(2) EFT nr. 88 af 24. maj 1965, side 1469/65.

(3) EFT nr. L 332 af 28. november 1983, side 33.

(4) EFT nr. L 309 af 21. november 1985, side 27.

(5) Udtalelse af 28. november 1963 i EFT nr. 168 af 27. oktober 1964, side 2631/64; udtalelse af 23. februar 1983 i EFT nr. C 90 af 5. april 1983, side 1; udtalelse af 26. februar 1981 i EFT nr. C 138 af 9. juni 1981, side 54.

gældende i alle CEMT-medlemslande, hvorimod tilladelserne til transport med vogntog (trækkende køretøj og anhænger) kun får gyldighed for CEMT-landene, med undtagelse af Jugoslavien og Tyrkiet.

4. Sektionen er, med forbehold af disse bemærkninger, tilfreds med Kommissionens forslag. Den går imidlertid ud fra, at misbrug af tilladelserne til transport af flyttegods, som ikke er omfattet af en kontingenteringsordning, fremdeles vil være udelukket. Sektionen forventer, at udvidelsen af EF-lovgivningen vil medføre yderligere lettelser på dette transportområde. For så vidt angår undtagelsestilfældene Jugoslavien og Tyrkiet, opfordrer sektionen Kommissionen og Rådet til at gøre alt, hvad der står i deres magt, for at disse lande opgiver deres forbehold.

---



Το Συμβούλιο αποφάσισε στις 26 Φεβρουαρίου 1988, σύμφωνα με το άρθρο 75 της Συνθήκης για την ίδρυση της ΕΟΚ, να ζητήσει από την Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή γνωμοδότηση για την

*"Πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου η οποία τροποποιεί την οδηγία 65/269/ΕΟΚ σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων κανόνων που αφορούν τις άδειες για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών"*

*(έγγρ. COM (88) 10 τελικό)<sup>(1)</sup>.*

Το τμήμα μεταφορών και επικοινωνιών, στο οποίο ανατέθηκε η προετοιμασία των σχετικών εργασιών, υιοθέτησε τη γνωμοδότησή του στις ... βάσει της εισηγητικής έκθεσης του κ. EULEN.

Η ΟΚΕ εξέδωσε κατά τη ... σύνοδο ολομελείας της (συνεδρίαση της ...) την ακόλουθη γνωμοδότηση:

1. Το τμήμα υποστηρίζει την πρόταση της Επιτροπής που έχει ως στόχο να επεκτείνει τις κοινοτικές ρυθμίσεις σχετικά με τις μεταφορές σε συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων καθώς και με τις μετακομίσεις σε όλες τις χώρες της Ευρωπαϊκής Διάσκεψης των Υπουργών Μεταφορών (CEMT) (εκτός της Γιουγκοσλαβίας και της Τουρκίας στην περίπτωση των μεταφορών με συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων). Πρόκειται για την οδηγία 65/269/ΕΟΚ<sup>(2)</sup>, που τροποποιήθηκε με τις οδηγίες 83/572/ΕΟΚ<sup>(3)</sup> και 85/505/ΕΟΚ<sup>(4)</sup>.

2. Οι γνωμοδοτήσεις της ΟΚΕ<sup>(5)</sup> για τις οδηγίες αυτές δεν χρειάζεται να επαναληφθούν στο σημείο αυτό. Λυπηρό όμως είναι το γεγονός ότι η σύσταση της ΟΚΕ όπως καθιερωθεί μια άδεια<sup>(X)</sup> για τις μετακομίσεις όχι στα πλαίσια της πρώτης οδηγίας, αλλά με τη βοήθεια μιας ιδιαίτερης οδηγίας, δεν ελήφθη υπόψη. Δικαιολογημένα είχε επισημάνει η ΟΚΕ τον κίνδυνο ότι η επιλεκτική "πολυμεροποίηση" των μετακομίσεων διαμέσου της πρώτης οδηγίας θα μπορούσε να έχει επιζήμιες επιπτώσεις για την "πολυμεροποίηση" και άλλων κατηγοριών μεταφορών, τις οποίες αφορά η οδηγία αυτή.

3. Αναφορικά με την προκειμένη πρόταση είναι δυνατόν εξάλλου να προκύψει ορισμένη σύγχυση επειδή, λόγω των αποφάσεων της CEMT για εναρμόνιση με τους κοινοτικούς κανόνες, η χορήγηση πολυμερών αδειών για τις μετακομίσεις πρέπει να ισχύει σε όλα τα

(1) Ε.Ε. αριθ. C 59 της 3ης Μαρτίου 1988, σελ. 5

(2) Ε.Ε. αριθ. 88 της 24ης Μαΐου 1965, σελ. 1469/65

(3) Ε.Ε. αριθ. L 332 της 28ης Νοεμβρίου 1983, σελ. 33

(4) Ε.Ε. αριθ. L 309 της 21ης Νοεμβρίου 1985, σελ. 27

(5) Γνωμοδότηση της 26ης Νοεμβρίου 1963 στην: Ε.Ε. αριθ. 168 της 27ης Οκτωβρίου 1964, σελ. 2631/64· γνωμοδότηση της 23ης Φεβρουαρίου 1963 στην: Ε.Ε. αριθ. C 90 της 5ης Απριλίου 1983, σελ. 1· γνωμοδότηση της 26ης Φεβρουαρίου 1981 στην: Ε.Ε. αριθ. C 138 της 9ης Ιουνίου 1981, σελ. 54.

(X) Σημ. της Μετ.: Δηλ. άδεια η οποία διέπεται από τις διατάξεις μιας πολυμερούς (και όχι διμερούς) συμφωνίας.

κράτη μέλη της CEMT, ενώ η ισχύς των αδειών για συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων (όχημα έλξης και ρυμουλκό) παραμένει περιορισμένη για τα κράτη της CEMT, χωρίς την Γιουγκοσλαβία και την Τουρκία.

4. Με την επιφύλαξη των ενδοιασμών αυτών το τμήμα επικροτεί την πρόταση της Επιτροπής. Ως προϋπόθεση όμως θέτει ότι θα αποκλείονται καταχρήσεις των αδειών για τις μετακομίσεις, οι οποίες δεν υπόκεινται σε ποσόστωση. Από την επέκταση των κοινοτικών διατάξεων το τμήμα αναμένει περαιτέρω διευκολύνσεις για τις μεταφορές. Όσον αφορά την εξαίρεση της Γιουγκοσλαβίας και της Τουρκίας, η ΟΚΕ καλεί την Επιτροπή και το Συμβούλιο, να χρησιμοποιήσουν όλα τα μέσα, για να εγκαταλείψουν οι χώρες αυτές τις επιφυλάξεις τους.

Bruselas, 30 de marzo de 1988

**PROYECTO DE DICTAMEN  
de la Sección de Transportes y Comunicaciones  
sobre la**

**"Propuesta de Directiva del Consejo por la que se modifica la  
Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización de determinadas  
normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías  
por carretera entre los Estados miembros"  
(doc. COM(88) 10 final)**

---

**Ponente: Sr. EULEN**

---

**Transmisión: 30 de marzo de 1988**

**Miembros de la Sección  
de Transportes y Comunicaciones**

**N.B.: Este documento será examinado durante la reunión del 13 de abril de 1988.**

Con arreglo a lo dispuesto en el artículo 75 del Tratado CEE, el 26 de febrero de 1988, el Consejo decidió consultar al Comité Económico y Social sobre la

*"Propuesta de Directiva del Consejo por la que se modifica la Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización de determinadas normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros"*

*(doc. COM(88) 10 final)<sup>(1)</sup>*

La Sección de Transportes y Comunicaciones, encargada de preparar los trabajos en la materia, adoptó su Dictamen el..., basándose en el informe del Sr. EULEN.

En su ... Sesión Plenaria (sesión del ...), el Comité aprobó el siguiente dictamen:

1. La Sección acoge favorablemente la propuesta de la Comisión, dirigida a ampliar la normativa comunitaria relativa a los transportes mediante conjuntos de vehículos articulados y a los transportes de mudanzas a todos los países de la Conferencia Europea de Ministros de Transportes (CEMT), con excepción de Yugoslavia y Turquía en el caso de los transportes mediante conjuntos de vehículos articulados. Se trata, en este caso, de la Directiva 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, modificada por las Directivas 65/269/CEE<sup>(3)</sup> y 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. En este contexto, no es necesario abundar en los Dictámenes del Comité<sup>(5)</sup> relativos a las mencionadas Directiva. No obstante, cabe lamentar que no se haya tenido en cuenta la sugerencia del Comité en el sentido de no introducir una autorización multilateral para el transporte de mudanzas en el marco de la primera Directiva, sino mediante una directiva independiente. El Comité había señalado justamente el peligro de que una multilateralización selectiva del transporte de mudanzas a través de la primera Directiva podría tener efectos perjudiciales para la multilateralización de otras categorías de transporte contempladas en dicha Directiva.

3. Por otra parte, y en relación con la propuesta de que se trata, podría originar una cierta confusión el hecho de que, con arreglo a los acuerdos CEMT de adaptación a las normas comunitarias, la concesión de autorizaciones multilaterales para mudanzas internacionales sea válida en todos los Estados CEMT,

(1) DO n.º C 59 de 3 de marzo de 1988, p. 5.

(2) DO n.º 88 de 24 de mayo de 1965, p. 1469/65.

(3) DO n.º L 322 de 28 de noviembre de 1983, p. 33.

(4) DO n.º L 309 de 21 de noviembre de 1985, p. 27.

(5) Dictamen de 28 de noviembre de 1963 en DO n.º 168 de 27 de octubre de 1964, (p. 2631/64); Dictamen de 23 de febrero de 1983 en DO n.º C 90 de 5 de abril de 1983, p. 1; Dictamen de 26 de febrero de 1981 en DO n.º C 138 de 9 de junio de 1981, p. 54.

mientras que la validez de las autorizaciones relativas a conjuntos de vehículos articulados (elemento tractor y remolque) queda limitada a los Estados CEMT con exclusión de Yugoslavia y Turquía.

4. Sin perjuicio de estas consideraciones, la Sección acoge favorablemente la propuesta de la Comisión. No obstante, parte de la base de que quedan excluidos los abusos en relación con las autorizaciones para mudanzas internacionales no sujetas a contingentación. La Sección espera que, mediante la ampliación del ámbito de aplicación de la normativa comunitaria, se origine una situación más favorable para el transporte. En lo que se refiere a las excepciones de Yugoslavia y Turquía, la Sección requiere de la Comisión y del Consejo que efectúen todos los esfuerzos necesarios para que ambos países superen sus reservas.

---

Bruxelas, 30 de Março de 1988

**PROJECTO DE PARECER**  
**da Secção dos Transportes e Comunicações**  
**sobre a**  
**"Proposta de directiva do Conselho que altera a**  
**Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras**  
**respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de**  
**mercadorias entre os Estados-membros"**  
**(doc. COM(88) 10 final)**

---

**Relator: Sr. EULEN**

---

**Transmissão: 30 de Março de 1988**

**Membros da Secção**  
**dos Transportes e Comunicações**

**N.B.: Este documento será examinado aquando da reunião da Secção de 13 de Abril de 1988.**

Em 26 de Fevereiro de 1988 e em conformidade com o disposto no artigo 75.º do Tratado, o Conselho decidiu consultar o Comité Económico e Social sobre a:

*"Proposta de directiva do Conselho que altera a Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros"*

*(doc. COM(88) 10 final)<sup>(1)</sup>*

A Secção dos Transportes e Comunicações, incumbida da preparação dos trabalhos sobre esta matéria, elaborou o seu parecer em ... com base no relatório do Sr. EULEN.

O Comité Económico e Social, no decurso da sua ... Sessão Plenária, (reunião de ...), adoptou por ... o seguinte parecer:

1. A Secção aprova a proposta da Comissão que visa estender o regime comunitário relativo aos transportes por veículos acoplados e aos transportes rodoviários de mudanças a todos os países aderentes à Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes (CEMT) (excepto a Turquia e a Jugoslávia quanto aos transportes por veículos acoplados). A referida directiva é a Directiva 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, com a última redacção que lhe foi dada pela Directiva 83/572/CEE<sup>(3)</sup> e pela Directiva 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. Não é necessário referir aqui os pareceres do Comité<sup>(5)</sup> relativos a estas directivas. É, porém, lamentável que não tenha sido tomado em consideração, não no âmbito da 1ª Directiva, mas numa directiva separada, o pedido do Comité quanto à introdução de uma autorização multilateral para os transportes de mudanças. Foi precisamente por isso que o Comité chamou a atenção para o perigo que encerra o facto de que uma multilateralização selectiva dos transportes rodoviários de mudanças na 1ª Directiva poderia igualmente prejudicar a multilateralização de outras categorias de transportes abrangidos por esta directiva.

3. Além disso, a presente proposta pode originar uma certa confusão. Com efeito, devido às decisões da CEMT relativas à harmonização do seu regime com o regime comunitário, a concessão de autorizações multilaterais para os transportes de mudanças é

(1) JO n.º C 59 de 3.3.1988, p. 5

(2) JO n.º 88 de 24.5.1965, p. 1469/65

(3) JO n.º L 332 de 28.11.1983, p. 33

(4) JO n.º L 309 de 21.11.1985, p. 27

(5) Parecer de 28.11.1983: JO n.º 168 de 27.10.1984, p. 2631/84; Parecer de 23.2.1983: JO n.º C 90 de 5.4.1983, p. 1; Parecer de 26.2.1981: JO n.º C 138 de 9.6.1981, p. 54.

válida, por um lado, em todos os países aderentes à CEMT, quando, por outro, a validade das autorizações para os veículos acoplados (veículo tractor e reboque) fica limitado aos Estados da CEMT com excepção da Jugoslávia e da Turquia.

4. Postas estas reservas, a Secção acolhe favoravelmente a proposta da Comissão. Parte esta, no entanto, do princípio de que não são tidos em consideração os abusos em matéria de autorizações para os transportes de mudanças que não estão sujeitos a qualquer contingentamento. A Secção espera que o alargamento da legislação comunitária conduza a novas facilidades no domínio dos transportes. Quanto à excepção que constituem a Jugoslávia e a Turquia, a Secção convida a Comissão e o Conselho a empreenderem os melhores esforços para que estes países abandonem a sua reserva.

EESC - Historical Archives

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

/TRA/154/153/

N° 1802/88 sl

Bruxelles, le 18 avril 1988

Messieurs les Conseillers  
Membres du Comité économique et social

---

Monsieur le Conseiller,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint les avis de la section des transports et communications sur les :

"Communication de la Commission intitulée "Vers un marché communautaire compétitif en matière de télécommunications en 1992 - mise en application du Livre vert sur le développement du Marché commun des services et équipements des télécommunications - Etat des discussions et propositions faites par la Commission"  
(doc. COM(88) 48 final)

"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres"  
(doc. COM(88) 10 final).

L'élaboration de l'avis du Comité en ces matières est prévue à l'ordre du jour de la session plénière de fin avril 1988.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'expression de ma haute considération.

Le secrétaire général

signé : J. MOREAU

P.J. : docs CES 234/88 fin  
CES 294/88 fin

Nr. 1802/88

Brüssel, den 18. April 1988

An die Mitglieder  
des Wirtschafts- und  
Sozialausschusses

---

Sehr geehrte Damen und Herren,

als Anlage erhalten Sie die Stellungnahmen der Fachgruppe  
Verkehr und Kommunikationsmittel zu folgenden Themen:

"Auf dem Wege zu einem wettbewerbsfähigen EG-weiten  
Telekommunikationsmarkt im Jahre 1992: Zur Verwirklichung  
des Grünbuchs über die Entwicklung des Gemeinsamen Marktes  
für Telekommunikationsdienstleistungen und Telekommuni-  
kationsgeräte (Stand der Diskussion und Vorschläge der  
Kommission)" (Dok. KOM (88) 48 endg.)

"Vorschlag für eine Richtlinie des Rates zur Änderung der  
Richtlinie 65/269/EWG zur Vereinheitlichung gewisser  
Regeln betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftver-  
kehr zwischen den Mitgliedstaaten" (Dok. KOM (88) 10 endg.)

Die Verabschiedung der Stellungnahme des Ausschusses zu  
diesen Themen ist für die Plenartagung Ende April vorgesehen.

Mit vorzüglicher Hochachtung  
Der Generalsekretär

J. MOREAU

Anlagen: Dok. CES 234/88 fin  
CES 294/88 fin

EUROPEAN COMMUNITY  
THE ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE  
THE SECRETARY-GENERAL

/TRA/154/153/

No. 1802/88 ht

Brussels, 18 April 1988

To the Members of the  
Economic and Social Committee  
-----

Dear Sir/Madam,

I have pleasure in enclosing, herewith, the Opinions  
of the Section for Transport and Communications on the :

Communication from the Commission entitled: "Towards  
a Competitive Community-wide Telecommunications Market  
in 1992 - Implementing the Green Paper on the Development  
of the Common Market for Telecommunications Services and  
Equipment - State of Discussions and Proposals by the  
Commission"  
(COM (88) 48 final)

Proposal for a Council Directive amending Directive  
65/269/EEC concerning the standardization of certain  
rules relating to authorizations for the carriage of  
goods by road between Member States  
(COM (88) 10 final)

The drawing up of the Committee's Opinion on these matters  
is on the agenda for the April 1988 Plenary Session.

Yours faithfully,

J. MOREAU

Enc.: CES 234/88 fin  
CES 294/88 fin

/TRA 154/153/

N° 1802/88 sa

Bruxelles, 18 aprile 1988

Signori Consiglieri  
Membri del Comitato economico e sociale

---

Signor Consigliere,

ho l'onore di trasmetterLe i pareri della Sezione  
"Trasporti e comunicazioni" riguardanti la

Comunicazione della Commissione "Verso un mercato  
comunitario competitivo delle telecomunicazioni entro  
il 1992 - Attuazione del Libro verde sullo sviluppo di  
un mercato comune dei servizi e delle apparecchiature  
di telecomunicazione - Situazione attuale delle  
discussioni e delle proposte della Commissione"  
(doc. COM(88) 48 def.) e la

"Proposta di direttiva del Consiglio che modifica la  
Direttiva 65/269/CEE che rende uniformi talune norme  
riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci  
su strada fra gli Stati membri"  
(doc. COM(88) 10 def.)

L'elaborazione dei pareri del Comitato è iscritta  
all'ordine del giorno della sessione plenaria di fine aprile  
1988.

Distinti saluti.

Il Segretario generale

f.to J. MOREAU

All. : docc. CES 234/88 fin  
CES 294/88 fin

EUROPESE GEMEENSCHAPPEN  
ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITÉ

/TRA/154/153/

No. 1802/88 F/di

Brussel, 18 april 1988

Aan de leden van het  
Economisch en Sociaal Comité

---

Mijne Heren,

Hierbij doe ik U de adviezen van de Afdeling voor ver-  
voer en communicatie toekomen inzake

"Naar een concurrerende gemeenschappelijke telecommuni-  
catiemarkt in 1992 - De tenuitvoerlegging van het  
Groenboek over de ontwikkeling van de gemeenschappelijke  
markt voor telecommunicatiediensten en -apparatuur"  
(doc. COM(88) 48 def.)

"Voorstel voor een richtlijn van de Raad tot wijziging  
van Richtlijn 65/269/EEG betreffende de eenmaking van  
bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor  
het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten"  
(doc. COM(88) 10 def.)

De beraadslaging van het Comité over zijn adviezen ter-  
zake is op de agenda van de Zitting van eind april 1988 geplaatst.

Met de meeste hoogachting,

J. MOREAU  
secretaris-generaal

Bijlagen: doc. CES 234/88 fin  
CES 294/88 fin

DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER  
DET ØKONOMISKE OG SOCIALE UDVALG

/TRA/154/153/

Nr. 1802/88 ar

Bruxelles, den 18. april 1988

Til medlemmerne af  
Det Økonomiske og Sociale Udvalg  
-----

Vedlagt fremsendes udtalelser fra sektionen for  
transport og kommunikation om

"Kommissionens meddelelse: Etablering af et  
konkurrencebaseret telekommunikationsmarked for hele  
EF inden 1992 - Virkeliggørelse af målene i grønbogen  
om etablering af et fælles marked for teletjenester og  
-udstyr - Diskussionernes nuværende stade og  
Kommissionens forslag"  
(KOM(88) 48 endelig udg.)

"Forslag til Rådets direktiv om ændring af direktiv  
65/269/EØF om gennemførelse af visse regler for  
tilladelse til godstransport ad landevej mellem  
medlemsstaterne"  
(KOM(88) 10 endelig udg.).

Udarbejdelsen af ØSU's udtalelse herom er sat på  
dagsordenen for plenarforsamlingen i slutningen af april 1988.

Med venlig hilsen

sign.: J. MOREAU  
Generalsekretær

Bilag: CES 234/88 fin  
CES 294/88 fin

Αριθ. 1802/88

Βρυξέλλες, 18 Απριλίου 1988.

Προς τα μέλη της  
Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής

Κυρία/Κύριε,

Σας στέλνω τις γνωμοδοτήσεις του τμήματος μεταφορών και  
επικοινωνιών για την :

"Ανακοίνωση της Επιτροπής με τίτλο "Για μία ανταγωνιστική  
κοινοτική αγορά στον τομέα των τηλεπικοινωνιών το 1992 -  
Εφαρμογή του Πράσινου Βιβλίου σχετικά με την ανάπτυξη της  
κοινής αγοράς των υπηρεσιών και του εξοπλισμού στον τομέα  
των τηλεπικοινωνιών - Κατάσταση των συζητήσεων και προτά-  
σεις της Επιτροπής"  
(έγγρ. COM(88) 48 τελικό) και την

"Πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου η οποία τροποποιεί την  
οδηγία 65/269/ΕΟΚ σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων κανό-  
νων που αφορούν τις άδειες για τις οδικές μεταφορές εμπο-  
ρευμάτων μεταξύ των κρατών μελών"  
(έγγρ. COM(88) 10 τελικό).

Η κατάρτιση των γνωμοδοτήσεων της ΟΚΕ για τα θέματα αυτά  
προβλέπεται στην ημερήσια διάταξη της συνόδου ολομέλειας του τέλους  
Απριλίου 1988.

Με εξαιρετική εκτίμηση  
Ο Γενικός Γραμματέας

υπογραφή : J. MOREAU

ΣΥΝ. : έγγρ. CES 234/88 FIN  
CES 294/88 FIN

COMUNIDADES EUROPEAS  
COMITE ECONOMICO Y SOCIAL

Nº 1802/88 if

Bruselas, 18 de abril de 1988

Señores Consejeros  
Miembros del Comité  
Económico y Social

---

Señor Consejero :

Tengo el honor de adjuntarle los dictámenes de la  
Sección de Transportes y Comunicaciones sobre las :

"Comunicación de la Comisión titulada "Hacia un mercado  
comunitario competitivo en materia de telecomunicacio-  
nes en 1992 - Aplicación del Libro Verde sobre el desarro-  
llo del mercado común de servicios y equipos de telecomu-  
nicaciones - Estado de las discusiones y propuestas por  
la Comisión"  
(doc. COM(88) 48 final)

"Propuesta de Directiva del Consejo por la que se modifi-  
ca la Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización  
de determinadas normas sobre las autorizaciones para los  
transportes de mercancías por carretera entre los Estados  
miembros"  
(doc. COM(88) 10 final)

La elaboración de los dictámenes del Comité al respecto  
está prevista en el orden del día de la Sesión Plenaria de finales  
de abril de 1988.

Le saluda muy atentamente.

El Secretario General

firmado : J. MOREAU

D.A. : docs. CES 234/88 fin  
CES 294/88 fin

Nº 1802/88 cc

Bruxelas, 18 de Abril de 1988

Exmos. Senhores  
Membros do Comité Económico e Social

Exmo. Senhor,

Tenho a honra de enviar a V. Ex.<sup>a</sup>, em anexo, os pareceres da Secção dos Transportes e Comunicações sobre as:

"Comunicação da Comissão intitulada "Em direcção a um mercado comunitário concorrencial das telecomunicações em 1992 - aplicação do Livro Verde sobre o desenvolvimento do mercado comum dos serviços e equipamentos de telecomunicações - Ponto da situação relativo aos debates e propostas apresentadas pela Comissão"  
(doc. COM(88) 48 final)

"Proposta de directiva do Conselho que altera a Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros"  
(doc. COM(88) 10 final).

A elaboração do parecer do Comité sobre esta matéria está prevista na ordem do dia da sessão plenária de fins de Abril de 1988.

Queira V. Ex.<sup>a</sup> aceitar a expressão da minha elevada consideração.

O Secretário-Geral

J. MOREAU

Anexos : doc. CES 234/88 fin  
CES 294/88 fin

Bruxelles, le 18 avril 1988

AVIS  
de la section des transports et communications  
sur la

"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive  
65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives  
aux autorisations pour les transports de marchandises par route  
entre les Etats membres"  
(doc. COM (88) 10 final)

---

Rapporteur: M. EULEN

---

Le 26 février 1988, le Conseil a décidé, conformément à l'article 75 du Traité, de consulter le Comité économique et social sur la

*"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres"*

(doc. COM (88) 10 final)<sup>(1)</sup>

La section des transports et communications, chargée de préparer les travaux en la matière, a élaboré son avis le 13 avril 1988 (rapporteur: M. EULEN).

Le Comité économique et social a adopté l'avis suivant au cours de sa... session plénière, (séance du ...) par .....

\*  
\* \* \*

1. La section approuve la proposition de la Commission visant à étendre le régime communautaire relatif aux transports par véhicules couplés et aux déménagements par route à tous les pays adhérant à la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) (à l'exception de la Turquie et de la Yougoslavie dans le cas des transports par véhicules couplés). La directive concernée est la directive 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, modifiée par les directives 83/572/CEE<sup>(3)</sup> et 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

Il n'est pas nécessaire de revenir ici sur les avis du Comité<sup>(5)</sup> relatifs à ces directives. Il est cependant regrettable qu'il n'ait pas été tenu compte de la demande du Comité d'introduire une autorisation multilatérale pour les déménagements non pas dans le cadre de la première directive, mais au moyen d'une directive séparée. A juste titre, le Comité a attiré l'attention sur le danger résidant dans le fait qu'une multilatéralisation sélective des déménagements par route par le biais de la première directive pourrait également porter préjudice à la multilatéralisation d'autres catégories de transport touchées par cette directive.

3. En outre, la présente proposition peut donner lieu à une certaine confusion. En raison des décisions de la CEMT relatives à l'alignement sur le régime régime communautaire, la délivrance d'autorisations multilatérales pour les transports de

(1) JO n° C 59 du 3 mars 1988, page 5.

(2) JO n° 88 du 24 mai 1965, pages 1469/65.

(3) JO n° L 332 du 28 novembre 1983, page 33.

(4) JO n° L 309 du 21 novembre 1985, page 27.

(5) Avis du 28 novembre 1963: JO n° 168 du 27 octobre 1964, page 2631/64; avis du 23 février 1983: JO n° C 90 du 5 avril 1983, page 1; avis du 26 février 1981: JO n° C 138 du 9 juin 1981, page 54.

déménagements est valable dans tous les Etats adhérant à la CEMT alors que la validité des autorisations pour les véhicules couplés (véhicule tracteur et remorque) reste limitée aux Etats de la CEMT à l'exception de la Yougoslavie et de la Turquie.

4. Compte tenu de ces réserves, la section accueille favorablement la proposition de la Commission. Elle part cependant du principe que les abus en matière d'autorisations pour les transports de déménagements, qui ne sont soumis à aucun contingentement, sont exclus. La section espère que l'élargissement de la législation communautaire entraînera de nouveaux allègements dans le domaine des transports. En ce qui concerne l'exception que constituent la Yougoslavie et la Turquie, la section invite la Commission et le Conseil à mettre tous leurs moyens en oeuvre afin que ces pays abandonnent leurs réserves.

Bruxelles, le 13 avril 1988

Le Président  
de la section  
des transports et communications

  
L.J. SMITH

Le Secrétaire Général  
du Comité économique  
et social

  
Jacques MOREAU

Brüssel, den 18. April 1988

**STELLUNGNAHME**  
der Fachgruppe Verkehr und Kommunikationsmittel  
zu dem  
"Vorschlag für eine Richtlinie des Rates  
zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG  
zur Vereinheitlichung gewisser Regeln  
betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr  
zwischen den Mitgliedstaaten"  
(Dok. KOM (88) 10 endg.)

\_\_\_\_\_  
Berichtersteller: Herr EULEN  
\_\_\_\_\_

Der Rat beschloß am 26. Februar 1988, den Wirtschafts- und Sozialausschuß gemäß Artikel 75 des EWG-Vertrags um Stellungnahme zu folgender Vorlage zu ersuchen:

*"Vorschlag für eine Richtlinie des Rates zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG zur Vereinheitlichung gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten"*

*(Dok. KOM (88) 10 endg.)<sup>(1)</sup>*

Die mit der Vorbereitung der Arbeiten beauftragte Fachgruppe Verkehr und Kommunikationsmittel nahm ihre Stellungnahme am 13. April 1988 an. Berichterstatter war Herr EULEN.

Der Ausschuß verabschiedete auf seiner ... Plenartagung (Sitzung vom ...) ... folgende Stellungnahme:

1. Die Fachgruppe befürwortet den Kommissionsvorschlag, der darauf abzielt, die gemeinschaftlichen Regelungen hinsichtlich der Beförderungen mit Fahrzeugkombinationen als auch derjenigen von Umzugsgut auf alle Länder der Europäischen Konferenz der Verkehrsminister (EKVM) (mit Ausnahme Jugoslawiens und der Türkei im Falle der Beförderungen mit Fahrzeugkombinationen) auszudehnen. Dabei handelt es sich um die Richtlinie 65/269/EWG<sup>(2)</sup>, geändert durch die Richtlinien 83/572/EWG<sup>(3)</sup> bzw. 85/505/EWG<sup>(4)</sup>.

2. Die Stellungnahmen des Ausschusses<sup>(5)</sup> hinsichtlich dieser Richtlinien brauchen hier nicht wiederholt zu werden. Bedauerlich ist allerdings die Tatsache, daß die Anregung des Ausschusses, die Einführung einer multilateralen Genehmigung für den Umzugsverkehr nicht im Rahmen der ersten Richtlinie, sondern mit Hilfe einer separaten Richtlinie vorzunehmen, keine Berücksichtigung gefunden hat. Der Ausschuß hatte mit Recht auf die Gefahr hingewiesen, daß eine selektive Multilateralisierung des Umzugsverkehrs über den Weg der ersten Richtlinie auch eine Präjudizwirkung für die Multilateralisierung weiterer von dieser Richtlinie erfaßten Beförderungskategorien zur Folge haben könnte.

3. In bezug auf den vorliegenden Vorschlag kann sich darüber hinaus eine gewisse Konfusion aus der Tatsache ergeben, daß aufgrund der EKVM-Beschlüsse zur Angleichung an die EG-Regeln die Erteilung multilateraler Genehmigungen für die Beförderung

(1) ABl. Nr. C 59 vom 3.3.1988, S. 5

(2) ABl. Nr. 88 vom 24.5.1965, S. 1469/65

(3) ABl. Nr. L 332 vom 28.11.1983, S. 33

(4) ABl. Nr. L 309 vom 21.11.1985, S. 27

(5) Stellungnahme vom 28.11.1963 in: ABl. Nr. 168 vom 27.10.1964, S. 2631/64; Stellungnahme vom 23.2.1983 in: ABl. Nr. C 90 vom 5.4.1983, S. 1; Stellungnahme vom 26.2.1981 in: ABl. Nr. C 138 vom 9.6.1981, S. 54

von Umzugsgut in allen EKVM-Mitgliedstaaten gelten soll, während die Gültigkeit der Genehmigungen für Fahrzeugkombinationen (Zugmaschine und Anhänger) auf die EKVM-Staaten ohne Jugoslawien und die Türkei beschränkt bleibt.

4. Vorbehaltlich dieser Bedenken begrüßt die Fachgruppe den Kommissionsvorschlag. Sie geht allerdings davon aus, daß Mißbräuche der Genehmigungen für die Beförderung von Umzugsgut, die keiner Kontingentierung unterliegen, ausgeschlossen bleiben. Die Fachgruppe erwartet durch die Ausweitung des EG-Rechts weitere Erleichterungen für den Verkehr. Was die Ausnahme Jugoslawiens und der Türkei betrifft, fordert die Fachgruppe die Kommission und den Rat auf, alles daranzusetzen, daß diese Länder ihre Vorbehalte aufgeben.

Brüssel, den 13. April 1988

Der Vorsitzende  
der Fachgruppe  
Verkehr und Kommunikationsmittel

  
L.J. SMITH

Der Generalsekretär  
des Wirtschafts- und  
Sozialausschusses

  
Jacques MOREAU

Brussels, 18 April 1988

OPINION  
of the Section for Transport and Communications  
on the  
Proposal for a Council Directive amending Directive 65/269/EEC  
concerning the standardization of certain rules relating to  
authorizations for the carriage of goods by road between Member  
States  
(COM(88) 10 final)

---

Rapporteur: Mr EULEN

---

On 26 February 1988 the Council decided to consult the Economic and Social Committee, under Article 75 of the Treaty establishing the European Economic Community, on the

*Proposal for a Council Directive amending Directive 65/269/EEC concerning the standardization of certain rules relating to authorizations for the carriage of goods by road between Member States*

*(COM(88) 10 final)<sup>(1)</sup>.*

The Section for Transport and Communications, which was responsible for preparing the Committee's work on the subject, adopted its Opinion on 13 April 1988. The Rapporteur was Mr EULEN.

At its .... Plenary Session (meeting of ....) the Economic and Social Committee adopted the following Opinion by ....

\*

\*

\*

1. The Section approves the Commission proposal for extending Community rules on removals and on vehicle combinations to all countries of the European Conference of Ministers of Transport (ECMT) (with the exception of Yugoslavia and Turkey in the case of vehicle combinations). The proposal involves Directive 65/269/EEC<sup>(2)</sup>, as amended by Directives 83/572/EEC<sup>(3)</sup> and 85/505/EEC<sup>(4)</sup>.

2. There is no need to repeat here what the Committee has already said about these Directives<sup>(5)</sup>. It is nevertheless regrettable that no action has been taken in response to the Committee's proposal that multilateral authorizations for removals be introduced under a separate Directive rather than by amending the initial Directive 65/269/EEC. At the time the Committee had rightly drawn attention to the danger that amending the initial Directive for the purpose of introducing multilateral provisions covering only removals might have an adverse effect on the introduction of multilateral provisions for other transport operations covered by the same Directive.

3. The present proposal may cause a certain amount of confusion since, in accordance with ECMT resolutions aligning on EC rules, multilateral authorizations for removals are to be

---

(1) OJ No. C 59 of 3 March 1988, page 5

(2) OJ No. 88 of 24 May 1965, page 1469/65

(3) OJ No. L 332 of 28 November 1983, page 33

(4) OJ No. L 309 of 21 November 1985, page 27

(5) Opinion of 28 November 1963 in OJ No. 168 of 27 October 1964, page 2631/64; Opinion of 23 February 1983 in OJ No. C 90 of 5 April 1983, page 1; Opinion of 26 February 1981 in OJ No. C 138 of 9 June 1981, page 54.

valid in all ECMT countries whereas authorizations for the carriage of goods by means of vehicle combinations (tractor and trailer) are to be valid in all ECMT countries with the exceptions of Yugoslavia and Turkey.

4. Subject to these reservations, the Section welcomes the Commission proposal. In doing so, however, it assumes that there are no loopholes for misusing the quota-free authorizations for removals. The Section expects the extension of EC rules to lead to a further easing of restrictions on the carriage of goods. As far as the exceptions are concerned (Yugoslavia and Turkey), the Section calls upon the Commission and Council to do all in their power to ensure that the objections of these two countries are dropped.

Brussels, 13 April 1988.

The Chairman  
of the Section for  
Transport and Communications



L.J. SMITH

The Secretary-General  
of the Economic and  
Social Committee



Jacques MOREAU

Bruxelles, 18 aprile 1988

Sezione "Trasporti e comunicazioni"

P A R E R E

in merito alla

"Proposta di direttiva del Consiglio che modifica la Direttiva  
65/269/CEE che rende uniformi talune norme riguardanti le  
autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri"  
(doc. COM (88) 10 def.)

---

Relatore: EULEN

---

Il Consiglio, in data 26 febbraio 1988, ha deciso, conformemente all'art. 75 del Trattato che istituisce la Comunità economica europea, di consultare il Comitato economico e sociale in merito alla

*"Proposta di direttiva del Consiglio che modifica la Direttiva 65/269/CEE che rende uniformi talune norme riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri"*

(doc. COM(88) 10 def.)<sup>(1)</sup>

La Sezione "Trasporti e comunicazioni", incaricata di preparare i lavori in materia, ha formulato il parere sulla base della relazione EULEN in data 13 aprile 1988.

Il Comitato economico e sociale ha adottato il ....., nel corso della ..... sessione plenaria, il seguente parere:

\*

\*

\*

1. La Sezione approva la proposta della Commissione, che mira ad estendere il regime comunitario concernente i trasporti mediante veicoli accoppiati e quelli relativi ai traslochi a tutti i paesi della Conferenza Europea dei Ministri dei Trasporti (CEMT), ad eccezione della Jugoslavia e della Turchia, nel caso dei trasporti mediante veicoli accoppiati. Si tratta della Direttiva 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, modificata dalle Direttive 83/572/CEE<sup>(3)</sup> e 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. Non occorre in questa sede riassumere i pareri del Comitato su tali direttive<sup>(5)</sup>. Si constata tuttavia con rammarico che le esortazioni del Comitato affinché venga introdotta un'autorizzazione multilaterale per i traslochi non nel quadro della prima direttiva, bensì mediante una direttiva distinta, non abbiano trovato riscontro. Giustamente il Comitato aveva messo in guardia dal rendere multilaterale selettivamente il settore dei traslochi mediante la prima direttiva, cosa che potrebbe risultare pregiudizievole qualora si volesse conferire carattere di multilateralità ad altre categorie di trasporti previste dalla medesima direttiva.

3. Inoltre, la presente proposta può dare adito a confusione in quanto, in base alle decisioni della CEMT concernenti l'allineamento al regime comunitario, il rilascio delle autorizzazioni multilaterali per i traslochi dovrebbe

(1) G.U. n° C 59 del 3 marzo 1988, pag. 5

(2) G.U. n° 88 del 24 maggio 1965, pagg. 1469

(3) G.U. n° L 332 del 28 novembre 1983, pag. 33

(4) G.U. n° L 309 del 21 novembre 1985, pag. 27

(5) Parere del 28 novembre 1963, G.U. n° 168 del 27 ottobre 1964, pag. 2631/64; parere del 23 febbraio 1983, G.U. n° C 90 del 5 aprile 1983, pag. 1; parere del 26 febbraio 1981, G.U. n° C 138 del 9 giugno 1981, pag. 54

valere per tutti i paesi della CEMT, mentre la validità delle autorizzazioni per i trasporti mediante veicoli accoppiati (motrice più rimorchi) resta limitata ai paesi della CEMT ad eccezione di Turchia e Jugoslavia.

4. A parte tali considerazioni, la Sezione approva la proposta della Commissione. Essa tuttavia dà per scontato che siano evitati abusi delle autorizzazioni per i traslochi esenti da regime di contingentamento. La Sezione auspica che l'estensione del regime comunitario contribuisca ad agevolare ulteriormente i trasporti. Per quanto riguarda l'eccezione rappresentata dalla Jugoslavia e dalla Turchia, la Sezione sollecita la Commissione e il Consiglio a fare di tutto affinché tali paesi tolgano le loro riserve.

Bruxelles, 13 aprile 1988.

Il Presidente  
della Sezione  
"Trasporti e comunicazioni"



L.J. SMITH

Il Segretario Generale  
del Comitato economico  
e sociale



Jacques MOREAU

Brussel, 18 april 1988

**ADVIES**  
van de Afdeling voor vervoer en communicatie  
over het  
"Voorstel voor een richtlijn van de Raad tot wijziging van Richtlijn  
65/269/EEG betreffende de eenmaking van bepaalde regels met  
betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de  
weg tussen de lid-staten"  
(doc. COM (88) 10 def.)

---

Rapporteur: de heer EULEN

---

De Raad heeft op 26 februari besloten, overeenkomstig de bepalingen van art. 75 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap het Economisch en Sociaal Comité te raadplegen over het

*"Voorstel voor een richtlijn van de Raad tot wijziging van Richtlijn 65/269/EEG betreffende de eenmaking van bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten"*

*(doc. COM (88) 10 def.)<sup>(1)</sup>.*

De Afdeling voor vervoer en communicatie, die met de voorbereiding van de desbetreffende werkzaamheden was belast, heeft haar advies op 13 april 1988 goedgekeurd. Rapporteur was de heer EULEN.

Het Economisch en Sociaal Comité heeft tijdens zijn ... Zitting (vergadering van ...) het volgende advies uitgebracht, dat met ... is goedgekeurd:

\*

\*

\*

1. De Afdeling staat achter het voorstel van de Commissie dat ten doel heeft de Gemeenschapsbepalingen inzake het verhuisvervoer en het goederenvervoer over de weg met een voertuigcombinatie uit te breiden tot alle landen van de Europese conferentie van ministers van verkeer (CEMT), met uitzondering van Turkije en Joegoslavië voor het onderdeel goederenvervoer over de weg met een voertuigcombinatie. Het betreft hier Richtlijn 65/269/EEG<sup>(2)</sup>, gewijzigd bij de Richtlijnen 83/572/EEG<sup>(3)</sup> en 85/505/EEG<sup>(4)</sup>.

2. De adviezen van het Comité<sup>(5)</sup> over bovengenoemde richtlijnen behoeven hier niet herhaald te worden. Helaas is echter geen rekening gehouden met het voorstel van het Comité om de invoering van een internationale machtiging voor het verhuisvervoer niet in het kader van de Eerste richtlijn, maar in een afzonderlijke richtlijn te regelen. Het Comité heeft er destijds terecht op gewezen dat een multilaterale regeling die alleen geldt voor het in de Eerste richtlijn opgenomen internationale verhuisvervoer over de weg prejudiciële gevolgen zou hebben voor de overige in deze richtlijn opgenomen categorieën van het goederenvervoer.

3. Bovendien kan het onderhavige richtlijnvoorstel aanleiding geven tot verwarring, omdat de invoering van een internationale machtiging voor het verhuisvervoer krachtens de CEMT-besluiten inzake de aanpassing aan het communautaire stelsel

(1) PB C 59 van 3-3-1988, blz. 5

(2) PB 82 van 24-5-1965, blz. 1469/65

(3) PB L 332 van 28-11-1983, blz. 33

(4) PB L 309 van 21-11-1985, blz. 27

(5) Advies van 28-11-1963 in PB 168 van 27-10-1964 (blz. 2631/64); advies van 23-2-1983 in PB C 90 van 5-4-1983, blz. 1; advies van 26-2-1981 in PB C 138 van 9-6-1981, blz. 54.

in alle CEMT-landen van toepassing is, terwijl de nieuwe vergunningen voor voertuigcombinaties (trekker en oplegger) niet voor alle CEMT-landen zullen gelden omdat Turkije en Joegoslavië erbuiten vallen.

4. Onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen gaat de Afdeling met het Commissievoorstel akkoord. Wel gaat zij er hierbij van uit dat misbruik van de machtigingen voor het verhuisvervoer over de weg, dat niet gecontingenteerd is, uitgesloten blijft. De Afdeling verwacht dat het vervoer door de uitbreiding van het communautaire recht verder zal worden vergemakkelijkt. Voorts dringt zij er bij de Raad op aan, alles in het werk te stellen om Joegoslavië en Turkije ertoe over te halen, zich bij de nieuwe regeling aan te sluiten.

Brussel, 13 april 1988

De voorzitter  
van de Afdeling voor  
vervoer en communicatie



L.J. SMITH

De secretaris-generaal  
van het  
Economisch en Sociaal Comité



J. MOREAU

Bruxelles, den 18. april 1988

Sektionen for transport og kommunikation

---

UDTALELSE

om

forslag til Rådets direktiv om ændring af direktiv 65/269/EØF om gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne (KOM (88) 10 endelig udg.)

---

Ordfører: Eike EULEN

---

Rådet for De Europæiske Fællesskaber besluttede den 26. februar 1988 under henvisning til EØF-traktatens artikel 75 at anmode om Det Økonomiske og Sociale Udvalgs udtalelse om

*forslag til Rådets direktiv om ændring af direktiv 65/269/EØF om gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne*

*(KOM(88) 10 endelig udg.)<sup>(1)</sup>.*

Det forberedende arbejde henvistes til ØSU's sektion for transport og kommunikation, som udpegede Eike EULEN til ordfører. Sektionen vedtog sin udtalelse den 13. april 1988.

Det Økonomiske og Sociale Udvalg vedtog på sin ... plenarforsamling den ... følgende udtalelse:

1. Sektionen godkender Kommissionens forslag, som tilsigter, at EF's regler om transport med vogntog, herunder transport af flyttegods, skal udvides til at omfatte alle lande, som deltager i Den Europæiske Transportministerkonference (CEMT) (med undtagelse af Jugoslavien og Tyrkiet med hensyn til transport med vogntog). Der er i denne forbindelse tale om direktiv 65/269/EØF<sup>(2)</sup>, som ændret ved direktiv 83/572/EØF<sup>(3)</sup> og 85/505/EØF<sup>(4)</sup>.

2. Det er ikke nødvendigt her at komme ind på ØSU's udtalelser<sup>(5)</sup> om disse direktiver. Det er imidlertid beklageligt, at indførelsen af en multilateral aftale om transport af flyttegods skete i det første direktiv og ikke, som anbefalet af ØSU, i et separat direktiv. ØSU gjorde med rette opmærksom på, at en selektiv multilateralisering af transport af flyttegods med det første direktiv indebar fare for en præjudicerende virkning for multilateraliseringen af andre af de transportkategorier, som er omfattet af dette direktiv.

3. Det foreliggende forslag kan endvidere give anledning til nogen forvirring, eftersom tildelingen af multilaterale tilladelser til transport af flyttegods som følge af CEMT-beslutningerne om tilpasning til EF's regler skal være

(1) EFT nr. C 59 af 3. marts 1988, side 5.

(2) EFT nr. 88 af 24. maj 1965, side 1469/65.

(3) EFT nr. L 332 af 28. november 1983, side 33.

(4) EFT nr. L 309 af 21. november 1985, side 27.

(5) Udtalelse af 28. november 1963 i EFT nr. 168 af 27. oktober 1964, side 2631/64; udtalelse af 23. februar 1983 i EFT nr. C 90 af 5. april 1983, side 1; udtalelse af 26. februar 1981 i EFT nr. C 138 af 9. juni 1981, side 54.

gældende i alle CEMT-medlemslande, hvorimod tilladelserne til transport med vogntog (trækkende køretøj og anhænger) kun får gyldighed for CEMT-landene, med undtagelse af Jugoslavien og Tyrkiet.

4. Sektionen er, med forbehold af disse bemærkninger, tilfreds med Kommissionens forslag. Den går imidlertid ud fra, at misbrug af tilladelserne til transport af flyttegods, som ikke er omfattet af en kontingenteringsordning, fremdeles vil være udelukket. Sektionen forventer, at udvidelsen af EF-lovgivningen vil medføre yderligere lettelser på dette transportområde. For så vidt angår undtagelsestilfældene Jugoslavien og Tyrkiet, opfordrer sektionen Kommissionen og Rådet til at gøre alt, hvad der står i deres magt, for at disse lande opgiver deres forbehold.

Bruxelles, den 13. april 1988



L.J. SMITH

Formand for  
sektionen for transport  
og kommunikation



Jacques MOREAU

Generalsekretær for  
Det Økonomiske og Sociale  
Udvalg

Βρυξέλλες, 18 Απριλίου 1988.

**ΓΝΩΜΟΔΟΤΗΣΗ**

του τμήματος μεταφορών και επικοινωνιών  
για την

"Πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου η οποία τροποποιεί την  
οδηγία 65/269/ΕΟΚ σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων  
κανόνων που αφορούν τις άδειες για τις οδικές μεταφορές  
εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών"  
(έγγρ. COM (88) 10 τελικό)

Εισηγητής: ο κ. EULEN

Το Συμβούλιο αποφάσισε στις 26 Φεβρουαρίου 1988, σύμφωνα με το άρθρο 75 της Συνθήκης για την ίδρυση της ΕΟΚ, να ζητήσει από την Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή γνωμοδότηση για την

*"Πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου η οποία τροποποιεί την οδηγία 65/269/ΕΟΚ σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων κανόνων που αφορούν τις άδειες για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών"*  
(έγγρ. COM (88) 10 τελικό)<sup>(1)</sup>.

Το τμήμα μεταφορών και επικοινωνιών, στο οποίο ανατέθηκε η προετοιμασία των σχετικών εργασιών, υιοθέτησε τη γνωμοδότησή του στις 13 Απριλίου 1988 βάσει της εισηγητικής έκθεσης του κ. EULEN.

Η ΟΚΕ εξέδωσε κατά τη ... σύνοδο ολομελείας της (συνεδρίαση της ...) την ακόλουθη γνωμοδότηση:

- \*  
\* \* \*
1. Το τμήμα υποστηρίζει την πρόταση της Επιτροπής που έχει ως στόχο να επεκτείνει τις κοινοτικές ρυθμίσεις σχετικά με τις μεταφορές σε συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων καθώς και με τις μετακομίσεις σε όλες τις χώρες της Ευρωπαϊκής Διάσκεψης των Υπουργών Μεταφορών (CEMT) (εκτός της Γιουγκοσλαβίας και της Τουρκίας στην περίπτωση των μεταφορών με συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων). Πρόκειται για την οδηγία 65/269/ΕΟΚ<sup>(2)</sup>, που τροποποιήθηκε με τις οδηγίες 83/572/ΕΟΚ<sup>(3)</sup> και 85/505/ΕΟΚ<sup>(4)</sup>.
  2. Οι γνωμοδοτήσεις της ΟΚΕ<sup>(5)</sup> για τις οδηγίες αυτές δεν χρειάζεται να επαναληφθούν στο σημείο αυτό. Λυπηρό όμως είναι το γεγονός ότι η πρόταση της ΟΚΕ όπως καθιερωθεί μια άδεια<sup>(X)</sup> για τις μετακομίσεις όχι στα πλαίσια της πρώτης οδηγίας, αλλά με τη βοήθεια μιας ιδιαίτερης οδηγίας, δεν ελήφθη υπόψη. Δικαιολογημένα είχε επισημάνει η ΟΚΕ τον κίνδυνο ότι η επιλεκτική "πολυμεροποίηση" των μετακομίσεων διαμέσου της πρώτης οδηγίας θα μπορούσε να έχει επιζήμιες επιπτώσεις για την "πολυμεροποίηση" και άλλων κατηγοριών μεταφορών, τις οποίες αφορά η οδηγία αυτή.
  3. Αναφορικά με την προκειμένη πρόταση είναι δυνατόν εξάλλου να προκύψει ορισμένη σύγχυση επειδή, λόγω των αποφάσεων της CEMT για εναρμόνιση με τους κοινοτικούς κανόνες, η χορήγηση πολυμερών αδειών για τις μετακομίσεις πρέπει να ισχύει σε όλα τα

(1) Ε.Ε. αριθ. C 59 της 3ης Μαρτίου 1988. σελ. 5

(2) Ε.Ε. αριθ. 88 της 24ης Μαΐου 1965. σελ. 1469/65

(3) Ε.Ε. αριθ. L 332 της 28ης Νοεμβρίου 1983. σελ. 33

(4) Ε.Ε. αριθ. L 309 της 21ης Νοεμβρίου 1985. σελ. 27

(5) Γνωμοδότηση της 26ης Νοεμβρίου 1963 στην: Ε.Ε. αριθ. 168 της 27ης Οκτωβρίου 1964. σελ. 2631/64' γνωμοδότηση της 23ης Φεβρουαρίου 1963 στην: Ε.Ε. αριθ. C 90 της 5ης Απριλίου 1983. σελ. 1' γνωμοδότηση της 26ης Φεβρουαρίου 1981 στην: Ε.Ε. αριθ. C 138 της 9ης Ιουνίου 1981. σελ. 54.

(X) Σημ. της Μετ.: Δηλ. άδεια η οποία διέπεται από τις διατάξεις μιας πολυμερούς (και όχι διμερούς) συμφωνίας.

κράτη μέλη της CEMT, ενώ η ισχύς των αδειών για συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων (όχημα έλξης και ρυμουλκό) παραμένει περιορισμένη για τα κράτη της CEMT, χωρίς την Γιουγκοσλαβία και την Τουρκία.

4. Με την επιφύλαξη των ενδοιασμών αυτών το τμήμα επικροτεί την πρόταση της Επιτροπής. Ως προϋπόθεση όμως θέτει ότι θα αποκλείονται καταχρήσεις των αδειών για τις μετακομίσεις, οι οποίες δεν υπόκεινται σε ποσόστωση. Από την επέκταση των κοινοτικών διατάξεων το τμήμα αναμένει περαιτέρω διευκολύνσεις για τις μεταφορές. Όσον αφορά την εξαίρεση της Γιουγκοσλαβίας και της Τουρκίας, η ΟΚΕ καλεί την Επιτροπή και το Συμβούλιο, να χρησιμοποιήσουν όλα τα μέσα, για να εγκαταλείψουν οι χώρες αυτές τις επιφυλάξεις τους.

Βρυξέλλες, 13 Απριλίου 1988.

Ο πρόεδρος  
του τμήματος  
μεταφορών και επικοινωνιών



L.J. SMITH

Ο Γενικός Γραμματέας  
της Οικονομικής και Κοινωνικής  
Επιτροπής



JACQUES MOREAU

Bruselas, 18 de abril de 1988

DICTAMEN  
de la Sección de Transportes y Comunicaciones  
sobre la  
"Propuesta de Directiva del Consejo por la que se modifica la  
Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización de determinadas  
normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías  
por carretera entre los Estados miembros"  
(doc. COM(88) 10 final)

---

Ponente: Sr. EULEN

---

Con arreglo a lo dispuesto en el artículo 75 del Tratado CEE, el 26 de febrero de 1988 el Consejo decidió consultar al Comité Económico y Social sobre la

*"Propuesta de Directiva del Consejo por la que se modifica la Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización de determinadas normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros"*

*(doc. COM(88) 10 final)<sup>(1)</sup>*

La Sección de Transportes y Comunicaciones, encargada de preparar los trabajos en la materia, adoptó su Dictamen el 13 de abril de 1988, basándose en el informe del Sr. EULEN.

En su ... Sesión Plenaria (sesión del ...), el Comité aprobó el siguiente Dictamen:

\*

\*

\*

1. La Sección acoge favorablemente la propuesta de la Comisión, dirigida a ampliar la normativa comunitaria relativa a los transportes mediante conjuntos de vehículos articulados y a los transportes de mudanzas a todos los países de la Conferencia Europea de Ministros de Transportes (CEMT), con excepción de Yugoslavia y Turquía en el caso de los transportes mediante conjuntos de vehículos articulados. Se trata, en este caso, de la Directiva 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, modificada por las Directivas 65/269/CEE<sup>(3)</sup> y 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. En este contexto, no es necesario abundar en los Dictámenes del Comité<sup>(5)</sup> relativos a las mencionadas Directivas. No obstante, cabe lamentar que no se haya tenido en cuenta la sugerencia del Comité en el sentido de no introducir una autorización multilateral para el transporte de mudanzas en el marco de la primera Directiva, sino mediante una directiva independiente. El Comité había señalado justamente el peligro de que una multilateralización selectiva del transporte de mudanzas a través de la primera Directiva podría tener efectos perjudiciales para la multilateralización de otras categorías de transporte contempladas en dicha Directiva.

3. Por otra parte, y en relación con la propuesta de que se trata, podría originar una cierta confusión el hecho de que, con arreglo a los acuerdos CEMT de adaptación a las normas comunitarias, la concesión de autorizaciones multilaterales para mudanzas internacionales sea válida en todos los Estados CEMT,

(1) DO n.º C 59 de 3 de marzo de 1988, p. 5.

(2) DO n.º 88 de 24 de mayo de 1965, p. 1469/65.

(3) DO n.º L 322 de 28 de noviembre de 1983, p. 33.

(4) DO n.º L 309 de 21 de noviembre de 1985, p. 27.

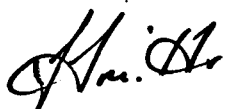
(5) Dictamen de 28 de noviembre de 1963 en DO n.º 168 de 27 de octubre de 1964, (p. 2631/64); Dictamen de 23 de febrero de 1983 en DO n.º C 90 de 5 de abril de 1983, p. 1; Dictamen de 26 de febrero de 1981 en DO n.º C 138 de 9 de junio de 1981, p. 54.

mientras que la validez de las autorizaciones relativas a conjuntos de vehículos articulados (elemento tractor y remolque) queda limitada a los Estados CEMT con exclusión de Yugoslavia y Turquía.

4. Sin perjuicio de estas consideraciones, la Sección acoge favorablemente la propuesta de la Comisión. No obstante, parte de la base de que quedan excluidos los abusos en relación con las autorizaciones para mudanzas internacionales no sujetas a contingentación. La Sección espera que, mediante la ampliación del ámbito de aplicación de la normativa comunitaria, se origine una situación más favorable para el transporte. En lo que se refiere a las excepciones de Yugoslavia y Turquía, la Sección requiere de la Comisión y del Consejo que efectúen todos los esfuerzos necesarios para que ambos países superen sus reservas.

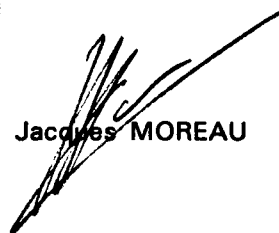
Bruselas, 13 de abril de 1988.

El Presidente  
de la Sección  
de Transportes y Comunicaciones



L. J. SMITH

El Secretario General  
del Comité Económico  
y Social



Jacques MOREAU

Bruxelas, 18 de Abril de 1988

PARECER  
da Secção dos Transportes e Comunicações  
sobre a  
"Proposta de directiva do Conselho que altera a  
Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras  
respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de  
mercadorias entre os Estados-membros"  
(doc. COM(88) 10 final)

---

Relator: Sr. EULEN

---

CES 294/88 fin AS/ef

Em 26 de Fevereiro de 1988 e em conformidade com o disposto no artigo 75.º do Tratado, o Conselho decidiu consultar o Comité Económico e Social sobre a:

*"Proposta de directiva do Conselho que altera a Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros"*

*(doc. COM(88) 10 final)<sup>(1)</sup>*

A Secção dos Transportes e Comunicações, incumbida da preparação dos trabalhos sobre esta matéria, elaborou o seu parecer em 13 de Abril de 1988 com base no relatório do Sr. EULEN.

O Comité Económico e Social, no decurso da sua ... Sessão Plenária, (reunião de ...), adoptou por ... o seguinte parecer:

\*  
\* \* \*

1. A Secção aprova a proposta da Comissão que visa estender o regime comunitário relativo aos transportes por veículos acoplados e aos transportes rodoviários de mudanças a todos os países aderentes à Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes (CEMT) (excepto a Turquia e a Jugoslávia quanto aos transportes por veículos acoplados). A referida directiva é a Directiva 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, com a última redacção que lhe foi dada pela Directiva 83/572/CEE<sup>(3)</sup> e pela Directiva 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. Não é necessário referir aqui os pareceres do Comité<sup>(5)</sup> relativos a estas directivas. É, porém, lamentável que não tenha sido tomado em consideração, não no âmbito da 1ª Directiva, mas numa directiva separada, o pedido do Comité quanto à introdução de uma autorização multilateral para os transportes de mudanças. Foi precisamente por isso que o Comité chamou a atenção para o perigo que encerra o facto de que uma multilateralização selectiva dos transportes rodoviários de mudanças na 1ª Directiva poderia igualmente prejudicar a multilateralização de outras categorias de transportes abrangidos por esta directiva.

3. Além disso, a presente proposta pode originar uma certa confusão. Com efeito, devido às decisões da CEMT relativas à harmonização do seu regime com o regime comunitário, a concessão de autorizações multilaterais para os transportes de mudanças é

(1) JO n.º C 59 de 3.3.1988, p. 5

(2) JO n.º 88 de 24.5.1965, p. 1469/65

(3) JO n.º L 332 de 28.11.1983, p. 33

(4) JO n.º L 309 de 21.11.1985, p. 27

(5) Parecer de 28.11.1963: JO n.º 168 de 27.10.1964, p. 2631/64; Parecer de 23.2.1983: JO n.º C 90 de 5.4.1983, p. 1; Parecer de 26.2.1981: JO n.º C 138 de 9.6.1981, p. 54.

válida, por um lado, em todos os países aderentes à CEMT, quando, por outro, a validade das autorizações para os veículos acoplados (veículo tractor e reboque) fica limitado aos Estados da CEMT com excepção da Jugoslávia e da Turquia.

4. Com estas reservas, a Secção acolhe favoravelmente a proposta da Comissão. Parte esta, no entanto, do princípio de que não são tidos em consideração os abusos em matéria de autorizações para os transportes de mudanças que não estão sujeitos a qualquer contingentamento. A Secção espera que o alargamento da legislação comunitária conduza a novas facilidades no domínio dos transportes. Quanto à excepção que constituem a Jugoslávia e a Turquia, a Secção convida a Comissão e o Conselho a emprenderem os melhores esforços para que estes países abandonem a sua reserva.

Bruxelas, 13 de Abril de 1988

O Presidente  
da Secção  
dos Transportes e  
Comunicações

  
L.J. SMITH

O Secretário-Geral  
do Comité Económico  
e Social

  
Jacques MOREAU

EESC - Historical Archives

"AUTORISATION TRANSPORTS  
MARCHANDISES PAR ROUTE  
(DEMEMAGEMENTS INTERNATIONAUX)"  
(255ème session plénière)

IRA/153/

Dir. B

Bruxelles, le 21 avril 1988

Note d'information

Avis du Comité économique et social sur la "Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres" (doc. COM(88) 10 final)

AVIS : doc. CES 294/88 fin

RAPPORTI : oral, conformément à l'article 29 du Règlement intérieur

A. Procédure

Saisine du Conseil : le 26 février 1988

Décision du Bureau : le 23 février 1988 (en prévision de la saisine du Conseil)

Compétence : section des transports et communications

Organisation des travaux de la section :

Président : M. L.J. SMITH

Groupe de rédaction : Rapporteur : M. EULEN

Membres : MM. CORELL AYORA  
MORELAND

AVIS ADOPTIE à l'unanimité le 13 avril 1988

## B. Contenu essentiel de la proposition de la Commission

1. Les transports de déménagements effectués entre Etats membres de la Communauté sont régis par la directive 65/269/CEE du Conseil du 13 mai 1965 concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres. En vertu de ces dispositions les déménagements par route entre Etats membres sont libérés de tout régime de contingentement mais sont soumis à autorisation. Cette autorisation est délivrée par l'Etat membre sur le territoire duquel le transporteur est établi; elle habilite celui-ci à effectuer des déménagements internationaux sur tout le territoire de la Communauté.

2. La même directive stipule en outre que lorsque des transports de marchandises par route entre les Etats membres sont effectués au moyen d'un ensemble de véhicules couplés dont les éléments sont immatriculés ou admis à la circulation dans un Etat membre, l'autorisation requise est délivrée au véhicule tracteur et que cette autorisation couvre l'ensemble de véhicules couplés, c'est-à-dire le véhicule tracteur et la remorque ou la semi-remorque.

3. Les 21 et 22 mai 1986 les Etats de la CEMT, à l'exception de la Turquie et de la Yougoslavie, ont adopté la résolution n° 47 concernant le régime de la délivrance des autorisations pour les transports internationaux par route entre les pays membres de la CEMT.

4. Cette résolution a pour effet d'instaurer entre les Etats de la CEMT sauf la Turquie et la Yougoslavie, le même régime de délivrance des autorisations aux véhicules tracteurs que celui qui existe entre les Etats membres de la Communauté.

5. La présente proposition vise donc à ce que l'autorisation valable pour les déménagements entre Etats membres de la CEE soit utilisable pour les déménagements internationaux également sur le territoire des Etats de la CEMT, non membres de la CEE; pour les transports de marchandises par route entre Etats membres effectués au moyen d'un ensemble de véhicules couplés dont le véhicule tracteur est immatriculé dans un Etat membre, l'autorisation couvre également la remorque ou la semi-remorque immatriculée ou admise à la circulation dans un Etat de la CEMT, non membre de la CEE et ayant accepté ledit régime de délivrance de l'autorisation au véhicule tracteur (exclusion de la Turquie et de la Yougoslavie).

C. Contenu essentiel de l'avis de la section

1. La section approuve la proposition de la Commission, et renvoie aux avis antérieurs du CES en la matière. Elle regrette cependant que la Commission n'ait pas tenu compte de la demande précédente du CES d'introduire une autorisation multilatérale pour les déménagements non pas dans le cadre de la première directive, mais au moyen d'une directive séparée. Ce fait risque de créer des confusions, notamment dans le cas présent, attendu que la délivrance d'autorisations multilatérales pour les transports de déménagements est valable dans tous les Etats adhérant à la CEMT alors que la validité des autorisations pour les véhicules couplés (véhicule tracteur et remorque) reste limitée aux Etats de la CEMT à l'exception de la Yougoslavie et de la Turquie.

2. En ce qui concerne la position de ces deux pays, la section invite la Commission et le Conseil à mettre tous les moyens en oeuvre afin que la Yougoslavie et la Turquie abandonnent leur réserve.

/VERK/153/

Dir. B

Brüssel, den 21. April 1988

Informationsvermerk

Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses zu dem "Vorschlag für eine Richtlinie des Rates zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG zur Vereinheitlichung gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten" (Dok. KOM (88) 10 endg.)

STELLUNGNAHME: Dok. CES 294/88 fin

BERICHT: mündlich gemäß Artikel 29 der GO

---

A. Verfahren

Befassung des Ausschusses: am 26. Februar 1988

Beschluß des Präsidiums: am 23. Februar 1988 (im Vorgriff auf die Befassung durch den Rat)

Zuständig: Fachgruppe Verkehr und Kommunikationsmittel

Regelung der Arbeiten der Fachgruppe:

Vorsitzender: Herr L.J. SMITH

Redaktionsgruppe: Berichterstatter: Herr EULEN

Mitglieder: die Herren CORELL AYORA  
MORELAND

STELLUNGNAHME EINSTIMMIG ANGENOMMEN am 13. April 1988

## B. Wesentlicher Inhalt des Kommissionsvorschlags

1. Für die Beförderung von Umzugsgut zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft ist die Richtlinie 65/269/EWG des Rates vom 13. Mai 1965 zur Vereinheitlichung gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten maßgebend. Nach diesen Bestimmungen unterliegt die Beförderung von Umzugsgut im Straßenverkehr zwischen den Mitgliedstaaten keiner Kontingentierung, ist aber genehmigungspflichtig. Diese Genehmigung wird von dem Mitgliedstaat erteilt, in dessen Hoheitsgebiet der Verkehrsunternehmer niedergelassen ist; sie ermächtigt diesen zur grenzüberschreitenden Beförderung von Umzugsgut im gesamten Gebiet der Gemeinschaft.

2. In der Richtlinie ist außerdem festgelegt, daß bei Beförderungen im Güterkraftverkehr zwischen Mitgliedstaaten mit Fahrzeugkombinationen, deren aneinandergeschaltete Fahrzeuge in einem Mitgliedstaat zugelassen oder zum Betrieb freigegeben sind, die erforderliche Genehmigung für die Zugmaschine erteilt wird und diese Genehmigung jeweils für sämtliche aneinandergeschaltete Fahrzeuge, d.h. die Zugmaschine und den Anhänger oder den Sattelanhänger, gilt.

3. Am 21. und 22. Mai 1986 verabschiedeten die Mitgliedstaaten der EKVM, ausgenommen Jugoslawien und die Türkei, die Entschließung Nr. 47 über die Regelung der Erteilung der Genehmigungen für den grenzüberschreitenden Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten der EKVM.

4. Mit dieser Entschließung wird zwischen den Mitgliedstaaten der EKVM, ausgenommen Jugoslawien und die Türkei, dieselbe Regelung für die Erteilung der Genehmigungen für Zugmaschinen eingeführt, wie sie zwischen den Mitgliedstaaten besteht.

5. Der Zweck der nun vorgeschlagenen Maßnahmen besteht folglich darin, daß die für die Beförderung von Umzugsgut zwischen den Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft gültige Genehmigung auch für grenzüberschreitende Beförderungen von Umzugsgut im Hoheitsgebiet der Länder der EKVM, die nicht der Europäischen Gemeinschaft angehören, verwendet werden kann; bei Beförderungen im Güterkraftverkehr zwischen Mitgliedstaaten mit Fahrzeugkombinationen, deren Zugmaschine in einem Mitgliedstaat zugelassen ist, soll die Genehmigung auch für den Anhänger oder Sattelanhänger gelten, wenn dieser in einem Land der EKVM, das nicht der Europäischen Gemeinschaft angehört und die genannte Regelung für die Erteilung der Genehmigungen für Zugmaschinen anerkennt (ausgenommen Jugoslawien und die Türkei), zugelassen oder zum Betrieb freigegeben ist.

C. Wesentlicher Inhalt der Stellungnahme der Fachgruppe

1. Die Fachgruppe befürwortet den Vorschlag der Kommission und verweist auf die früheren Stellungnahmen des Ausschusses zu diesem Thema. Sie bedauert allerdings, daß die frühere Anregung des Ausschusses, die Einführung einer multilateralen Genehmigung für den Umzugsverkehr nicht im Rahmen der ersten Richtlinie, sondern mit Hilfe einer separaten Richtlinie vorzunehmen, keine Berücksichtigung gefunden hat. Diese Tatsache kann namentlich in bezug auf den vorliegenden Vorschlag zu einer gewissen Konfusion führen, da die Erteilung multilateraler Genehmigungen für die Beförderung von Umzugsgut in allen EKMV-Mitgliedstaaten gelten soll, während die Gültigkeit der Genehmigungen für Fahrzeugkombinationen (Zugmaschine und Anhänger) auf die EKVM-Staaten ohne Jugoslawien und die Türkei beschränkt bleibt.

2. Was die Ausnahme dieser beiden Länder betrifft, fordert die Fachgruppe die Kommission und den Rat auf, alles daranzusetzen, daß diese Länder ihre Vorbehalte aufgeben.

/TRA/153/

Dir. B.

Brussels, 21 April 1988

Information Memo

Opinion of the Economic and Social Committee on the Proposal for a Council Directive amending Directive 65/269/EEC concerning the Standardization of Certain Rules relating to Authorizations for the Carriage of Goods by Road between Member States (COM(88) 10 final)

OPINION : CES 294/88 fin

REPORT : given orally, in accordance with Art. 29 of the Rules of Procedure

---

A. Procedure

Council's request : 26 February 1988

ESC Bureau's decision : 23 February 1988 (in anticipation of the Council's request)

Referred to : Section for Transport and Communications

Organization of Section work :

Chairman : Mr L.J. SMITH

Drafting Group : Rapporteur : Mr EULEN

Members : Mr CORELL AYORA  
Mr MORELAND

THE OPINION WAS ADOPTED UNANIMOUSLY on 13 April 1988.

B. Gist of the Commission's proposal

1. Removals between Community Member States are governed by Council Directive 65/269/EEC of 13 May 1965 concerning the standardization of certain rules relating to authorizations for the carriage of goods by road between Member States. Pursuant to that Directive, removals by road between Member States are not subject to any quota system but are subject to authorization, to be granted by the Member State on whose territory the carrier is established. The authorization entitled the carrier to carry out international removals throughout the Community.

2. The same Directive also stipulates that, where goods are carried by road between Member States by means of a coupled combination of vehicles whose individual parts are registered or admitted to free circulation in a Member State, the necessary authorization shall be issued in respect of the tractor and shall cover the entire combination of coupled vehicles, i.e. the tractor and the trailer or semi-trailer.

3. On 21 and 22 May 1986 the ECMT member countries, except Turkey and Yugoslavia, adopted Resolution No. 47 concerning the system of issuing licences for international transport operations by road between ECMT Member States.

4. This Resolution introduces for the ECMT countries except Turkey and Yugoslavia the same system of issuing authorizations for tractors as that in force between Member States of the Community.

5. The aim of the present proposal is therefore to ensure that an authorization that is valid for removals between Community Member States may also be used for international removals on the territory of the ECMT member countries which are not members of the Community; for the carriage of goods by road between Member States by means of a vehicle combination of which the tractor is registered in a Member State, the authorization also covers a trailer or semi-trailer registered or admitted to free circulation in a non-EEC member country of the ECMT which has accepted the above-mentioned system for issuing authorizations for tractors (excluding Turkey and Yugoslavia).

C. Gist of the Section Opinion

1. The Section endorses the Commission proposal and refers to earlier ESC Opinions on the subject. However, it regrets that the Commission has not taken account of the Committee's previous proposal that multilateral authorizations for removals be introduced under a separate Directive rather than by amending the initial Directive. This may cause confusion, particularly in the present case, since multilateral authorizations for removals are to be valid in all ECMT Member States, whereas authorizations for the carriage of goods by means of vehicle combinations (tractor and trailer) are to be valid in all ECMT Member States with the exception of Yugoslavia and Turkey.

2. As regards the position of those two countries, the Section calls upon the Commission and Council to do all in their power to ensure that Yugoslavia and Turkey drop their objections.

-----  
/TRA/153/

Dir. B

Bruxelles, 21 aprile 1988

Nota d'informazione

Parere del Comitato economico e sociale in merito alla "Proposta di direttiva del Consiglio che modifica la Direttiva 65/269/CEE che rende uniformi talune norme riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri" (doc. COM(88) 10 def.)

PARERE : doc. CES 294/88 fin

RELAZIONE : Orale, conformemente al disposto dell'art. 29 del R.I.

-----  
A. Procedura

Consultazione da parte del Consiglio: 26 febbraio 1988

Decisione dell'Ufficio di presidenza del Comitato: 23 febbraio 1988 (in previsione della consultazione da parte del Consiglio)

Organo competente: Sezione "Trasporti e comunicazioni"

Organizzazione dei lavori della Sezione:

Presidente: L.J. SMITH

Gruppo di redazione: Relatore : EULEN

Membri : CORELL AYORA  
MORELAND

PARERE ADOTTATO all'unanimità il 13 aprile 1988.

B. Sintesi della proposta della Commissione

1. I trasporti di traslochi effettuati fra gli Stati membri sono disciplinati dalla Direttiva 65/269/CEE del Consiglio, del 13 maggio 1965, che rende uniformi talune norme riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri. A norma di tali disposizioni, i traslochi su strada fra Stati membri sono esenti da qualsiasi regime di contingentamento, ma sono soggetti ad autorizzazione. Questa è rilasciata dallo Stato membro sul cui territorio è stabilito il vettore; l'autorizzazione abilita il vettore ad effettuare traslochi internazionali su tutto il territorio della Comunità.

2. La medesima direttiva stabilisce inoltre che quando i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri sono effettuati mediante un insieme di veicoli accoppiati i cui singoli elementi sono immatricolati o ammessi alla circolazione in uno Stato membro, l'autorizzazione necessaria è rilasciata alla motrice e tale autorizzazione si riferisce a tutto l'insieme di veicoli accoppiati, vale a dire alla motrice ed al rimorchio o al semirimorchio.

3. Il 21 e 22 maggio 1986 gli Stati della CEMT, ad eccezione della Turchia e della Jugoslavia, hanno adottato la risoluzione n° 47 concernente il regime di rilascio delle autorizzazioni per i trasporti internazionali su strada fra i paesi membri della CEMT.

4. Tale risoluzione ha l'effetto d'instaurare negli Stati della CEMT, ad eccezione della Turchia e della Jugoslavia, un regime di rilascio delle autorizzazioni alle motrici identico a quello già esistente fra gli Stati membri della Comunità.

5. La proposta è dunque volta a far sì che l'autorizzazione valida per i traslochi fra Stati membri della CEE sia utilizzabile anche per i traslochi internazionali sul territorio degli Stati della CEMT non membri della CEE; nel caso dei trasporti di merci su strada fra Stati membri effettuati con un insieme di veicoli accoppiati la cui motrice è immatricolata in uno Stato membro, l'autorizzazione copra anche il rimorchio o il semirimorchio immatricolato o ammesso alla circolazione in uno Stato della CEMT, non membro della CEE, che abbia accettato detto regime di rilascio dell'autorizzazione alla motrice (escluse Turchia e Jugoslavia).

C. Sintesi del parere della Sezione

1. La Sezione approva la proposta della Commissione e rinvia ai pareri precedentemente formulati dal CES in materia. Tuttavia si rammarica che la Commissione non abbia tenuto conto della precedente richiesta del CES d'introdurre un'autorizzazione multilaterale per i traslochi non nell'ambito della prima direttiva, bensì attraverso una direttiva distinta. Ciò rischia di creare confusione, soprattutto adesso, dato che il rilascio delle autorizzazioni multilaterali per i traslochi è valido in tutti gli Stati membri della CEMT, mentre la validità delle autorizzazioni per i veicoli accoppiati (motrice e rimorchio) resta limitata agli Stati della CEMT ad eccezione della Jugoslavia e della Turchia.

2. Per quanto riguarda la posizione di questi due paesi, la Sezione invita la Commissione ad adoprarsi con qualsiasi mezzo affinché la Jugoslavia e la Turchia abbandonino le loro riserve.

| "MACHTIGINGEN GOEDEREN-  
| VERVOER OVER DE WEG  
| (INTERNATIONALE  
| VERHUISTRANSPORTEN)"  
| (255e Zitting)  
|

---

LETRA/153/

Dir. B

Brussel, 21 april 1988

Informatieve nota

Advies van het Economisch en Sociaal Comité inzake het "Voorstel voor een richtlijn van de Raad tot wijziging van Richtlijn 65/269/EEG betreffende de eenmaking van bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten" (doc. COM(88) 10 def.)

**ADVIES:** doc. CES 294/88 fin

**RAPPORT:** mondeling verslag, overeenkomstig art. 29 van het Reglement van Orde

---

A. Procedure

Raadpleging door de Raad: 26 februari 1988

Besluit van het Bureau: 23 februari 1988 (vooruitlopend op de raadpleging door de Raad)

Bevoegde Afdeling: Afdeling voor vervoer en communicatie

Organisatie van de werkzaamheden van de Afdeling:

Voorzitter: L.J. SMITH

Redactiegroep

Rapporteur: EULEN

Leden : CORELL AYORA  
MORELAND

**ADVIES** op 13 april 1988 met algemene stemmen **GOEDGEKEURD**.

B. Essentie van het voorstel van de Commissie

1. Verhuistransporten tussen lid-staten van de Gemeenschap vallen onder Richtlijn 65/269/EEG van de Raad van 13 mei 1965 betreffende de eenmaking van bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten. Krachtens deze bepalingen mag voor verhuistransporten tussen lid-staten geen contingentenstelsel gelden, maar is voor dergelijk vervoer wel een machtiging vereist. Deze wordt afgegeven door de lid-staat waarin de vervoerder is gevestigd. Krachtens de machtiging mag de vervoerder overal in de Gemeenschap internationale verhuistransporten verrichten.

2. In dezelfde Richtlijn 65/269/EEG wordt bovendien bepaald dat, indien het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten wordt verricht met een samenstel van aaneengekoppelde voertuigen waarvan de samenstellende delen in een lid-staat zijn ingeschreven of tot het verkeer toegelaten, de vereiste vergunning voor het trekkende voertuig wordt afgegeven en voor het samenstel van aaneengekoppelde voertuigen, d.w.z. het trekkende voertuig en de aanhangwagen of oplegger, geldt.

3. Op 21 en 22 mei 1986 hebben de CEMT-landen met uitzondering van Turkije en Joegoslavië Resolutie no. 47 betreffende de afgifte van machtigingen voor het internationaal vervoer over de weg tussen de CEMT-landen goedgekeurd.

4. Deze resolutie heeft tot gevolg dat tussen de CEMT-landen met uitzondering van Turkije en Joegoslavië het voor de lid-staten van de Gemeenschap van kracht zijnde stelsel voor de afgifte van vergunningen voor trekkende voertuigen wordt ingevoerd.

5. Doel van dit voorstel is, de voor verhuistransporten tussen lid-staten van de EEG geldende machtiging eveneens bruikbaar te maken voor internationaal verhuisvervoer op het grondgebied van de CEMT-landen die geen lid zijn van de EEG; en de afgegeven vergunning voor het goederenvervoer over de weg tussen lid-staten met een voertuigcombinatie waarvan het trekkende voertuig in een lid-staat is ingeschreven, eveneens geldig te maken voor de aanhangwagen of oplegger ingeschreven of tot het verkeer toegelaten in een CEMT-land dat geen lid is van de EEG en dat de afgifte van de vergunning voor het trekkende voertuig heeft aanvaard (met uitzondering van Turkije en Joegoslavië).

C. Inhoud van het advies van de Afdeling

1. De Afdeling keurt het voorstel van de Commissie goed, en verwijst in dit verband naar eerdere adviezen van het Comité. Wel is het jammer dat geen rekening is gehouden met het voorstel van het Comité om de invoering van een internationale machtiging voor het verhuisvervoer niet in het kader van de eerste richtlijn, maar in een afzonderlijke richtlijn te regelen. Dit kan aanleiding geven tot verwarring, met name in het onderhavige geval, omdat een machtiging op grond van de multilaterale regeling van het verhuisvervoer in alle CEMT-landen moet worden erkend, terwijl de vergunningen voor voertuigcombinaties (trekker en oplegger) niet voor alle CEMT-landen zullen gelden omdat Turkije en Joegoslavië erbuiten vallen.

2. Het Comité dringt er dan ook bij de Commissie en de Raad op aan, alles in het werk te stellen om Joegoslavië en Turkije ertoe over te halen, zich bij de nieuwe regeling aan te sluiten.

/TRA/153/

Dir. B

Bruxelles, den 21. april 1988

Informationsnote

ØSU's udtalelse om forslaget til Rådets direktiv om ændring af direktiv 65/269/EØF om gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne (KOM(88) 10 endelig udg.)

UDTALELSE: CES 294/88 fin

RAPPORT: mundtlig, jf. Fo art. 29

A. Procedure

Forelæggelse ved Rådet: 26. februar 1988

Udvalgspræsidiets beslutning: 23. februar 1988 (i forventning om høring)

Kompetence: sektionen for transport og kommunikation

Tilrettelæggelse af sektionens arbejde:

Formand: L.J. SMITH

Redaktionsgruppe: Ordfører: EULEN

Medlemmer: CORELL AYORA  
MORELAND

UDTALELSEN VEDTAGET enstemmigt den 13. april 1988.

## B. Resumé af Kommissionens forslag

1. Transport af flyttegods mellem Fællesskabets medlemsstater foretages i henhold til Rådets direktiv 65/269/EØF af 13. maj 1965 om gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne. I henhold til disse bestemmelser er transport af flyttegods ad landevej mellem medlemsstaterne fritaget for enhver kontingentordning, men der skal foreligge en tilladelse. Denne tilladelse udstedes af den medlemsstat, hvor transportvirksomheden har sit hjemsted; den bemyndiger denne til at udføre international transport af flyttegods inden for hele Fællesskabet.

2. I samme direktiv er der også fastsat bestemmelser om, at såfremt godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne udføres ved hjælp af et vogntog med flere sammenkoblede køretøjer, der er indregistreret eller godkendt til kørsel i en medlemsstat, udstedes den fornødne tilladelse til det trækkende køretøj, men gælder for hele vogntoget, dvs. det trækkende køretøj og påhængsvognen eller sættevognen.

3. Den 21. og 22. maj 1986 vedtog CEMT-landene - med undtagelse af Tyrkiet og Jugoslavien - resolution nr. 47 om ordningen for udstedelse af tilladelser til international transport ad landevej mellem CEMT-landene.

4. Formålet med denne resolution er i CEMT-landene - bortset fra Tyrkiet og Jugoslavien - at indføre den samme ordning for udstedelse for tilladelser til trækkende køretøjer som den, der findes i Fællesskabets medlemsstater.

5. Det foreliggende forslag har således følgende formål: En tilladelse, der gælder for transport af flyttegods mellem Fællesskabets medlemsstater, skal også være gyldig til international transport af flyttegods i de CEMT-lande, der ikke er medlemmer af Fællesskabet; og: for så vidt angår godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne, der udføres ved hjælp af et vogntog, hvis trækkende køretøj er indregistreret i en medlemsstat, dækker tilladelsen tillige påhængsvognen eller sættevognen, der er indregistreret eller godkendt til kørsel i et CEMT-land, der ikke er medlem af Fællesskabet, og som har godkendt ovennævnte ordning for udstedelse af tilladelser til trækkende køretøjer (altså ikke Tyrkiet og Jugoslavien).

C. Resumé af sektionens udtalelse

1. Sektionen godkender Kommissionens forslag og henviser til tidligere udtalelser fra ØSU. Den beklager imidlertid, at der ikke er blevet taget hensyn til ØSU's opfordring om gennem et separat direktiv at indføre en multilateral aftale om transport fremfor at ændre det første direktiv. Dette kan navnlig i dette tilfælde give anledning til nogen forvirring, eftersom tildelingen af multilaterale tilladelser til transport af flyttegods skal være gældende i alle CEMT-medlemslande, hvorimod tilladelserne til transport med vogntog (trækkende køretøj og anhænger) ikke får gyldighed i Jugoslavien og Tyrkiet.

2. For så vidt angår de to sidstnævnte lande, opfordrer sektionen Kommissionen og Rådet til at gøre alt, hvad de kan, for at disse lande opgiver deres forbehold.

Ι "ΑΔΕΙΕΣ ΓΙΑ ΤΙΣ ΟΔΙΚΕΣ  
Ι ΜΕΤΑΦΟΡΕΣ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ  
Ι (ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΜΕΤΑΚΟΜΙΣΕΙΣ)"  
Ι (255η σύνοδος ολομέλειας)

/ΜΕΤ/153/

Διεύθ. Β

Βρυξέλλες, 21 Απριλίου 1988.

Ενημερωτικό σημείωμα

Γνωμοδότηση της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής για την "Πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου η οποία τροποποιεί την οδηγία 65/269/ΕΟΚ σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων κανόνων που αφορούν τις άδειες για οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών" (έγγρ. COM(88) 10 τελικό)

ΓΝΩΜΟΔΟΤΗΣΗ : έγγρ. CΕS 294/88 τελικό

ΕΙΣΗΓΗΤΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ : προφορική, σύμφωνα με το άρθρο 29 του Εσωτερικού Κανονισμού

Α. Διαδικασία

Αίτηση γνωμοδότησης του Συμβουλίου : της 26ης Φεβρουαρίου 1988

Απόφαση του Προεδρείου : της 23ης Φεβρουαρίου 1988 (ενόψει της αίτησης γνωμοδότησης του Συμβουλίου)

Αρμοδιότητα : του τμήματος μεταφορών και επικοινωνιών

Οργάνωση των εργασιών του τμήματος :

Πρόεδρος : ο κ. L.J.SMITH

Συντακτική ομάδα :

Εισηγητής : ο κ. EULEN

Μέλη : οι κ.κ. CORELL AYORA  
MORELAND

Η ΓΝΩΜΟΔΟΤΗΣΗ ΥΙΟΘΕΤΗΘΗΚΕ στις 13 Απριλίου 1988 ΟΜΟΦΩΝΑ.

## B. Κύρια σημεία της πρότασης της Επιτροπής

1. Οι μεταφορές για μετακομίσεις που πραγματοποιούνται μεταξύ των κρατών μελών της Κοινότητας διέπονται από την οδηγία 65/269/ΕΟΚ του Συμβουλίου της 13ης Μαΐου 1965 σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων κανόνων που αφορούν τις άδειες για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών. Βάσει των διατάξεων αυτών οι διαμετακομίσεις που πραγματοποιούνται οδικώς μεταξύ κρατών μελών ελευθερώνονται από κάθε καθεστώς ποσόστωσης, υπόκεινται όμως στην έκδοση αδειας. Η άδεια αυτή εκδίδεται από το κράτος μέλος στο έδαφος του οποίου είναι εγκατεστημένος ο μεταφορέας· με αυτήν εξουσιοδοτείται ο μεταφορέας να πραγματοποιήσει διεθνείς μετακομίσεις σε όλο το έδαφος της Κοινότητας.
2. Η ίδια οδηγία ορίζει εξάλλου ότι όταν πραγματοποιούνται οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών με συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων των οποίων τα επί μέρους τμήματα είναι εγγεγραμμένα ή γίνονται δεκτά στην κυκλοφορία σε άλλο κράτος μέλος, η απαιτούμενη άδεια εκδίδεται για το όχημα έλξης και ότι η άδεια αυτή καλύπτει το συνδυασμό των συζευγμένων οχημάτων, δηλαδή και το όχημα έλξης και το ρυμουλκό ή το ημιρυμουλκό.
3. Στις 21 και 22 Μαΐου 1986 τα κράτη της CEMT, εκτός από την Τουρκία και την Γιουγκοσλαβία, ενέκριναν το ψήφισμα αριθ. 47 σχετικά με το καθεστώς της έκδοσης των αδειών για τις διεθνείς οδικές μεταφορές μεταξύ των κρατών μελών της CEMT.
4. Το ψήφισμα αυτό έχει ως στόχο να καθιερώσει μεταξύ των κρατών της CEMT, εκτός από την Τουρκία και τη Γιουγκοσλαβία, το ίδιο καθεστώς έκδοσης των αδειών για τα οχήματα έλξης με εκείνο που υφίσταται μεταξύ των κρατών μελών της Κοινότητας.
5. Στόχος λοιπόν της παρούσας πρότασης είναι η άδεια που ισχύει για τις μετακομίσεις μεταξύ κρατών μελών της ΕΟΚ να μπορεί να χρησιμοποιηθεί για τις διεθνείς μετακομίσεις και στο έδαφος των κρατών της CEMT, μη μελών της ΕΟΚ, και για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ κρατών μελών που πραγματοποιούνται με συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων των οποίων το όχημα έλξης είναι εγγεγραμμένο σε ένα κράτος μέλος, η άδεια να καλύπτει επίσης το ρυμουλκό ή το ημιρυμουλκό που είναι καταχωρημένο ή γίνεται δεκτό στην κυκλοφορία σε κράτος μέλος, της CEMT, μη μέλους της ΕΟΚ, το οποίο όμως έχει αποδεχτεί το εν λόγω καθεστώς έκδοσης της αδειας για το όχημα έλξης (εκτός από την Τουρκία και τη Γιουγκοσλαβία).

Γ. Κύριο περιεχόμενο της γνωμοδότησης του τμήματος

1. Το τμήμα εγκρίνει την πρόταση της Επιτροπής και παραπέμπει σχετικά σε παλαιότερες γνωμοδοτήσεις της ΟΚΕ. Επισημαίνει όμως με λύπη του πως η Επιτροπή δεν έλαβε υπόψη της προηγούμενη σύσταση της ΟΚΕ για καθιέρωση μίας πολυμερούς άδειας για τις μετακομίσεις όχι στα πλαίσια της πρώτης οδηγίας αλλά με τη βοήθεια μίας ιδιαίτερης οδηγίας. Το γεγονός αυτό μπορεί να προκαλέσει συγχύσεις, ιδιαίτερα στην προκειμένη περίπτωση, αφού η χορήγηση πολυμερών αδειών για τις μετακομίσεις πρέπει να ισχύει σε όλα τα κράτη μέλη της CEMT, ενώ η ισχύς των αδειών για συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων (όχημα έλξης και ρυμουλκό) παραμένει περιορισμένη για τα κράτη μέλη της CEMT, χωρίς την Γιουγκοσλαβία και την Τουρκία.

2. Σχετικά με τη στάση των δύο αυτών χωρών, η ΟΚΕ καλεί την Επιτροπή και το Συμβούλιο να κάνουν ό,τι περνά από το χέρι τους, έτσι ώστε η Γιουγκοσλαβία και η Τουρκία να άρουν τις επιφυλάξεις τους.

| "AUTORIZACION TRANSPORTES  
| MERCANCIAS POR CARRETERA  
| (MUDANZAS INTERNACIONALES)"  
(255a Sesión Plenaria)

/TRA/153/

Dir. B

Bruselas, 21 de abril de 1988

Nota informativa

Dictamen del Comité Económico y Social sobre la "Propuesta de Directiva del Consejo por la que se modifica la Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización de determinadas normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros" (doc. COM(88) 10 final)

DICTAMEN : doc. CES 294/88 final

INFORME : oral, en conformidad con el artículo 29 del Reglamento Interno

A. Procedimiento

Consulta del Consejo : 26 de febrero de 1988

Decisión de la Mesa : 23 de febrero de 1988 (en previsión de la consulta del Consejo)

Competencia : Sección de Transportes y Comunicaciones

Organización de los trabajos de la Sección :

Presidente : Sr. L.J. SMITH

Grupo de redacción : Ponente : Sr. EULEN

Miembros : Sres. CORELL AYORA  
MORELAND

DICTAMEN ADOPTADO POR UNANIMIDAD el 13 de abril de 1988.

B. Contenido esencial de la propuesta de la Comisión

1. Los transportes de mudanzas realizados entre Estados miembros de la Comunidad están regulados por la Directiva 65/269/CEE del Consejo del 13 de mayo de 1965 relativa a la uniformización de determinadas normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros. En virtud de sus disposiciones, las mudanzas por carretera entre Estados miembros no están sometidas a ningún régimen de contingentación pero sí a autorización, que debe ser expedida por el Estado miembro en cuyo territorio esté establecido el transportista; dicha autorización permite al transportista realizar mudanzas internacionales por todo el territorio de la Comunidad.

2. Además, la misma Directiva estipula que cuando se realizan transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros mediante un conjunto de vehículos articulados cuyos elementos estén matriculados o tengan permiso de circulación en un Estado miembro, la autorización requerida se concede al vehículo tractor y que esta autorización cubre al conjunto de vehículos articulados, es decir, el vehículo tractor y el remolque o semiremolque.

3. Los días 21 y 22 de mayo de 1986, los Estados de la CEMT, excepto Turquía y Yugoslavia, adoptaron la Resolución nº 47 relativa al régimen de expedición de autorizaciones para transportes internacionales por carretera entre los países miembros de la CEMT.

4. Esta Resolución tiene por efecto la instauración entre los Estados de la CEMT, excepto Turquía y Yugoslavia, del mismo régimen de expedición de autorizaciones para vehículos tractores que el existente entre los Estados miembros de la Comunidad.

5. La presente propuesta pretende que la autorización que sirve para mudanzas entre Estados miembros de la CEE se pueda utilizar también para mudanzas internacionales en territorio de los Estados de la CEMT no miembros de la CEE; para transportes de mercancías por carretera entre Estados miembros realizados mediante un conjunto de vehículos articulados cuyo vehículo tractor esté matriculado en un Estado miembro, la autorización cubre también al remolque o semiremolque matriculado o con permiso de circulación en un Estado de la CEMT no miembro de la CEE que haya adoptado dicho régimen de expedición de autorizaciones para los vehículos tractores (exclusión de Turquía y Yugoslavia).

C. Contenido esencial del dictamen de la Sección

1. La Sección aprueba la propuesta de la Comisión y se remite a los anteriores dictámenes del CES en la materia. Lamenta no obstante que la Comisión no haya tenido en cuenta la anterior petición del CES de establecer una autorización multilateral para las mudanzas, no en el contexto de la primera directiva sino mediante otra directiva. Esto puede crear confusiones, sobre todo en la actualidad, dado que la expedición de autorizaciones multilaterales para transportes de mudanzas es válida en todos los Estados de la CEMT, mientras que las autorizaciones para vehículos articulados (vehículo tractor y remolque) son válidas en los Estados de la CEMT excepto Yugoslavia y Turquía.

2. En lo que concierne a la posición de estos dos países, la Sección pide a la Comisión y al Consejo que hagan todo lo necesario para que Yugoslavia y Turquía dejen de lado sus reservas.

"AUTORIZAÇÃO TRANSPORTES  
RODOVIÁRIOS DE MERCADORIAS  
(MUDANÇAS INTERNACIONAIS)"

(255ª Sessão Plenária)

-----  
/TRA/153/

Dir. B

Bruxelas, 21 de Abril de 1988

Nota informativa

Parecer do Comité Económico e Social sobre a "Proposta de directiva do Conselho que altera a Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros" (doc. COM(88) 10 final)

PARECER : doc. CES 294/88 fin

RELATÓRIO : oral, em conformidade com o artigo 292 do Regulamento Interno

-----  
A. Processo

Consulta do Conselho: 26 de Fevereiro de 1988

Decisão da Mesa: 23 de Fevereiro de 1988 (na previsão da consulta do Conselho)

Competência: Secção dos Transportes e Comunicações

Organização dos trabalhos da Secção:

Presidente: Sr. L.J. SMITH

Grupo de redacção: Relator : Sr. EULEN

Membros : Srs. CORELL AYORA  
MORELAND

PARECER ADOPTADO POR UNANIMIDADE em 13 de Abril de 1988.

B. Conteúdo essencial da proposta da Comissão

1. Os transportes de mudanças efectuados entre Estados-membros da Comunidade são regulados pela Directiva 65/269/CEE do Conselho, de 13 de Maio de 1965, relativa à uniformização de certas regras referentes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros. Em virtude destas disposições, as mudanças rodoviárias entre Estados-membros não estão sujeitas a qualquer regime de contingentamento, carecendo contudo de autorização. Esta autorização é concedida pelo Estado-membro em cujo território o transportador está estabelecido, habilitando-o a efectuar mudanças internacionais em todo o território da Comunidade.

2. A mesma directiva preceitua ainda que, nos casos em que os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros são efectuados por meio de um conjunto de veículos acoplados, cujos elementos sejam registados ou autorizados a circular num Estado-membro, a autorização necessária é concedida ao veículo tractor, e que esta autorização abrange o conjunto de veículos acoplados, isto é, o veículo tractor e o reboque ou o semi-reboque.

3. Em 21 e 22 de Maio de 1986, os Estados da CEMT, à excepção da Turquia e da Jugoslávia, adoptaram a resolução nº 47 relativa ao regime de concessão da autorizações para os transportes rodoviários internacionais entre os países membros da CEMT.

4. Esta Resolução instaure entre os Estados da CEMT, excepto a Turquia e a Jugoslávia, um regime de concessão de autorizações para os veículos tractores idêntico ao que vigora entre os Estados-membros da Comunidade.

5. A presente proposta tem, pois, por objectivo que a autorização válida para as mudanças entre Estados-membros da CEE, possa igualmente ser utilizada para as mudanças internacionais no território dos Estados da CEMT não integrados na CEE; para os transportes rodoviários de mercadorias entre Estados-membros efectuados por meio de um conjunto de veículos acoplados, cujo veículo tractor esteja registado num Estado-membro, a autorização abrange igualmente o reboque ou o semi-reboque registado ou autorizado a circular num Estado da CEMT, não integrado na CEE, que tenha aceite o dito regime de concessão da autorização ao veículo tractor (excepto a Turquia e a Jugoslávia).

C. Conteúdo essencial do parecer da Secção

1. A Secção aprova a proposta da Comissão, referindo os anteriores pareceres do CES sobre esta matéria. Lamenta, no entanto, que a Comissão não tenha tomado em consideração o anterior pedido emitido pelo CES, quanto à introdução de uma autorização multilateral para os transportes de mudanças, não no âmbito da 1ª Directiva, mas numa directiva separada. Este facto pode originar confusões, nomeadamente no caso presente, dado que a concessão de autorizações multilaterais para os transportes de mudanças é válida, por um lado, em todos os Estados aderentes à CEMT, quando, por outro, a validade das autorizações para os veículos acoplados (veículo tractor e reboque) fica limitada aos Estados da CEMT com excepção da Jugoslávia e da Turquia.

2. No que diz respeito à posição destes dois países, a Secção convida a Comissão e o Conselho a envidarem esforços no sentido de a Jugoslávia e a Turquia abandonarem a sua reserva.

COMMUNAUTES EUROPEENNES

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

LE SECRETAIRE GENERAL

Bruxelles, le 06. V. 1988 2232

Monsieur le Secrétaire Général,

En date du 26 février 1988, le Conseil des Communautés européennes a demandé l'avis du Comité économique et social sur la

"Proposition de directive du Conseil modifiant la Directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres".

Le Comité, lors de sa 255ème session plénière des 27 et 28 avril, a adopté son avis à ce sujet.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte de ce document. Veuillez également trouver en annexe l'avis de la section des transports et communications ainsi que le compte rendu des délibérations du Comité.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

Jacques MOREAU

P.J. : CES 449/88  
CES 467/88  
CES 294/88 fin

Monsieur David WILLIAMSON  
Secrétaire Général  
Commission des Communautés européennes  
200, rue de la Loi  
1049 - Bruxelles

COMMUNAUTES EUROPEENNES

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

LE SECRETAIRE GENERAL

Bruxelles, le

C. S. V. 1988

2233

Monsieur le Secrétaire Général,

En date du 26 février 1988, le Conseil des Communautés européennes a demandé l'avis du Comité économique et social sur la

"Proposition de directive du Conseil modifiant la Directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres".

Le Comité, lors de sa 255ème session plénière des 27 et 28 avril, a adopté son avis à ce sujet.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le texte de ce document. Veuillez également trouver en annexe l'avis de la section des transports et communications ainsi que le compte rendu des délibérations du Comité.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

Jacques MOREAU

P.J. : CES 449/88  
CES 467/88  
CES 294/88 fin

Monsieur Niels ERSBØLL  
Secrétaire Général  
Conseil des Communautés européennes  
170, rue de la Loi  
1048 BRUXELLES

Bruxelles, le 27 avril 1988

AVIS  
du Comité économique et social  
sur la  
"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive  
65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives  
aux autorisations pour les transports de marchandises par route  
entre les Etats membres"  
(doc. COM (88) 10 final)

---

Le 26 février 1988, le Conseil a décidé, conformément à l'article 75 du Traité, de consulter le Comité économique et social sur la

*"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres"*

*(doc. COM (88) 10 final)<sup>(1)</sup>*

La section des transports et communications, chargée de préparer les travaux en la matière, a élaboré son avis le 13 avril 1988 (rapporteur: M. EULEN).

Le Comité économique et social a adopté l'avis suivant au cours de sa 255ème session plénière, (séance du 27 avril 1988) à l'unanimité.

1. Le Comité approuve la proposition de la Commission visant à étendre le régime communautaire relatif aux transports par véhicules couplés et aux déménagements par route à tous les pays adhérant à la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) (à l'exception de la Turquie et de la Yougoslavie dans le cas des transports par véhicules couplés). La directive concernée est la directive 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, modifiée par les directives 83/572/CEE<sup>(3)</sup> et 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. Il n'est pas nécessaire de revenir ici sur les avis du Comité<sup>(5)</sup> relatifs à ces directives. Il est cependant regrettable qu'il n'ait pas été tenu compte de la demande du Comité d'introduire une autorisation multilatérale pour les déménagements non pas dans le cadre de la première directive, mais au moyen d'une directive séparée. A juste titre, le Comité a attiré l'attention sur le danger résidant dans le fait qu'une multilatéralisation sélective des déménagements par route par le biais de la première directive pourrait également porter préjudice à la multilatéralisation d'autres catégories de transport touchées par cette directive.

3. En outre, la présente proposition peut donner lieu à une certaine confusion. En raison des décisions de la CEMT relatives à l'alignement sur le régime communautaire, la délivrance d'autorisations multilatérales pour les transports de

(1) JO n° C 59 du 3 mars 1988, page 5.

(2) JO n° 88 du 24 mai 1965, pages 1469/65.

(3) JO n° L 332 du 28 novembre 1983, page 33.

(4) JO n° L 309 du 21 novembre 1985, page 27.

(5) Avis du 28 novembre 1963: JO n° 168 du 27 octobre 1964, page 2631/64; avis du 23 février 1983: JO n° C 90 du 5 avril 1983, page 1; avis du 26 février 1981: JO n° C 138 du 9 juin 1981, page 54.

déménagements est valable dans tous les Etats adhérant à la CEMT alors que la validité des autorisations pour les véhicules couplés (véhicule tracteur et remorque) reste limitée aux Etats de la CEMT à l'exception de la Yougoslavie et de la Turquie.

4. Compte tenu de ces réserves, le Comité accueille favorablement la proposition de la Commission. Il part cependant du principe que les abus en matière d'autorisations pour les transports de déménagements, qui ne sont soumis à aucun contingentement, sont exclus. Le Comité espère que l'élargissement de la législation communautaire entraînera de nouveaux allègements dans le domaine des transports. En ce qui concerne l'exception que constituent la Yougoslavie et la Turquie, le Comité invite la Commission et le Conseil à mettre tous leurs moyens en oeuvre afin que ces pays abandonnent leurs réserves.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1988

Le Président  
du Comité économique  
et social

Alfons MARGOT

Le Secrétaire Général  
du Comité économique  
et social

Jacques MOREAU

Brüssel, den 27. April 1988

**STELLUNGNAHME**  
**des Wirtschafts- und Sozialausschusses**  
**zu dem**  
**"Vorschlag für eine Richtlinie des Rates**  
**zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG**  
**zur Vereinheitlichung gewisser Regeln**  
**betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr**  
**zwischen den Mitgliedstaaten"**  
**(Dok. KOM (88) 10 endg.)**

Der Rat beschloß am 26. Februar 1988, den Wirtschafts- und Sozialausschuß gemäß Artikel 75 des EWG-Vertrags um Stellungnahme zu folgender Vorlage zu ersuchen:

*“Vorschlag für eine Richtlinie des Rates zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG zur Vereinheitlichung gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten“*

*(Dok. KOM (88) 10 endg.)<sup>(1)</sup>*

Die mit der Vorbereitung der Arbeiten beauftragte Fachgruppe Verkehr und Kommunikationsmittel nahm ihre Stellungnahme am 13. April 1988 an. Berichterstatte war Herr EULEN.

Der Ausschuß verabschiedete auf seiner 255. Plenartagung (Sitzung vom 27. April 1988) einstimmig folgende Stellungnahme:

1. Der Wirtschafts- und Sozialausschuß befürwortet den Kommissionsvorschlag, der darauf abzielt, die gemeinschaftlichen Regelungen hinsichtlich der Beförderungen mit Fahrzeugkombinationen als auch derjenigen von Umzugsgut auf alle Länder der Europäischen Konferenz der Verkehrsminister (EKVM) (mit Ausnahme Jugoslawiens und der Türkei im Falle der Beförderungen mit Fahrzeugkombinationen) auszudehnen. Dabei handelt es sich um die Richtlinie 65/269/EWG<sup>(2)</sup>, geändert durch die Richtlinien 83/572/EWG<sup>(3)</sup> bzw. 85/505/EWG<sup>(4)</sup>.

2. Die Stellungnahmen des Ausschusses<sup>(5)</sup> hinsichtlich dieser Richtlinien brauchen hier nicht wiederholt zu werden. Bedauerlich ist allerdings die Tatsache, daß die Anregung des Ausschusses, die Einführung einer multilateralen Genehmigung für den Umzugsverkehr nicht im Rahmen der ersten Richtlinie, sondern mit Hilfe einer separaten Richtlinie vorzunehmen, keine Berücksichtigung gefunden hat. Der Ausschuß hatte mit Recht auf die Gefahr hingewiesen, daß eine selektive Multilateralisierung des Umzugsverkehrs über den Weg der ersten Richtlinie auch eine Präjudizwirkung für die Multilateralisierung weiterer von dieser Richtlinie erfaßter Beförderungskategorien zur Folge haben könnte.

3. In bezug auf den vorliegenden Vorschlag kann sich darüber hinaus eine gewisse Konfusion aus der Tatsache ergeben, daß aufgrund der EKVM-Beschlüsse zur Angleichung an die EG-Regeln

(1) ABl. Nr. C 59 vom 3.3.1988, S. 5

(2) ABl. Nr. 88 vom 24.5.1965, S. 1469/65

(3) ABl. Nr. L 332 vom 28.11.1983, S. 33

(4) ABl. Nr. L 309 vom 21.11.1985, S. 27

(5) Stellungnahme vom 28.11.1983, in: ABl. Nr. 168 vom 27.10.1984, S. 2631/64; Stellungnahme vom 23.2.1983, in: ABl. Nr. C 90 vom 5.4.1983, S. 1; Stellungnahme vom 26.2.1981, in: ABl. Nr. C 138 vom 9.6.1981, S. 54

die Erteilung multilateraler Genehmigungen für die Beförderung von Umzugsgut in allen EKVM-Mitgliedstaaten gelten soll, während die Gültigkeit der Genehmigungen für Fahrzeugkombinationen (Zugmaschine und Anhänger) auf die EKVM-Staaten ohne Jugoslawien und die Türkei beschränkt bleibt.

4. Vorbehaltlich dieser Bedenken begrüßt der Ausschuß den Kommissionsvorschlag. Er geht allerdings davon aus, daß Mißbräuche der Genehmigungen für die Beförderung von Umzugsgut, die keiner Kontingentierung unterliegen, ausgeschlossen bleiben. Der Ausschuß erwartet durch die Ausweitung des EG-Rechts weitere Erleichterungen für den Verkehr. Was die Ausnahme Jugoslawiens und der Türkei betrifft, fordert der Ausschuß die Kommission und den Rat auf, alles daranzusetzen, daß diese Länder ihre Vorbehalte aufgeben.

Geschehen zu Brüssel am 27. April 1988

Der Präsident  
des Wirtschafts- und  
Sozialausschusses

Alfons MARGOT

Der Generalsekretär  
des Wirtschafts- und  
Sozialausschusses

Jacques MOREAU

Brussels, 27 April 1988

OPINION  
of the Economic and Social Committee  
on the  
Proposal for a Council Directive amending Directive 65/269/EEC  
concerning the standardization of certain rules relating to  
authorizations for the carriage of goods by road between Member  
States  
(COM(88) 10 final)

---

On 26 February 1988 the Council decided to consult the Economic and Social Committee, under Article 75 of the Treaty establishing the European Economic Community, on the

*Proposal for a Council Directive amending Directive 65/269/EEC concerning the standardization of certain rules relating to authorizations for the carriage of goods by road between Member States*

*(COM(88) 10 final)<sup>(1)</sup>.*

The Section for Transport and Communications, which was responsible for preparing the Committee's work on the subject, adopted its Opinion on 13 April 1988. The Rapporteur was Mr EULEN.

At its 255th Plenary Session (meeting of 27 April 1988) the Economic and Social Committee adopted the following Opinion unanimously:

1. The Committee approves the Commission proposal for extending Community rules on removals and on vehicle combinations to all countries of the European Conference of Ministers of Transport (ECMT) (with the exception of Yugoslavia and Turkey in the case of vehicle combinations). The proposal involves Directive 65/269/EEC<sup>(2)</sup>, as amended by Directives 83/572/EEC<sup>(3)</sup> and 85/505/EEC<sup>(4)</sup>.

2. There is no need to repeat here what the Committee has already said about these Directives<sup>(5)</sup>. It is nevertheless regrettable that no action has been taken in response to the Committee's proposal that multilateral authorizations for removals be introduced under a separate Directive rather than by amending the initial Directive 65/269/EEC. At the time the Committee had rightly drawn attention to the danger that amending the initial Directive for the purpose of introducing multilateral provisions covering only removals might have an adverse effect on the introduction of multilateral provisions for other transport operations covered by the same Directive.

3. The present proposal may cause a certain amount of confusion since, in accordance with ECMT resolutions aligning on EC rules, multilateral authorizations for removals are to be valid in all ECMT countries whereas authorizations for the

---

(1) OJ No. C 59 of 3 March 1988, page 5

(2) OJ No. 88 of 24 May 1965, page 1469/65

(3) OJ No. L 332 of 28 November 1983, page 33

(4) OJ No. L 309 of 21 November 1985, page 27

(5) Opinion of 28 November 1963 in OJ No. 168 of 27 October 1964, page 2631/64; Opinion of 23 February 1983 in OJ No. C 90 of 5 April 1983, page 1; Opinion of 26 February 1981 in OJ No. C 138 of 9 June 1981, page 54.

carriage of goods by means of vehicle combinations (tractor and trailer) are to be valid in all ECMT countries with the exceptions of Yugoslavia and Turkey.

4. Subject to these reservations, the Committee welcomes the Commission proposal. In doing so, however, it assumes that there are no loopholes for misusing the quota-free authorizations for removals. The Committee expects the extension of EC rules to lead to a further easing of restrictions on the carriage of goods. As far as the exceptions are concerned (Yugoslavia and Turkey), the Committee calls upon the Commission and Council to do all in their power to ensure that the objections of these two countries are dropped.

Done at Brussels, 27 April 1988.

The Chairman  
of the Economic and  
Social Committee

Alfons MARGOT

The Secretary-General  
of the Economic and  
Social Committee

Jacques MOREAU

Bruxelles, 27 aprile 1988

**P A R E R E**  
del Comitato economico e sociale  
in merito alla  
"Proposta di direttiva del Consiglio che modifica la Direttiva  
65/269/CEE che rende uniformi talune norme riguardanti le  
autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri"  
(doc. COM (88) 10 def.)

---

Il Consiglio, in data 26 febbraio 1988, ha deciso, conformemente all'art. 75 del Trattato che istituisce la Comunità economica europea, di consultare il Comitato economico e sociale in merito alla

*"Proposta di direttiva del Consiglio che modifica la Direttiva 65/269/CEE che rende uniformi talune norme riguardanti le autorizzazioni per i trasporti di merci su strada fra gli Stati membri"*

*(doc. COM(88) 10 def.)<sup>(1)</sup>*

La Sezione "Trasporti e comunicazioni", incaricata di preparare i lavori in materia, ha formulato il parere sulla base della relazione EULEN in data 13 aprile 1988.

Il Comitato economico e sociale ha adottato all'unanimità, il 27 aprile 1988, nel corso della 255a sessione plenaria, il seguente parere:

\*  
\*  
\*

1. Il Comitato approva la proposta della Commissione che mira ad estendere il regime comunitario concernente i trasporti mediante veicoli accoppiati e quelli relativi ai traslochi a tutti i paesi della Conferenza Europea dei Ministri dei Trasporti (CEMT), ad eccezione della Jugoslavia e della Turchia, nel caso dei trasporti mediante veicoli accoppiati. Si tratta della Direttiva 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, modificata dalle Direttive 83/572/CEE<sup>(3)</sup> e 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. Non occorre in questa sede riassumere i pareri del Comitato su tali direttive<sup>(5)</sup>. Si constata tuttavia con rammarico che le esortazioni del Comitato affinché venga introdotta un'autorizzazione multilaterale per i traslochi non nel quadro della prima direttiva, bensì mediante una direttiva distinta, non hanno trovato riscontro. Giustamente il Comitato aveva messo in guardia dal rendere multilaterale selettivamente il settore dei traslochi mediante la prima direttiva, cosa che potrebbe risultare pregiudizievole qualora si volesse conferire carattere di multilateralità ad altre categorie di trasporti previste dalla medesima direttiva.

3. Inoltre, la presente proposta può dare adito a confusione in quanto, in base alle decisioni della CEMT concernenti l'allineamento al regime comunitario, il rilascio delle autorizzazioni multilaterali per i traslochi dovrebbe

(1) G.U. n° C 59 del 3 marzo 1988, pag. 5

(2) G.U. n° 88 del 24 maggio 1965, pagg. 1469

(3) G.U. n° L 332 del 28 novembre 1983, pag. 33

(4) G.U. n° L 309 del 21 novembre 1985, pag. 27

(5) Parere del 28 novembre 1963, G.U. n° 168 del 27 ottobre 1964, pag. 2631/64; parere del 23 febbraio 1983, G.U. n° C 90 del 5 aprile 1983, pag. 1; parere del 26 febbraio 1981, G.U. n° C 138 del 9 giugno 1981, pag. 54

valere per tutti i paesi della CEMT, mentre la validità delle autorizzazioni per i trasporti mediante veicoli accoppiati (motrice più rimorchi) resta limitata ai paesi della CEMT ad eccezione di Turchia e Jugoslavia.

4. A parte tali considerazioni, il Comitato approva la proposta della Commissione. Esso tuttavia dà per scontato che siano evitati abusi delle autorizzazioni per i traslochi esenti da regime di contingentamento. Il Comitato auspica che l'estensione del regime comunitario contribuisca ad agevolare ulteriormente i trasporti. Per quanto riguarda l'eccezione rappresentata dalla Jugoslavia e dalla Turchia, il Comitato sollecita la Commissione e il Consiglio a fare di tutto affinché tali paesi tolgano le loro riserve.

Bruxelles, 27 aprile 1988

Il Presidente  
del Comitato economico  
e sociale

Alfons MARGOT

Il Segretario generale  
del Comitato economico  
e sociale

Jacques MOREAU

Brussel, 27 april 1988

**ADVIES**  
van het Economisch en Sociaal Comité  
over het  
"Voorstel voor een richtlijn van de Raad tot wijziging van Richtlijn  
65/269/EEG betreffende de eenmaking van bepaalde regels met  
betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de  
weg tussen de lid-staten"  
(doc. COM (88) 10 def.)

De Raad heeft op 26 februari besloten, overeenkomstig de bepalingen van art. 75 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap het Economisch en Sociaal Comité te raadplegen over het

*"Voorstel voor een richtlijn van de Raad tot wijziging van Richtlijn 65/269/EEG betreffende de eenmaking van bepaalde regels met betrekking tot de machtigingen voor het goederenvervoer over de weg tussen de lid-staten"*

*(doc. COM (88) 10 def.)<sup>(1)</sup>.*

De Afdeling voor vervoer en communicatie, die met de voorbereiding van de desbetreffende werkzaamheden was belast, heeft haar advies op 13 april 1988 goedgekeurd. Rapporteur was de heer EULEN.

Het Economisch en Sociaal Comité heeft tijdens zijn 255e Zitting (vergadering van 27 april 1988) het volgende advies uitgebracht, dat met algemene stemmen is goedgekeurd:

1. Het Comité staat achter het voorstel van de Commissie dat ten doel heeft de Gemeenschapsbepalingen inzake het verhuisvervoer en het goederenvervoer over de weg met een voertuigcombinatie uit te breiden tot alle landen van de Europese conferentie van ministers van verkeer (CEMT), met uitzondering van Turkije en Joegoslavië voor het onderdeel goederenvervoer over de weg met een voertuigcombinatie. Het betreft hier Richtlijn 65/269/EEG<sup>(2)</sup>, gewijzigd bij de Richtlijnen 83/572/EEG<sup>(3)</sup> en 85/505/EEG<sup>(4)</sup>.

2. De adviezen van het Comité<sup>(5)</sup> over bovengenoemde richtlijnen behoeven hier niet herhaald te worden. Helaas is echter geen rekening gehouden met het voorstel van het Comité om de invoering van een internationale machtiging voor het verhuisvervoer niet in het kader van de Eerste richtlijn, maar in een afzonderlijke richtlijn te regelen. Het Comité heeft er destijds terecht op gewezen dat een multilaterale regeling die alleen geldt voor het in de Eerste richtlijn opgenomen internationale verhuisvervoer over de weg prejudiciële gevolgen zou hebben voor de overige in deze richtlijn opgenomen categorieën van het goederenvervoer.

3. Bovendien kan het onderhavige richtlijnvoorstel aanleiding geven tot verwarring, omdat de invoering van een internationale machtiging voor het verhuisvervoer krachtens de CEMT-besluiten inzake de aanpassing aan het communautaire stelsel

(1) PB C 59 van 3-3-1988, blz. 5

(2) PB 88 van 24-5-1965, blz. 1469/65

(3) PB L 332 van 28-11-1983, blz. 33

(4) PB L 309 van 21-11-1985, blz. 27

(5) Advies van 28-11-1963 in PB 168 van 27-10-1964 (blz. 2631/64); advies van 23-2-1983 in PB C 90 van 5-4-1983, blz. 1; advies van 26-2-1981 in PB C 138 van 9-6-1981, blz. 54.

in alle CEMT-landen van toepassing is, terwijl de nieuwe vergunningen voor voertuigcombinaties (trekker en oplegger) niet voor alle CEMT-landen zullen gelden omdat Turkije en Joegoslavië erbuiten vallen.

4. Onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen gaat het Comité met het Commissievoorstel akkoord. Wel gaat het er hierbij van uit dat misbruik van de machtigingen voor het verhuisvervoer over de weg, dat niet gecontingenteerd is, uitgesloten blijft. Het Comité verwacht dat het vervoer door de uitbreiding van het communautaire recht verder zal worden vergemakkelijkt. Voorts dringt het er bij de Raad op aan, alles in het werk te stellen om Joegoslavië en Turkije ertoe over te halen, zich bij de nieuwe regeling aan te sluiten.

Brussel, 27 april 1988

De voorzitter  
van het

Economisch en Sociaal Comité

Alfons MARGOT

De secretaris-generaal  
van het

Economisch en Sociaal Comité

Jacques MOREAU

Bruxelles, den 27. april 1988

Det Økonomiske og Sociale Udvalgs  
UDTAELSE  
om  
forslag til Rådets direktiv om ændring af direktiv 65/269/EØF om  
gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad  
landevej mellem medlemsstaterne  
(KOM (88) 10 endelig udg.)

---

CES 449/88 FN/SFJ/bkn

Rådet for De Europæiske Fællesskaber besluttede den 26. februar 1988 under henvisning til EØF-traktatens artikel 75 at anmode om Det Økonomiske og Sociale Udvalgs udtalelse om

*forslag til Rådets direktiv om ændring af direktiv 65/269/EØF om gennemførelse af visse regler for tilladelse til godstransport ad landevej mellem medlemsstaterne*

*(KOM(88) 10 endelig udg.)<sup>(1)</sup>.*

Det forberedende arbejde henvistes til ØSU's sektion for transport og kommunikation, som udpegede Eike EULEN til ordfører. Sektionen vedtog sin udtalelse den 13. april 1988.

Det Økonomiske og Sociale Udvalg vedtog på sin 255. plenarforsamling den 27. april 1988 enstemmigt følgende udtalelse:

1. ØSU godkender Kommissionens forslag, som tilsigter, at EF's regler om transport med vogntog, herunder transport af flyttegods, skal udvides til at omfatte alle lande, som deltager i Den Europæiske Transportministerkonference (CEMT) (med undtagelse af Jugoslavien og Tyrkiet med hensyn til transport med vogntog). Der er i denne forbindelse tale om direktiv 65/269/EØF<sup>(2)</sup>, som ændret ved direktiv 83/572/EØF<sup>(3)</sup> og 85/505/EØF<sup>(4)</sup>.

2. Det er ikke nødvendigt her at komme ind på ØSU's udtalelser<sup>(5)</sup> om disse direktiver. Det er imidlertid beklageligt, at indførelsen af en multilateral aftale om transport af flyttegods skete i det første direktiv og ikke, som anbefalet af ØSU, i et separat direktiv. ØSU gjorde med rette opmærksom på, at en selektiv multilateralisering af transport af flyttegods med det første direktiv indebar fare for en præjudicerende virkning for multilateraliseringen af andre af de transportkategorier, som er omfattet af dette direktiv.

3. Det foreliggende forslag kan endvidere give anledning til nogen forvirring, eftersom tildelingen af multilaterale tilladelser til transport af flyttegods som følge af CEMT-beslutningerne om tilpasning til EF's regler skal være

(1) EFT nr. C 59 af 3. marts 1988, side 5.

(2) EFT nr. 88 af 24. maj 1965, side 1469/65.

(3) EFT nr. L 332 af 28. november 1983, side 33.

(4) EFT nr. L 309 af 21. november 1985, side 27.

(5) Udtalelse af 28. november 1963 i EFT nr. 168 af 27. oktober 1964, side 2631/64; udtalelse af 23. februar 1983 i EFT nr. C 90 af 5. april 1983, side 1; udtalelse af 26. februar 1981 i EFT nr. C 138 af 9. juni 1981, side 54.

gældende i alle CEMT-medlemslande, hvorimod tilladelserne til transport med vogntog (trækkende køretøj og anhænger) kun får gyldighed for CEMT-landene, med undtagelse af Jugoslavien og Tyrkiet.

4. ØSU er, med forbehold af disse bemærkninger, tilfreds med Kommissionens forslag. Det går imidlertid ud fra, at misbrug af tilladelserne til transport af flyttegods, som ikke er omfattet af en kontingenteringsordning, fremdeles vil være udelukket. ØSU forventer, at udvidelsen af EF-lovgivningen vil medføre yderligere lettelse på dette transportområde. For så vidt angår undtagelsestilfældene Jugoslavien og Tyrkiet, opfordrer ØSU Kommissionen og Rådet til at gøre alt, hvad der står i deres magt, for at disse lande opgiver deres forbehold.

Bruxelles, den 27. april 1988

Alfred MARGOT

Jacques MOREAU

Formand for  
Det Økonomiske og Sociale  
Udvalg

Generalsekretær for  
Det Økonomiske og Sociale  
Udvalg

Βρυξέλλες, 27 Απριλίου 1988.

**ΓΝΩΜΟΔΟΤΗΣΗ**

της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής  
για την

"Πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου η οποία τροποποιεί την  
οδηγία 65/269/ΕΟΚ σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων  
κανόνων που αφορούν τις άδειες για τις οδικές μεταφορές  
εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών"  
(έγγρ. COM (88) 10 τελικό)

CES 449/88 Γ/ΔΑ/μα

Το Συμβούλιο αποφάσισε στις 26 Φεβρουαρίου 1988, σύμφωνα με το άρθρο 75 της Συνθήκης για την ίδρυση της ΕΟΚ, να ζητήσει από την Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή γνωμοδότηση για την

*"Πρόταση οδηγίας του Συμβουλίου η οποία τροποποιεί την οδηγία 65/269/ΕΟΚ σχετικά με την εναρμόνιση ορισμένων κανόνων που αφορούν τις άδειες για τις οδικές μεταφορές εμπορευμάτων μεταξύ των κρατών μελών"*  
(έγγρ. COM (88) 10 τελικό)<sup>(1)</sup>.

Το τμήμα μεταφορών και επικοινωνιών, στο οποίο ανατέθηκε η προετοιμασία των σχετικών εργασιών, υιοθέτησε τη γνωμοδότησή του στις 13 Απριλίου 1988 βάσει της εισηγητικής έκθεσης του κ. EULEN.

Η ΟΚΕ εξέδωσε κατά τη 255η σύνοδο ολομελείας της (συνεδρίαση της 27ης Απριλίου 1988) την ακόλουθη γνωμοδότηση:

1. Η ΟΚΕ υποστηρίζει την πρόταση της Επιτροπής που έχει ως στόχο να επεκτείνει τις κοινοτικές ρυθμίσεις σχετικά με τις μεταφορές σε συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων καθώς και με τις μετακομίσεις σε όλες τις χώρες της Ευρωπαϊκής Διάσκεψης των Υπουργών Μεταφορών (CEMT) (εκτός της Γιουγκοσλαβίας και της Τουρκίας στην περίπτωση των μεταφορών με συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων). Πρόκειται για την οδηγία 65/269/ΕΟΚ<sup>(2)</sup>, που τροποποιήθηκε με τις οδηγίες 83/572/ΕΟΚ<sup>(3)</sup> και 85/505/ΕΟΚ<sup>(4)</sup>.

2. Οι γνωμοδοτήσεις της ΟΚΕ<sup>(5)</sup> για τις οδηγίες αυτές δεν χρειάζεται να επαναληφθούν στο σημείο αυτό. Λυπηρό όμως είναι το γεγονός ότι η πρόταση της ΟΚΕ όπως καθιερωθεί μια άδεια<sup>(X)</sup> για τις μετακομίσεις όχι στα πλαίσια της πρώτης οδηγίας, αλλά με τη βοήθεια μιας ιδιαίτερης οδηγίας, δεν ελήφθη υπόψη. Δικαιολογημένα είχε επισημάνει η ΟΚΕ τον κίνδυνο ότι η επιλεκτική "πολυμεροποίηση" των μετακομίσεων διαμέσου της πρώτης οδηγίας θα μπορούσε να έχει επιζήμιες επιπτώσεις για την "πολυμεροποίηση" και άλλων κατηγοριών μεταφορών, τις οποίες αφορά η οδηγία αυτή.

3. Αναφορικά με την προκειμένη πρόταση είναι δυνατόν εξάλλου να προκύψει ορισμένη σύγχυση επειδή, λόγω των αποφάσεων της CEMT για εναρμόνιση με τους κοινοτικούς κανόνες, η χορήγηση πολυμερών αδειών για τις μετακομίσεις πρέπει να ισχύει σε όλα τα

(1) Ε.Ε. αριθ. C 59 της 3ης Μαρτίου 1988, σελ. 5

(2) Ε.Ε. αριθ. 88 της 24ης Μαΐου 1965, σελ. 1469/65

(3) Ε.Ε. αριθ. L 332 της 28ης Νοεμβρίου 1983, σελ. 33

(4) Ε.Ε. αριθ. L 309 της 21ης Νοεμβρίου 1985, σελ. 27

(5) Γνωμοδότηση της 26ης Νοεμβρίου 1963 στην: Ε.Ε. αριθ. 168 της 27ης Οκτωβρίου 1964, σελ. 2631/64· γνωμοδότηση της 23ης Φεβρουαρίου 1963 στην: Ε.Ε. αριθ. C 90 της 5ης Απριλίου 1983, σελ. 1· γνωμοδότηση της 26ης Φεβρουαρίου 1981 στην: Ε.Ε. αριθ. C 138 της 9ης Ιουνίου 1981, σελ. 54.

(X) Σημ. της Μετ.: Δηλ. άδεια η οποία διέπεται από τις διατάξεις μιας πολυμερούς (και όχι διμερούς) συμφωνίας.

κράτη μέλη της CEMT, ενώ η ισχύς των αδειών για συνδυασμό συζευγμένων οχημάτων (όχημα έλξης και ρυμουλκό) παραμένει περιορισμένη για τα κράτη της CEMT, χωρίς την Γιουγκοσλαβία και την Τουρκία.

4. Με την επιφύλαξη των ενδοιασμών αυτών η ΟΚΕ επικροτεί την πρόταση της Επιτροπής. Ως προϋπόθεση όμως θέτει ότι θα αποκλείονται καταχρήσεις των αδειών για τις μετακομίσεις, οι οποίες δεν υπόκεινται σε ποσόστωση. Από την επέκταση των κοινοτικών διατάξεων η ΟΚΕ αναμένει περαιτέρω διευκολύνσεις για τις μεταφορές. Όσον αφορά την εξαίρεση της Γιουγκοσλαβίας και της Τουρκίας, η ΟΚΕ καλεί την Επιτροπή και το Συμβούλιο να χρησιμοποιήσουν όλα τα μέσα, για να εγκαταλείψουν οι χώρες αυτές τις επιφυλάξεις τους.

Βρυξέλλες, 27 Απριλίου 1988.

Ο Πρόεδρος  
της Οικονομικής και Κοινωνικής  
Επιτροπής

Ο Γενικός Γραμματέας  
της Οικονομικής και Κοινωνικής  
Επιτροπής

ALFONS MARGOT

JACQUES MOREAU

Bruselas, 27 de abril de 1988

DICTAMEN  
del Comité Económico y Social  
sobre la

"Propuesta de Directiva del Consejo por la que se modifica la  
Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización de determinadas  
normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías  
por carretera entre los Estados miembros"

(doc. COM(88) 10 final)

---

Con arreglo a lo dispuesto en el artículo 75 del Tratado CEE, el 26 de febrero de 1988 el Consejo decidió consultar al Comité Económico y Social sobre la

*“Propuesta de Directiva del Consejo por la que se modifica la Directiva 65/269/CEE relativa a la uniformización de determinadas normas sobre las autorizaciones para los transportes de mercancías por carretera entre los Estados miembros”*

*(doc. COM(88) 10 final)<sup>(1)</sup>*

La Sección de Transportes y Comunicaciones, encargada de preparar los trabajos en la materia, adoptó su Dictamen el 13 de abril de 1988, basándose en el informe del Sr. EULEN.

En su 255<sup>a</sup> Sesión Plenaria (sesión del 27 de abril de 1988), el Comité aprobó por unanimidad el siguiente Dictamen:

\*  
\* \* \*

1. El Comité acoge favorablemente la propuesta de la Comisión, dirigida a ampliar la normativa comunitaria relativa a los transportes mediante conjuntos de vehículos articulados y a los transportes de mudanzas a todos los países de la Conferencia Europea de Ministros de Transportes (CEMT), con excepción de Yugoslavia y Turquía en el caso de los transportes mediante conjuntos de vehículos articulados. Se trata, en este caso, de la Directiva 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, modificada por las Directivas 65/269/CEE<sup>(3)</sup> y 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. En este contexto, no es necesario abundar en los Dictámenes del Comité<sup>(5)</sup> relativos a las mencionadas Directivas. No obstante, cabe lamentar que no se haya tenido en cuenta la sugerencia del Comité en el sentido de no introducir una autorización multilateral para el transporte de mudanzas en el marco de la primera Directiva, sino mediante una directiva independiente. El Comité había señalado justamente el peligro de que una multilateralización selectiva del transporte de mudanzas a través de la primera Directiva podría tener efectos perjudiciales para la multilateralización de otras categorías de transporte contempladas en dicha Directiva.

3. Por otra parte, y en relación con la propuesta de que se trata, podría originar una cierta confusión el hecho de que, con arreglo a los acuerdos CEMT de adaptación a las normas comunitarias, la concesión de autorizaciones multilaterales para mudanzas internacionales sea válida en todos los Estados CEMT,

(1) DO n.º C 59 de 3 de marzo de 1988, p. 5.  
(2) DO n.º 88 de 24 de mayo de 1965, p. 1469/65.  
(3) DO n.º L 322 de 28 de noviembre de 1983, p. 33.  
(4) DO n.º L 309 de 21 de noviembre de 1985, p. 27.  
(5) Dictamen de 28 de noviembre de 1963 en DO n.º 168 de 27 de octubre de 1964, (p. 2631/64); Dictamen de 23 de febrero de 1983 en DO n.º C 90 de 5 de abril de 1983, p. 1; Dictamen de 26 de febrero de 1981 en DO n.º C 138 de 9 de junio de 1981, p. 54.

mientras que la validez de las autorizaciones relativas a conjuntos de vehículos articulados (elemento tractor y remolque) queda limitada a los Estados CEMT con exclusión de Yugoslavia y Turquía.

4. Sin perjuicio de estas consideraciones, el Comité acoge favorablemente la propuesta de la Comisión. No obstante, parte de la base de que quedan excluidos los abusos en relación con las autorizaciones para mudanzas internacionales no sujetas a contingentación. El Comité espera que, mediante la ampliación del ámbito de aplicación de la normativa comunitaria, se origine una situación más favorable para el transporte. En lo que se refiere a las excepciones de Yugoslavia y Turquía, el Comité requiere de la Comisión y del Consejo que efectúen todos los esfuerzos necesarios para que ambos países superen sus reservas.

Hecho en Bruselas, el 27 de abril de 1988.

El Presidente  
del Comité Económico  
y Social

Alfons MARGOT

El Secretario General  
del Comité Económico  
y Social

Jacques MOREAU

Bruxelas, 27 de Abril de 1988

PARECER  
do Comité Económico e Social  
sobre a  
"Proposta de directiva do Conselho que altera a  
Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras  
respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de  
mercadorias entre os Estados-membros"  
(doc. COM(88) 10 final)

---

Em 26 de Fevereiro de 1988 e em conformidade com o disposto no artigo 75.º do Tratado, o Conselho decidiu consultar o Comité Económico e Social sobre a:

*"Proposta de directiva do Conselho que altera a Directiva 65/269/CEE relativa à uniformização de certas regras respeitantes às autorizações para os transportes rodoviários de mercadorias entre os Estados-membros"*

*(doc. COM(88) 10 final)<sup>(1)</sup>*

A Secção dos Transportes e Comunicações, incumbida da preparação dos trabalhos sobre esta matéria, elaborou o seu parecer em 13 de Abril de 1988 com base no relatório do Sr. EULEN.

O Comité Económico e Social, no decurso da sua 255.ª Sessão Plenária, reunião de 27 de Abril de 1988, adoptou por unanimidade o seguinte parecer:

1. O Comité aprova a proposta da Comissão que visa estender o regime comunitário relativo aos transportes por veículos acoplados e aos transportes rodoviários de mudanças a todos os países aderentes à Conferência Europeia dos Ministros dos Transportes (CEMT) (excepto a Turquia e a Jugoslávia quanto aos transportes por veículos acoplados). A referida directiva é a Directiva 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, com a última redacção que lhe foi dada pela Directiva 83/572/CEE<sup>(3)</sup> e pela Directiva 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. Não é necessário referir aqui os pareceres do Comité<sup>(5)</sup> relativos a estas directivas. É, porém, lamentável que não tenha sido tomado em consideração, não no âmbito da 1.ª Directiva, mas numa directiva separada, o pedido do Comité quanto à introdução de uma autorização multilateral para os transportes de mudanças. Foi precisamente por isso que o Comité chamou a atenção para o perigo que encerra o facto de que uma multilateralização selectiva dos transportes rodoviários de mudanças na 1.ª Directiva poderia igualmente prejudicar a multilateralização de outras categorias de transportes abrangidos por esta directiva.

3. Além disso, a presente proposta pode originar uma certa confusão. Com efeito, devido às decisões da CEMT relativas à harmonização do seu regime com o regime comunitário, a concessão de autorizações multilaterais para os transportes de mudanças é

(1) JO n.º C 59 de 3.3.1988, p. 5

(2) JO n.º 88 de 24.5.1965, p. 1469/65

(3) JO n.º L 332 de 28.11.1983, p. 33

(4) JO n.º L 309 de 21.11.1985, p. 27

(5) Parecer de 28.11.1963: JO n.º 168 de 27.10.1964, p. 2631/64; Parecer de 23.2.1983: JO n.º C 90 de 5.4.1983, p. 1; Parecer de 26.2.1981: JO n.º C 138 de 9.6.1981, p. 54.

válida, por um lado, em todos os países aderentes à CEMT, quando, por outro, a validade das autorizações para os veículos acoplados (veículo tractor e reboque) fica limitado aos Estados da CEMT com excepção da Jugoslávia e da Turquia.

4. Com estas reservas, o Comité acolhe favoravelmente a proposta da Comissão. Parte este, no entanto, do princípio de que não são tidos em consideração os abusos em matéria de autorizações para os transportes de mudanças que não estão sujeitos a qualquer contingentamento. O Comité espera que o alargamento da legislação comunitária conduza a novas facilidades no domínio dos transportes. Quanto à excepção que constituem a Jugoslávia e a Turquia, o Comité convida a Comissão e o Conselho a empreenderem os melhores esforços para que estes países abandonem a sua reserva.

Bruxelas, 27 de Abril de 1988

O Presidente  
do Comité  
Económico e Social

Alfons MARGOT

O Secretário-Geral  
do Comité Económico  
e Social

Jacques MOREAU

Bruxelles, den 27/04/88

Formand  
for Det økonomiske og  
sociale Udvalg

Generalsekretar  
for Det økonomiske og  
sociale Udvalg

Geschehen zu Brüssel, am 27/04/88

Der Präsident  
des Wirtschafts- und  
Sozialausschusses

Der Generalsekretär  
des Wirtschafts- und  
Sozialausschusses

Βρυξέλλες, 27/04/88

Ο Πρόεδρος  
της Οικονομικής και Κοινωνικής  
Επιτροπής

Ο Γενικός Γραμματέας  
της Οικονομικής και Κοινωνικής  
Επιτροπής

Done at Brussels 27/04/88

The Chairman  
of the Economic and  
Social Committee

The Secretary-General  
of the Economic and  
Social Committee

Fait à Bruxelles, le 27/04/88

Le Président  
du Comité économique  
et social

Le secrétaire général  
du Comité économique  
et social

Bruxelles, 27/04/88

Il Presidente  
del Comitato economico  
e sociale

Il Segretario Generale  
del Comitato economico  
e sociale

.../...

Brussel, 27/04/88

De voorzitter  
van het Economisch  
en Sociaal Comité

De secretaris-generaal  
van Het Economisch  
en Sociaal Comité

Bruselas, 27/04/88

El Presidente  
del Comité Económico  
y Social

El Secretario General  
del Comité Económico  
y Social

Bruxelas, 27/04/88

O Presidente  
do Comité Económico  
e Social

O Secretario-Geral  
do Comité Económico  
e Social



Alfons MARGOT



Jacques MOREAU

EESC - Historical Archives

Bruxelles, le 29 avril 1988

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS  
du Comité économique et social  
sur la

"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive  
65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles  
relatives aux autorisations pour les transports de marchandises  
par route entre les Etats membres"  
(doc. COM(88) 10 final)

255ème session plénière  
tenue à Bruxelles, au siège du Comité,  
les 27 et 28 avril 1988

Séance du 27 avril 1988

Point 6 de l'ordre du jour

Le PRESIDENT propose de procéder à l'examen du point 6 de l'ordre du jour, qui prévoit l'élaboration d'un avis sur la

"Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les Etats membres".

Sur la base des travaux de la section des transports et des communications, présidée par M. L.J. SMITH, et du rapport de M. EULEN, rapporteur, le Comité, considérant que cet avis a été adopté à l'unanimité et qu'il ne fait l'objet d'aucun amendement, décide à l'unanimité de ne pas procéder à une discussion générale et de passer au vote à main levée.

Cet avis est adopté à l'unanimité.

---

Brüssel, den 29. April 1988

BERICHT ÜBER DIE BERATUNGEN  
des Wirtschafts- und Sozialausschusses  
zu dem  
"Vorschlag für eine Richtlinie des Rates  
zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG  
zur Vereinheitlichung gewisser Regeln  
betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr  
zwischen den Mitgliedstaaten"  
(Dok. KOM (88) 10 endg.)

-----  
255. Plenartagung  
am 27./28. April 1988  
im Ausschußgebäude zu Brüssel

-----  
Sitzung vom 27. April

-----  
Punkt 6 der Tagesordnung  
-----

**DER PRÄSIDENT** rief Punkt 6 der Tagesordnung auf:  
Verabschiedung einer Stellungnahme zu dem

"Vorschlag für eine Richtlinie des Rates zur Änderung der Richtlinie 65/269/EWG zur Vereinheitlichung gewisser Regeln betreffend die Genehmigungen für den Güterkraftverkehr zwischen den Mitgliedstaaten" (Dok. KOM (88) 10 endg.).

Die Vorbereitungen waren in der Fachgruppe Verkehr und Kommunikationsmittel unter dem Vorsitz von Herrn L.J. SMITH geführt worden. In Kenntnis des vom Berichterstatter, Herrn EULEN, vorgetragenen Berichts sowie in Erwägung, daß die ihm vorgelegte Stellungnahme von der vorgenannten Fachgruppe einstimmig angenommen worden war und daß keine Änderungsanträge dazu vorlagen, beschloß der Ausschuß einstimmig, auf eine allgemeine Aussprache zu verzichten und sofort zur Abstimmung durch Handzeichen überzugehen.

Die Stellungnahme des Ausschusses wurde einstimmig angenommen.

Brussels, 29 April 1988

RECORD OF THE PROCEEDINGS  
of the Economic and Social Committee  
on the  
Proposal for a Council Directive amending Directive 65/269/EEC  
concerning the standardization of certain rules relating to  
authorizations for the carriage of goods by road between Member  
States  
(COM(88) 10 final)

255th Plenary Session,  
held at the Committee, Brussels,  
on 27 and 28 April, 1988

Meeting of 27 April

Agenda Item 6

The CHAIRMAN moved that the Committee turn to agenda item 6, namely adoption of an Opinion on the :

Proposal for a Council Directive amending Directive 65/269/EEC concerning the standardization of certain rules relating to authorizations for the carriage of goods by road between Member States (COM(88) 10 final)

The Section for Transport and Communications (Chairman: Mr L.J. SMITH) had adopted its Opinion unanimously. In the light of this and of the report by the Rapporteur, Mr EULEN, and considering that no amendments had been tabled, the Committee decided unanimously not to hold a general discussion. The Opinion was, therefore, put to an immediate vote by show of hands.

The Opinion was adopted unanimously.

---

EESC - Historical Archives

Avis sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 65/269/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour les transports de marchandises par route entre les États membres<sup>(1)</sup>

(88/C 175/04)

Le 26 février 1988, le Conseil a décidé, conformément à l'article 75 du Traité, de consulter le Comité économique et social sur la proposition susmentionnée.

La section des transports et communications, chargée de préparer les travaux en la matière, a élaboré son avis le 13 avril 1988 (rapporteur: M. Eulen).

Le Comité économique et social a adopté l'avis suivant au cours de sa 255<sup>e</sup> session plénière, (séance du 27 avril 1988) à l'unanimité.

1. Le Comité approuve la proposition de la Commission visant à étendre le régime communautaire relatif aux transports par véhicules couplés et aux déménagements par route à tous les pays adhérant à la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT) (à l'exception de la Turquie et de la Yougoslavie dans le cas des transports par véhicules couplés). La directive concernée est la directive 65/269/CEE<sup>(2)</sup>, modifiée par les directives 83/572/CEE<sup>(3)</sup> et 85/505/CEE<sup>(4)</sup>.

2. Il n'est pas nécessaire de revenir ici sur les avis du Comité<sup>(5)</sup> relatifs à ces directives. Il est cependant regrettable qu'il n'ait pas été tenu compte de la demande du Comité d'introduire une autorisation multilatérale pour les déménagements non pas dans le cadre de la première directive, mais au moyen d'une directive séparée. À juste titre, le Comité a attiré l'attention sur

le danger résidant dans le fait qu'une multilatéralisation sélective des déménagements par route par le biais de la première directive pourrait également porter préjudice à la multilatéralisation d'autres catégories de transport touchées par cette directive.

3. En outre, la présente proposition peut donner lieu à une certaine confusion. En raison des décisions de la CEMT relatives à l'alignement sur le régime communautaire, la délivrance d'autorisations multilatérales pour les transports de déménagements est valable dans tous les États adhérant à la CEMT alors que la validité des autorisations pour les véhicules couplés (véhicule tracteur et remorque) reste limitée aux États de la CEMT à l'exception de la Yougoslavie et de la Turquie.

4. Compte tenu de ces réserves, le Comité accueille favorablement la proposition de la Commission. Il part cependant du principe que les abus en matière d'autorisations pour les transports de déménagements, qui ne sont soumis à aucun contingentement, sont exclus. Le Comité espère que l'élargissement de la législation communautaire entraînera de nouveaux allègements dans le domaine des transports. En ce qui concerne l'exception que constituent la Yougoslavie et la Turquie, le Comité invite la Commission et le Conseil à mettre tous leurs moyens en œuvre afin que ces pays abandonnent leurs réserves.

(1) JO n° C 59 du 3. 3. 1988, p. 5.

(2) JO n° 88 du 24. 5. 1965, pp. 1469/65.

(3) JO n° L 332 du 28. 11. 1983, p. 33.

(4) JO n° L 309 du 21. 11. 1985, p. 27.

(5) Avis du 28. 11. 1963: JO n° 168 du 27. 10. 1964, p. 2631/64; avis du 23. 2. 1983: JO n° C 90 du 5. 4. 1983, p. 1; avis du 26. 2. 1981: JO n° C 138 du 9. 6. 1981, p. 54.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1988.

Le Président  
du Comité économique et social  
Alfons MARGOT